

juin 2000

Pauvreté à Madagascar: défi public et stratégies des ménages¹

**Yazid Dissou², Paul Dorosh², Benoît Dostie², Peter Glick², Steven Haggblade²,
Harivelo Rajemison³, Soahiantana Rakotondrainibe⁴, Bodo Ralantoarilolona⁵,
Jeannine Ramarakoto⁴, Patricia Ramaroson⁴, Iarivony Randretsa³,
Josée Randriamamonjy³, Julia Rachel Ravelosoa⁶, Raymond Razafindrabe⁴,
Jean Razafindravonona³, David Sahn², Kenneth Simler², Stephen Younger²**

¹ Les idées exprimées dans ce rapport reflètent l'avis des auteurs et pas forcément celui de l'INSTAT, de l'ImaTeP, du SPPM, de Cornell ni de l'USAID.

² Cornell Food and Nutrition Policy Program.

³ Institut National de la Statistique.

⁴ Institut Malgache des Techniques de Planification.

⁵ Secrétariat Permanent de la Prévision Macro-économique.

⁶ Projet MaDIO II.

PREFACE

La lutte contre la pauvreté à Madagascar constitue l'un des principaux objectifs de la politique économique du Gouvernement Malgache. La réalisation de cet objectif exigera des actions multiples et concertées des différents partenaires du développement économique et social (le pouvoir public, le secteur privé, les organisations non gouvernementales) à différents niveaux — macro-économique, sectoriels, régionaux, et même au niveau des ménages et des individus.

Depuis trois ans maintenant, une équipe de chercheurs de l'INSTAT, de l'IMaTeP et de la Cornell University a poursuivi un programme de recherche qui visait à éclaircir les facteurs déterminants de la pauvreté à Madagascar ainsi que l'impact de diverses stratégies, publiques et privées, sur le bien-être de la population et des ménages pauvres. En même temps, d'autres collègues — du gouvernement, parmi les bailleurs de fonds, les universitaires et les ONG — ont entamé des explorations parallèles aux nôtres. Le présent ouvrage a pour but de résumer l'essentiel de ce que ces diverses équipes ont appris au cours des quelques dernières années sur la structure de la pauvreté et l'impact des stratégies — publiques ainsi que privées — sur le niveau de vie des ménages pauvres.

Nous tenons à remercier l'US Agency for International Development (USAID) pour l'appui financier qu'il a accordé pour réaliser ces travaux analytiques, qui revêtent une importance capitale. Nous espérons également que les résultats de ces travaux analytiques serviront à informer et à aider les décideurs dans les discussions et dans les actions de développement à Madagascar.

Philippe Rajaobelina,
Directeur Général
Institut National de la Statistique

Rajaona Andriamananjara,
Directeur Général, Institut Malgache
des Techniques de Planification

TABLE DES MATIERES

	Page
Liste des graphiques	iii
Liste des encadrés	iii
Liste des tableaux annexes	iv
Liste des sigles et abréviations	v
Résumé en français	vi
Résumé en anglais	ix
1. La pauvreté en contexte	
A. Concept de pauvreté	1
B. Etendue de la pauvreté	3
C. Caractéristiques des ménages pauvres	5
D. Dynamiques de long terme	8
E. Evolution récente	10
F. Conséquences	11
2. Stratégies des individus et des ménages	
A. Chocs principaux	12
B. Réactions des ménages	14
C. Réseaux de solidarité	20
D. Mobilité économique	23
E. Externalités	27
3. Politiques et programmes	
A. Quelles politiques sont en vigueur?	29
B. Indications préalables des impacts	32
C. Leviers qui influent sur les pauvres	41
4. Conclusions	
A. Nécessité de la lutte contre la pauvreté	45
B. Priorités	46
C. Suivi	48
Références	50
Annexe A. Tableaux supplémentaires	59

LISTE DES GRAPHIQUES

	Page
1. Pauvreté alimentaire à Madagascar, 1993/94	2
2. Evolution du PIB par tête, 1960 à 1999.....	7
3. Répartition des terres totales cultivées, 1984 et 1994	9
4. Impact des chocs auprès des ménages vulnérables	13
5. Travail des enfants et non-scolarisation, 1993/94	16
6. Capitaux sociaux et économiques	23
7. Indicateurs de la pauvreté à Fianarantsoa	33
8. Indicateurs de la pauvreté à Antananarivo	33
9. Incidence des taxes sur la valeur ajoutée, les importations et l'exportation de la vanille	35
10 Incidence des taxes pétrolières	36
11. Dépenses par tête du secteur informel	38
12. Comment atteindre les pauvres	40
13. Autoconsommation par quintile de dépenses	41
14. Impact d'une Révolution verte sur la pauvreté	42

LISTE DES ENCADRES

1. Une femme seule	14
2. Proie de l'usure	21
3. L'institutrice	21
4. Pression démographique et santé précaire en milieu rural	25
5. Précarité de l'emploi en milieu urbain	25
6. Succès économique de jeunes migrants, éduqués et ayant un fonds de départ	26
7. Discipline et austérité	27
8. L'Impôt Synthétique	37

LISTE DES TABLEAUX ANNEXES

A.1 Mesures du bien-être à Madagascar	60
A.2 Dynamique à long terme de la pauvreté à Madagascar	61
A.3 Dynamique à court terme de l'emploi à Antananarivo	62
A.4 Evolution du pouvoir d'achat	63
A.5 Evolution macro-économique à Madagascar depuis 1990	64
A.6 Actions individuelles déployées par les ménages vulnérables pour amortir les chocs économiques	65
A.7 Institutions amortisseurs à la disposition des ménages vulnérables	66
A.8 Consommation par produit et par groupe de ménages	67
A.9 Substitutions alimentaires en saison de soudure, Madagascar 1995	68
A.10 Sensibilité des pauvres aux changements de prix	69
A.11 Travail des enfants et non-fréquentation scolaire, 1993/94	70
A.12 Taux de salaire moyen journalier, par quintile de dépenses	71
A.13 Mobilité de la main-d'œuvre en milieux urbain et rural	72
A.14 Déterminants des revenus horaires chez les salariés en milieu urbain	73
A.15 Facteurs déterminant le niveau de consommation des ménages à Madagascar	74
A.16 Ventes de terre en milieu rural	75
A.17 Impact distributionnel des transferts à Madagascar, 1993/94	76
A.18 Accès au crédit à Madagascar, 1993/94	77
A.19 Incidence des impôts directs	78
A.20 Simulations des impacts d'une hausse de recettes fiscales à travers différents instruments	79
A.21 Accès aux services publics	80
A.22 Elasticité par rapport au prix de la demande pour l'école primaire	81
A.23 Simulation du changement dans la probabilité de scolarisation.....	82
A.24 Adultes: simulation des changement dans la probabilité de consultation suite à une hausse de 1000 FMG du coût par visite dans les centres de santé de base ..	83
A.25 Impact distributif de la libéralisation de la fin des années 1980	84
A.26 Changement de la consommation d'aliments en milieu rural au cours des cinq dernières années	85
A.27 Causes des changements de quantité des aliments consommés en milieu rural entre 1997 et 1992	86
A.28 Autoconsommation par quintile de dépenses	87
A.29 Indicateurs simple de l'évolution du bien-être des ménages pauvres, Fianarantsoa	88
A.30 Indicateurs simple de l'évolution du bien-être des ménages pauvres, Antananarivo	89
A.31 Indicence de pauvreté par groupe socio économique	90
A.32 Consommation de manioc chez les sans-abri d'Antananarivo	91

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CAS	Crédit à l'ajustement structurel
CFNPP	Cornell Food and Nutrition Policy Program
CLSP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DCPE	Document Cadre de Politique Economique
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EPM	Enquête Permanente Auprès des Ménages (1993) et Enquêtes Prioritaires Auprès des Ménages (1997 et 1999)
FMI	Fonds Monétaire International
FMG	Franc malgache
FOFIFA	Centre national de la recherche appliquée au développement rural
IFPRI	International Food Policy Research Institute
INSTAT	Institut National de la Statistique
MaDIO	Madagascar Dial INSTAT Orstom
PADR	Programme d'Action de Développement Rural
PNSAN	Programme National de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SECALINE	SECurité ALimentaire et Nutrition Elargie
SPPM	Secrétariat Permanent de la Provision Macro-économique
USAID	U.S. Agency for International Development

RESUME

Parce que deux-tiers des Malgaches vivent dans la pauvreté, une réduction significative de ce taux exigera une croissance économique robuste et globale. Vu l'ampleur de la pauvreté à Madagascar, une politique purement redistributive ne sera pas suffisante.

Mais on oublie souvent que l'inverse est également vrai. Sans réduction significative de la pauvreté, une croissance économique durable ne sera probablement pas possible à Madagascar. Ce sont les familles pauvres, sans terre propre, qui abattent les forêts et dégradent l'environnement dans la lutte à court terme qu'elles mènent pour survivre. Cependant, leurs actions déclenchent une érosion et une dégradation environnementales massives qui, à longue échéance, nuisent ainsi à la fertilité des sols et compromettent la croissance agricole à long terme. Ce sont les familles pauvres qui retirent leurs enfants de l'école pour les mettre au travail, afin de survivre à court terme, diminuant à long terme le stock de capital humain exigé par le pays pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, souple et productive. C'est l'ampleur prise par le phénomène de paupérisation des familles par légions et l'inégalité croissante qui sont à l'origine des crimes de nécessité et les crimes de frustration et qui engendrent l'instabilité sociale et qui aggravent l'insécurité. Instabilité sociale et insécurité compromettent à leur tour la stabilité politique et la confiance sur lesquelles reposent l'investissement privé et la croissance économique. La croissance économique exigera la fertilité durable des terres, une main-d'œuvre nationale qualifiée et productive, un climat de sécurité et de stabilité politique afin d'attirer la confiance des investisseurs tant malgaches qu'étrangers. Afin de promouvoir une croissance économique durable, Madagascar doit réduire la pauvreté massive d'aujourd'hui qui compromet tous les éléments nécessaires à sa croissance économique. Une croissance durable au profit de tous les Malgaches devra donc passer par l'amélioration des conditions de vie des couches les plus désavantagées. En conséquence, tout le peuple malgache — les riches comme les pauvres — partage un intérêt commun en s'attaquant à l'ennemi commun qui est la pauvreté qui persiste en son sein.

Les ménages pauvres affrontent leur situation avec vigueur et créativité, en mettant en œuvre une variété de stratégies de survie, d'entraide et de progression économique. Or une grande partie des forces qui influent sur leur bien-être reste en dehors de leur contrôle — comme par exemple l'accès à l'infrastructure, la disponibilité des nouvelles technologies, et les taux globaux de croissance économique, de création d'emplois et de l'inflation. Il existe aussi des externalités significatives, situations dans lesquelles les actions des pauvres influent sur le bien-être des riches. Ces externalités touchent notamment à l'environnement, la sécurité et la santé publique. Par conséquent, les actions des pauvres seuls ne seront pas suffisantes. L'intervention publique s'avère nécessaire afin de compléter et de renforcer les actions considérables déjà mises en œuvre par les pauvres pour leur propre compte.

Cette revue du témoignage disponible actuellement a permis d'identifier trois thèmes communs qui ont des implications importantes pour la structuration d'un plan de lutte contre la pauvreté.

1. Productivité agricole

La hausse de la productivité agricole sera primordiale à une réduction de la pauvreté à Madagascar. Quatre-vingt-cinq pour cent des Malgaches pauvres travaillent dans l'agriculture, et tous les ménages pauvres dépensent la majorité de leurs revenus à l'alimentation. Ciblée sur les cultures vivrières, une hausse de la productivité agricole représentera la seule intervention qui attaquera la pauvreté sur deux fronts simultanément. Elle augmentera le revenu des pauvres de la population rurale en même temps qu'elle diminuera le coût des principaux postes alimentaires.

Les cultures secondaires comme le manioc, la patate douce et le maïs revêtent une importance particulière pour les pauvres. Souvent oubliées dans une économie rizicole, ces cultures secondaires sont celles qui ciblent le mieux les ménages, les saisons et les régions les plus vulnérables. Elles méritent donc une place privilégiée dans la lutte contre la pauvreté.

L'accès à la terre et le régime foncier seront également prioritaires. Vu la distribution de plus en plus inégale des terres et les problèmes qui y sont liés, à savoir les ménages sans terres, le métayage et l'expansion des superficies au dépens des forêts vierges, le régime foncier et la fertilité durable du sol exigeront une attention assidue afin d'assurer une croissance agricole durable à long terme.

2. Productivité de la main-d'œuvre

La plupart des ménages pauvres dépendent de la vente de leur main-d'œuvre – actif économique abondant mais peu qualifié – pour assurer leurs besoins quotidiens. Parce que la qualité et la productivité de cette main-d'œuvre déterminent largement leur niveau de vie, l'éducation et la santé de base deviennent des éléments essentiels à l'amélioration du niveau de vie des pauvres. Or, la majorité des pauvres à Madagascar n'envoient pas leurs enfants à l'école, même pas à l'école primaire. Ainsi, la pauvreté donne lieu à la mise au travail et à la déscolarisation des enfants pauvres, déclenchant ainsi un cercle vicieux à travers lequel la faible productivité et la pauvreté se transmettent d'une génération à l'autre. De plus, les pauvres n'ont pas accès à autant de services de santé de base que les riches. Bien que des études récentes montrent une forte sensibilité de la demande de ces services publics par rapport aux prix, le faible coût monétaire d'accès aux services de scolarisation et de santé de base limite l'efficacité d'une politique de réduction des frais comme instrument d'incitation des ménages pauvres à y accéder. A l'opposé, une réduction des distances et une amélioration de la qualité paraissent être des solutions clés à l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux.

La planification familiale jouera aussi un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Les femmes pauvres mettent plus d'enfants au monde que les femmes riches. Des études de mobilité économique suggèrent que cette pression démographique entrave la progression des ménages pauvres tant dans l'immédiat que dans l'avenir. Elle réduit le revenu par tête à court terme mais limite aussi la mobilité économique vers la hausse à long terme. Par conséquent, la planification familiale promet d'apporter une contribution importante à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la situation économique des ménages vulnérables.

3. Opportunités et dangers fiscaux

Les pauvres à Madagascar fonctionnent généralement en dehors du système fiscal. Ils ne paient presque pas d'impôts. En contrepartie, ils ne reçoivent que très peu de services publics.

Pour cette raison, le système d'imposition fiscale s'avère très progressif à Madagascar. Seul l'impôt sur le pétrole lampant et l'ancienne taxe à l'exportation sur la vanille sont nettement régressifs.

Les tentatives actuelles d'élargissement du filet fiscal présentent un danger significatif pour les ménages pauvres. Le nouvel Impôt Synthétique (IS) vise spécifiquement une expansion vers le secteur informel, lequel est plus rural et plus pauvre que l'ensemble de la population. Si ces tentatives ciblent le petit groupe d'entreprises informelles mais prospères, cet impôt pourrait être aussi progressif. Mais appliqué à l'adulte moyen du secteur informel, l'IS risque de devenir le premier impôt d'envergure qui soit nettement régressif depuis l'abolition de l'Impôt Minimum Forfaitaire en 1972.

En même temps, les pauvres n'accèdent pas souvent aux services publics de base tels que l'enseignement primaire et les soins dans les centres de santé de base. Même l'eau des bornes-fontaines, auparavant distribuée gratuitement dans les quartiers pauvres, subira bientôt un frais d'accès. Par conséquent, les pauvres ne sont que très peu bénéficiaires de services publics. Or, les pauvres ont besoin d'eau propre, d'éducation primaire et de services de santé de base pour pouvoir devenir qualifiés, en bonne santé et productifs, ingrédients nécessaires pour sortir de la pauvreté. Pour cette raison, l'élargissement de l'accès des pauvres aux services publics constitue un enjeu de taille pour Madagascar.

Comment atteindre les deux objectifs – de hausse des recettes fiscales et d'accès accru des pauvres aux services publics de base ? Pour cela, il sera probablement nécessaire d'explicitier le lien entre l'extension des obligations fiscales et l'expansion des services publics de qualité afin de motiver les nouveaux contribuables. Cette approche favorisera l'accroissement des recettes de l'Etat ainsi que l'amélioration de l'état de santé et de la productivité de la main-d'œuvre. Elle contribuera donc à l'avancement du bien-être économique des ménages vulnérables et les aidera à sortir de la pauvreté.

SUMMARY

Because over two-thirds of all Malagasy live in poverty, significant reductions will undoubtedly require rapid and widespread economic growth. Redistributive policies alone cannot solve such a pervasive problem.

Though less widely recognized, the reverse is also true. Without serious efforts at poverty reduction, sustainable economic growth will probably not be possible for Madagascar. Poor households, in their short-term struggle to survive, expand agricultural cultivation to forests and steep hillsides, accelerating soil erosion and triggering environmental degradation that compromises soil fertility and sustainable agriculture growth in the future. They pull their children from school and put them to work in order to survive today, in the long-run depleting the human capital the nation requires to train a skilled, flexible and productive workforce. Growing inequality and poverty likewise foster crimes of necessity and of jealousy that provoke social tensions and political instability. Yet public safety and political stability remain pillars on which investor confidence and private investment depends. In order to grow, Madagascar will require sustainably fertile soils, a trained and productive workforce, and a stable environment for private investment. So in order to grow in the long run, Madagascar must reduce the pervasive poverty that compromises all these necessary ingredients for economic growth. Long-term economic growth for all depends on improving living conditions of the most disadvantaged. For this reason, all Malagasy, rich and poor, share a common interest in poverty reduction.

Poor households confront this necessity vigorously and creatively, implementing a variety of strategies for survival, mutual assistance and economic advancement. Yet many forces affecting their welfare and economic prospects lie outside their control – for example access to infrastructure, availability of new technologies, overall economic growth rates, job creation and rates of inflation. Significant externalities exist as well, instances in which actions of the poor affect the welfare of the rich. These externalities occur notably in the environment, public safety and public health. Consequently, the efforts of the poor acting alone are not sufficient. Public intervention is required to complement and support the considerable efforts the poor are already making on their own behalf.

This review of evidence available to date identifies three recurring themes important for the design of interventions aimed at poverty reduction

1. Agricultural productivity

Raising agricultural productivity will be central to winning Madagascar's battle against poverty. Eighty-five percent of Madagascar's poor work in agriculture, and all poor households devote the majority of their meager expenditures to food. Where focused on foodcrops, increased farm productivity represents the only

intervention that simultaneously attacks poverty from both sides. It increases incomes of the rural poor while at the same time significantly reducing the cost of their major food expenditures.

Secondary crops such as cassava, sweet potatoes and maize are especially important for the poor. Though often ignored in a rice-based diet, these secondary crops best target vulnerable households, vulnerable seasons and vulnerable regions. They merit priority deployment in the battle against poverty.

Access to land and land tenure will likewise require increasing attention. Given Madagascar's increasingly skewed distribution of land and the concomitant problems of landlessness, sharecropping, and hillside and forest expansion by the poor, land tenure and land productivity will demand close scrutiny in order to ensure sustainable agricultural growth for the country as a whole on into the future.

2. Labor productivity

Most poor depend on the sale of their labor — an abundant but unskilled asset — for their livelihood. Because the quality and productivity of that labor largely determines their standard of living, basic education and health become primary requirements for improving economic welfare of the poor. Yet the majority of Madagascar's poor do not send their children to school, even to primary school. Thus, poverty produces child laborers, low school enrollments, and triggers a vicious circle of low-productivity and poverty transmission from one generation to the next. Nor do the poor access basic health services as much as the rich. Though recent studies find access by the poor to be highly price sensitive, the current nearly free access to basic health services and public schooling do not permit fee reductions as an inducement to increasing their access to these necessary services. Instead, reducing distances and improving service quality appear to be key tools for increasing access by the poor.

Family planning will play an important role as well in combating poverty. Poor women consistently bear more children than the rich. Studies of economic mobility suggest that this not only lowers poor households' income in the short run but also compromises their upward mobility in the future. Thus family planning promises an important contribution to poverty reduction and to vulnerable households' economic growth.

3. Fiscal opportunities and dangers

Madagascar's poor currently operate largely outside the government fiscal system. They pay virtually no taxes. Nor do they receive public services on any substantial scale.

Because of this, Madagascar's tax system is highly progressive. Only the small current tax on kerosene and the now-discontinued tax on vanilla exports is noticeably regressive.

Yet current efforts to expand fiscal coverage to the half of the population who currently do not pay represent a significant danger. The new Impôt Synthétique aims specifically to expand tax coverage to the informal sector, more rural and more poor than the population at large. If focused on the small high-end cohort of highly prosperous informal sector firms, this tax effort may prove to be progressive as well. But if applied to the average informal sector adult, the IS risks becoming the first highly regressive tax in Madagascar since the abolition of the Impôt Minimum Forfaitaire in 1972.

The poor frequently do not access basic public services such as primary health and education. Even formerly free piped water at public fountains is scheduled for the introduction of user charges. As a result, the poor currently receive very little in the way of public services. Yet Madagascar's poor require access to clean water, primary education and basic health services in order to remain healthy, become more skilled, more productive and move out of poverty. Consequently, Madagascar retains a strong interest in expanding access to public services by the poor.

How can policy makers attain these twin objectives of increasing tax receipts and increasing public services accessible by the poor? To do so, it will probably be necessary to make explicit the link between expanded tax payments and expanded availability of quality basic services in order to motivate the tax payer compliance necessary in extending fiscal coverage, improving public health, labor productivity and hence the economic welfare of the poor.

1. LA PAUVRETE EN CONTEXTE

A. Concept de pauvreté

Plus des deux tiers de la population malgache consomment moins de 2.133 calories par jour, le minimum censé être nécessaire pour soutenir une vie active et normale² (Graphique 1). Selon une définition standard, ils sont de ce fait "pauvres". La valorisation du revenu nécessaire à la couverture des besoins alimentaires, à laquelle s'ajoute un supplément pour les besoins essentiels non-alimentaires, constitue la méthode classique de traçage du seuil de pauvreté. Appliqué à Madagascar, ce calcul amène à un taux de pauvreté de 70% (Banque mondiale, 1996), soit un taux sensiblement égal à celui qui ressort des données de consommation calorique brute (Graphique 1). De même, les mesures physiques du taux de malnutrition et de croissance retardée des jeunes enfants indiquent que 40% à 50% d'entre eux se trouvent en dessous des normes internationales recommandées (Tableau a.1). Donc, quelle que soit la mesure utilisée, le poids de la population vulnérable - entre 50% et 70% - s'avère énorme à Madagascar.

Avec la prépondérance de la population vivant dans la pauvreté, comment cibler les actions? Un tel ciblage, bien qu'essentiel à l'orientation des interventions, est rendu compliqué par la divergence de vues sur la notion même de pauvreté.

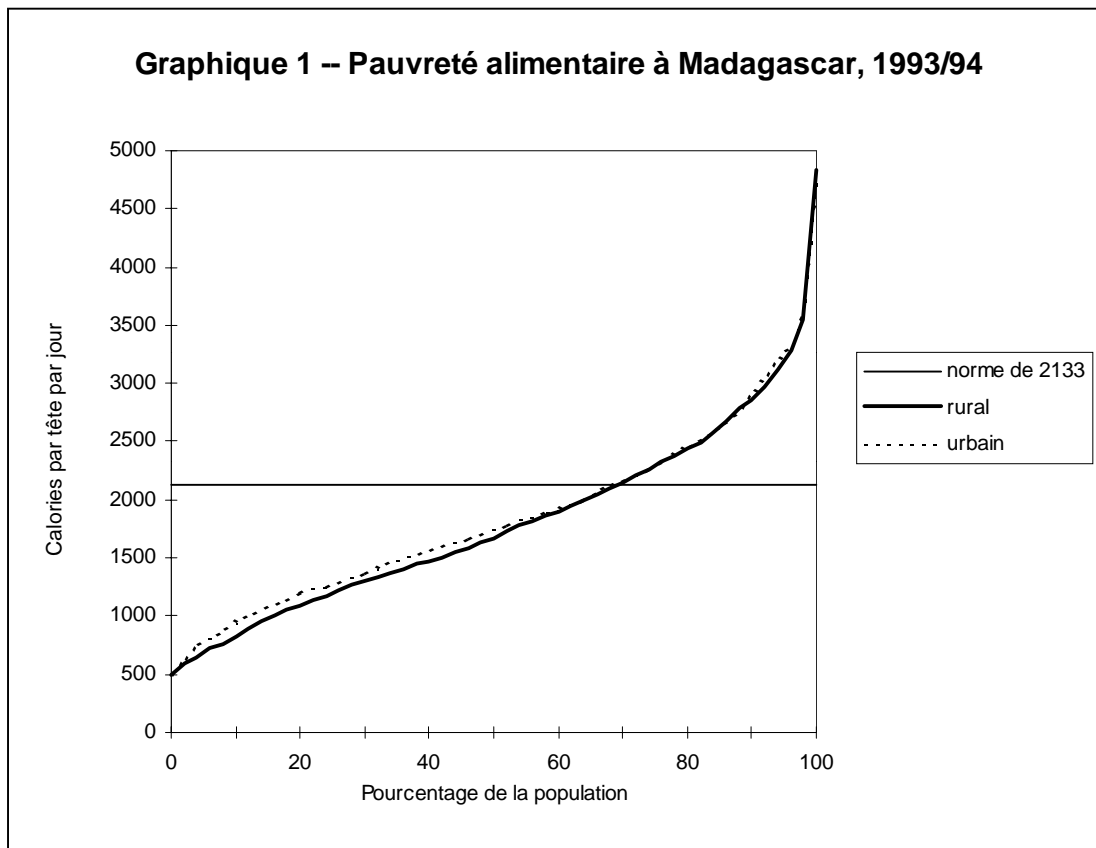
Fondamentalement, le concept de pauvreté repose sur un jugement subjectif de ce qui constitue le bien-être d'une personne. Or les jugements des différents observateurs ne concordent pas toujours. Selon les évaluateurs, la mesure appropriée peut être physique, économique, sociale ou culturelle. Et avec une même mesure, les jugements sur ce qui constitue un besoin essentiel peuvent être très différents d'un observateur à l'autre.

Pour cette raison, la perception que la population vulnérable a d'elle-même ne concorde pas toujours avec celle de tierces personnes³. Les Malgaches ne se disent jamais "pauvres" ou *mahantra* mais plutôt *sahirana*, *reraka* ou *halatsa*, termes qui indiquent une situation provisoire de gêne, non un état permanent⁴. Interrogés sur le concept de la pauvreté, les habitants urbains l'associent au manque d'emploi, aux vêtements usagés, au fait de ne pas pouvoir manger trois fois par jour. En milieu rural, les ménages citent souvent l'exclusion sociale, le fait d'habiter en marge de la société (Banque mondiale, 1996). Les perceptions varient également en fonction de la région, de l'ethnie, et du genre de l'intervenant.

² SECALINE (1997) propose la norme de 2.133 calories par jour. Voir Lapenau, Zeller et Ralison (1998) pour une discussion plus générale du calcul des normes nutritionnelles.

³ Voir, par exemple, Banque mondiale (1996), Lupo (1997), Lupo-Raveloarimanana (1995), Randrianarison (1997) Département de Philosophie, Université d'Antananarivo (2000).

⁴ Lupo (1997), Département de Philosophie, Université d'Antananarivo (2000).



Source: Dostie, Haggblade et Randriamamonjy (2000).

Des investigations en cours étudient ces différences de perception et de langage (Département de Philosophie, 2000). Une équipe de philosophes, d'anthropologues et d'économistes cherche à réconcilier - ou tout au moins à expliquer et faire converger - ces différentes perceptions de la pauvreté. Une telle concordance, permettant un langage commun, ainsi que des orientations et des actions à partir de perceptions et d'axes communs, ne peuvent qu'améliorer la coordination et l'impact des tentatives de combat contre la pauvreté.

En attendant cette grande concordance, nous travaillerons avec la définition standard de la pauvreté qui repose sur la définition d'un niveau de consommation minimum des biens essentiels (Ravillion, 1996). A Madagascar, comme ailleurs, la ligne de démarcation est fondée sur la consommation alimentaire et le revenu nécessaire à assurer l'achat de 2.133 calories par personne par jour. Malgré les imprécisions empiriques, cette mesure a le grand mérite d'être quantifiable, ce qui nous permet de situer et de cibler les « pauvres » dans le temps et dans l'espace. Elle nous permet aussi

d'évaluer quantitativement l'impact des différentes interventions sur le niveau de bien-être des ménages ainsi définis comme étant "pauvres".

B. Etendue de la pauvreté

1. Niveau national

Au niveau national, environ deux-tiers des Malgaches sont pauvres. Ils n'arrivent pas à garantir une consommation minimale de 2.133 calories par jour. Ils sont, de ce fait, en état de malnutrition. Pourtant la plupart d'entre eux travaillent avec acharnement aux occupations manuelles, souvent de faible productivité. Les pressions supplémentaires occasionnées par les maladies et les aléas climatiques les condamnent à une vie courte et souvent précaire.

Avec une majorité de la population vivant dans la pauvreté, il devient nécessaire de désagréger les populations cibles afin de pouvoir établir des priorités d'orientation des interventions privées et publiques. Comment peut-on cibler les actions? Quels sont les régions, les groupes et les branches de la société les plus affectés?

2. Milieux urbain et rural

L'incidence de la pauvreté - c'est-à-dire le pourcentage de la population dont la consommation calorique est inférieure à celle fixant le seuil de pauvreté - ne semble pas très différente entre zones rurales et urbaines. Toutefois, les témoignages produits à ce sujet sont divergents⁵.

Néanmoins, sans ambiguïté, il est clair qu'en nombre absolu, la pauvreté rurale dépasse de très loin celle du milieu urbain. Plus de 80% des Malgaches pauvres habitent en milieu rural (Banque mondiale, 1996; Razafindravonona et al. 1999, Dorosh et al. 1998).

De même, la sévérité de la pauvreté semble être plus aiguë en milieu rural qu'en milieu urbain. Nous constatons, par exemple, une consommation calorique légèrement supérieure parmi les pauvres de la population urbaine (Graphique 1). De plus, les mesures anthropométriques et de santé révèlent des conditions de vie nettement inférieures en zone rurale. La mortalité infantile, qui se situe à 10,7% en milieu rural

⁵ Certaines études ont trouvé une incidence de pauvreté plus élevée en milieu rural. D'après la Banque mondiale (1996), par exemple, la proportion de la population vivant dans la pauvreté atteint 77% en milieu rural et 47% en milieu urbain. Mais ceci ne concorde pas avec la répartition de la consommation calorique (Graphique 1) qui donne un taux identique de 70% dans les deux milieux. Ce résultat de la Banque mondiale provient probablement de l'adoption d'un seuil unique qui se heurte aux difficultés de prise en compte des différences considérables des niveaux de prix entre les deux zones. Ainsi l'adoption d'un seul panier de consommation ignore les différences considérables de la composition de la consommation à travers les régions et entre milieux urbain et rural. Pour la même année et avec les mêmes données de base, Razafindravonona et al. (1999) distinguent différents paniers et prix selon la région. Ils arrivent, par conséquent, à un même taux de pauvreté en milieux rural et urbain.

atteint seulement 7,5% en milieu urbain. Le pourcentage des enfants souffrant d'insuffisance pondérale diffère aussi, car il est de 44% en milieu rural par rapport à 36% en milieu urbain (Tableau a.2).

3. Régions

A travers les régions, les indicateurs du bien-être se révèlent aussi contradictoires. Les mesures monétaires ont tendance à placer Toliary au rang de province la plus pauvre du pays.⁶ Pourtant, elle se place parmi les meilleures en termes de santé des enfants et de consommation calorique (Tableau a.1). Antsiranana, apparemment la province la plus riche en termes monétaires, est classé dernière pour la consommation calorique. En ce qui concerne les mesures du bien-être physique des enfants, Fianarantsoa est la province la plus vulnérable.

On peut dire avec certitude qu'il existe une forte proportion de ménages pauvres à travers toutes les régions, dans les villes et dans les campagnes. Quelle que soit la région, la moitié des habitants consomment moins de 2.133 calories par jour, approximativement 40% des jeunes enfants souffrent d'une insuffisance pondérale et 50% souffrent d'une croissance retardée (Tableau a.1). La pauvreté est donc répandue à Madagascar; elle n'est pas localisée dans un faritany particulier.

4. Groupes socio-économiques

Parmi les groupes socio-économiques, les petits cultivateurs paraissent être le groupe le plus pauvre du pays. En général, entre 80% et 60% des ménages qui s'occupent principalement d'agriculture, de pêche et d'élevage vivent dans la pauvreté. Parmi les sans-terres et les urbains, les ménages qui dépendent d'une main-d'œuvre non-qualifiée présentent une incidence de pauvreté presque aussi élevée (Tableau a.31).

5. Saisonnalité

La saisonnalité influe fortement sur le niveau du bien-être des ménages malgaches. La variation marquée de la disponibilité et des prix des aliments de base, ainsi que la variation des revenus des ménages, imposent une variation elle-même marquée du niveau de consommation alimentaire (Tableau a.9). En conséquence, pendant la période de soudure, environ un million de Malgaches tombent saisonnièrement en dessous du seuil de pauvreté pour rejoindre les neuf millions qui y vivent en permanence (Dostie et al., 2000).

⁶ Encore une fois, la spécification d'un seul panier de consommation national paraît être à la base de la défavorisation apparente du faritany de Toliary. Pourtant, la structure de la consommation y est très différente du reste du pays. Le riz y entre comme troisième aliment en terme de contribution calorique. Si la consommation moyenne nationale de riz se monte à 110 kilogrammes par tête, elle n'atteint que 50 kilogrammes dans le faritany de Toliary. Par contre, les ménages du Sud mangent cinq fois plus de maïs et presque deux fois plus de manioc qu'ailleurs (Tableau a.8). Donc, un panier national qui dicte une forte consommation de riz, aliment trois fois plus cher que le manioc, semble être à la base du taux artificiellement élevé de la pauvreté monétaire calculée à Toliary.

La période de détresse alimentaire des ménages pauvres coïncide avec la saison des pluies. Cette période est marquée par une forte hausse des maladies liées à la saison des pluies, notamment la diarrhée, le paludisme et les infections respiratoires. En conséquence, les taux de malnutrition et de mortalité infantiles montent en flèche pendant la période de soudure, où ils atteignent un niveau quatre fois plus élevé que pendant la récolte (Waltisperger, 1998). La combinaison de la malnutrition et des maladies devient, par conséquent, mortellement dangereuse pour les ménages vulnérables pendant la période de soudure.

C. Caractéristiques des ménages pauvres

Ils travaillent dans l'agriculture. Plus frappant, lorsqu'il faut généraliser, est le poids de l'agriculture dans le quotidien des ménages malgaches pauvres. Environ 85% de la population pauvre travaillent dans l'agriculture (Glick, 1999). Ils travaillent rarement (6% à 8% seulement) avec des intrants modernes et accusent donc une productivité très faible par rapport aux normes internationales (Randrianarisoa et al., 1998)⁷.

Avec peu de terre. En moyenne, les ménages pauvres possèdent 1,5 hectares par ménage (0,3 ha par tête). Quatorze pour cent des ménages pauvres ruraux possèdent moins de 0,1 hectares (Dorosh et al. 1998, Tableau 5). Ils cultivent seulement 0,5 hectares de bas-fonds irrigués et plus de la moitié de leurs surfaces en *tanety*. Avec cette majorité de surface cultivée sur la pente des collines et sans irrigation, les pauvres du monde rural dépendent de la fertilité fragile et décroissante des *tanety*.

Le morcellement des terres cultivables est la résultante d'une démographie croissante qui aggrave une mauvaise distribution de départ. La pression inexorable de la démographie entraîne un découpage des surfaces héritées d'une génération à l'autre ainsi qu'une distribution de plus en plus réduite des terres (Graphique 3). L'autre face du problème de terres a son origine dans le poids démographique des descendants d'esclaves (*andevo*) qui, lors de leur libération en 1896, ne possédaient pas de terres du tout. Or il comptaient pour peut-être 20% à 30% de la population à l'avènement de la colonisation (Rakoto, 1996). Vu la grande réticence des Malgaches à se séparer des terres des ancêtres, les ventes de terres s'avèrent très rares sauf parmi ceux qui n'ont pas le choix, notamment les plus pauvres (Tableau a.16). Donc, les descendants d'esclaves ont été obligés de mettre en valeur les pentes des collines et les *tanety* non encore réclamés, ou bien d'entrer en métayage sur les bas-fonds appartenant aux grands propriétaires⁸. Ces tendances aboutissent à une distribution très parcellaire et inégalitaire des terres ainsi qu'à une pression écologique de plus en plus forte.

⁷ Seulement 8% des superficies reçoivent une application d'engrais chimiques, et 6% des bas-fonds sont plantés avec variétés améliorées de riz (Randrianarisoa et al. 1998).

⁸ Voir, par exemple, Cabanes (1967), Condominas (1991), Fauroux (1970), Waast (1967) et Wurtz (1973).

Plus d'enfants. Le taux de fécondité reste nettement plus élevé chez les ménages pauvres que chez les ménages riches. En moyenne, les ménages très pauvres comptent 5,6 personnes par ménage, les pauvres 4,8 et les non-pauvres 4,0 (Banque mondiale, 1996). Il en résulte que les familles les plus pauvres ont beaucoup plus d'enfants à charge que les ménages non-pauvres. Avec ce taux plus élevé de dépendants, chaque individu actif pauvre doit nourrir 1,2 individus, contre 0,6 pour les actifs des ménages les plus riches (INSTAT, 1999 ; Tableau 1.4).

Main-d'œuvre sans qualification. Pour faire face à ces lourdes charges, les ménages pauvres disposent d'une main-d'œuvre largement sans qualification. Par conséquent, le niveau de rémunération journalière des ouvriers du quintile le plus riche s'avère être deux fois plus élevé qu'auprès du quintile des ouvriers les plus pauvres (Tableau a.12)

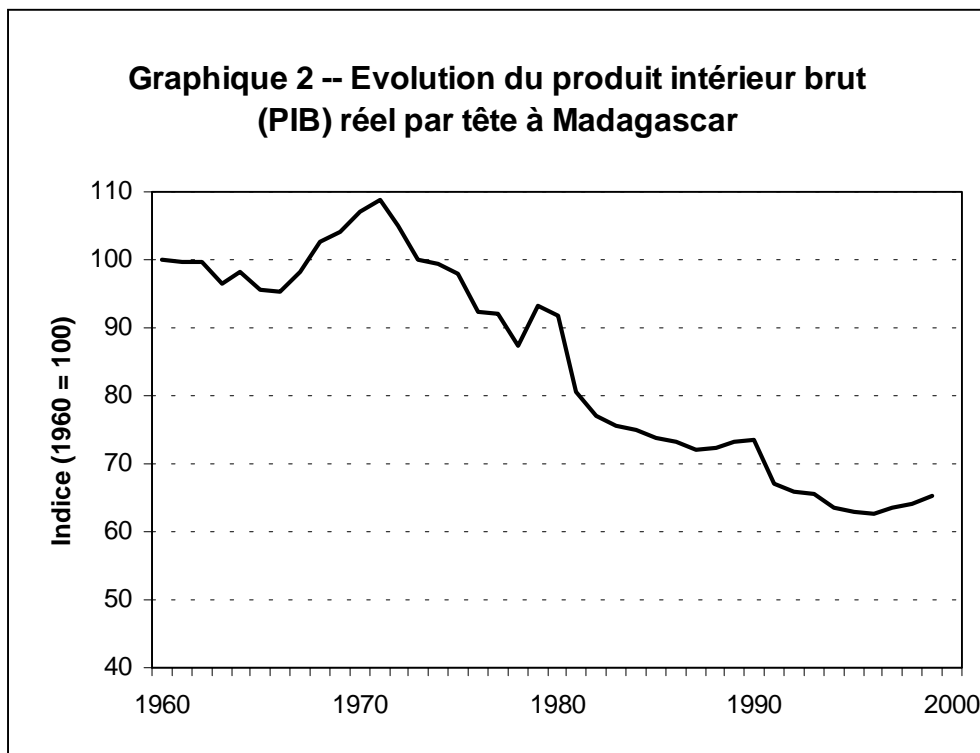
Travail des enfants. En raison de la forte pression démographique, en combinaison avec le niveau de rémunération très bas des ouvriers issus des ménages pauvres, beaucoup de ménages pauvres sont obligés de faire travailler leurs enfants. Que ce soit en milieu urbain ou rural, les plus pauvres ont tendance à faire travailler leurs enfants. En milieu urbain, le quintile le plus pauvre fait travailler 32% de ses enfants âgés de 7 à 18 ans, taux d'activité deux fois plus élevé qu'auprès du quintile des plus riches. En milieu rural, 48% des enfants des ménages les plus pauvres travaillent, soit une fréquence de 50% supérieure par rapport aux enfants issus des ménages les plus riches (Tableau a.11).

Par conséquent, une faible scolarisation des enfants pauvres. Un enfant qui travaille ne peut pas en même temps aller à l'école. Les ménages pauvres, qui ont besoin du revenu des enfants, si bas soit-il, se trouvent aussi devant la difficulté de payer les fournitures scolaires. Ces deux pressions font que la majorité des enfants pauvres ne fréquentent pas l'école (Tableau a.11). En milieu rural, 64% des enfants les plus pauvres ne sont pas scolarisés, taux plus élevé de 50% que pour les plus riches. De même en milieu urbain, 38% des plus pauvres ne vont pas à l'école, taux deux fois plus élevé que pour les enfants des ménages les plus riches. La majorité des pauvres n'arrive même pas à avoir accès à l'éducation publique gratuite.

Et faible accès aux services de santé de base. Les services de santé de base présentent la même mauvaise distribution. Seulement le tiers des pauvres qui tombent malades recherche une consultation médicale quelconque (Glick et al. 2000, Tableau 6). Les raisons en sont complexes, mais dans l'ensemble il s'agit d'une question de coût d'accès (en terme monétaire, de temps et de coût d'opportunité) et de perception de la qualité (Glick, Razafindravonona et Randretsa, 2000). Ceci fait que les deux-tiers des pauvres, une fois malades, ne se soignent pas. Ceux qui recherchent un traitement ont recours aux médecines traditionnelles ou se rendent dans les centres de santé de base. Les plus riches se soignent trois à quatre fois plus souvent auprès des médecins privés (INSTAT, 1999 ; Tableau 3.5 ; Glick et al. 2000, Tableau 6). D'après un calcul récent,

les ménages riches reçoivent deux fois plus en subventions de services de santé publique de base (Tableau a.21).

Ils sont défiscalisés dans les deux sens. Si les ménages pauvres ne reçoivent que peu de services publics, ils paient aussi peu d'impôts. Depuis la suppression, en 1972, de l'Impôt sur les Bovidés et de l'Impôt Minimum Forfaitaire (impôt obligatoire et universel payé par chaque homme adulte quel que soit son métier ou revenu) les très pauvres et les ruraux ne paient presque plus d'impôts (Dissou et al., 1999). Pour cette raison et parce que le système fiscal vise surtout le commerce extérieur et le marché monétarisé, les pauvres sont peu touchés (Tableau a.19), et le système fiscal reste très progressif. La mise en application cette année du nouvel Impôt Synthétique vise à ressusciter la fiscalisation du secteur informel et du secteur rural (Lois des Finances, 2000).



Source : SPPM.

Ils sont partiellement liés aux marchés: Au niveau national, les ménages consomment plus de la moitié des calories à partir de leur propre production, c'est-à-dire sans passer par le marché (Dorosh et al., 1998, Tableau a.2). En milieu rural, cette proportion passe à 68%, et encore plus (74%) auprès des ménages ruraux les plus pauvres (Tableau a.28 ; graphique 13). Cette isolation physique et économique représente une caractéristique des pauvres, surtout des pauvres du monde rural, qui rend plus difficile leur ciblage, comme on le verra au chapitre 3.

Isolation sociale. Lorsqu'on demande qui est pauvre, les Malgaches les identifient souvent comme ceux qui sont en marge de la société.⁹ Ils sont isolés socialement, et souvent physiquement en quartiers pauvres très distincts, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

D. Dynamiques de long terme

1. Pauvreté

Au cours des 40 dernières années, Madagascar est devenu un pays nettement plus pauvre (Graphique 2). En moyenne, son revenu réel par citoyen est tombé d'environ 40% depuis 1960 pour atteindre \$240 par tête en 1999.

Avec moins de richesse à distribuer, la plupart de la population est devenue plus pauvre. Bien que les mesures de la population vivant dans la pauvreté ne soient pas parfaitement comparables à travers les années, tous les indicateurs disponibles suggèrent une tendance marquée vers une hausse de leur proportion (Tableau a.2)¹⁰. Pendant les années 1960, 45% de la population étaient censés être en dessous du seuil de pauvreté. Mais les calculs provenant des années 1990 situent un taux de l'ordre de 60% à 70% (Banque mondiale, 1996 ; Razafindravonona et al., 1999). Surtout en milieu rural, on constate une nette dégradation de la situation, avec un pourcentage de pauvres qui a doublé en deux générations (Tableau a.2).

La sévérité de la pauvreté a également augmenté. Ceux qui sont pauvres sont devenus plus pauvres. L'écart entre la consommation actuelle et le niveau minimum paraît s'être creusé davantage (Tableau a.2).

2. Inégalité

En milieu rural, la hausse du niveau de pauvreté s'est accompagnée d'une nette augmentation de l'inégalité. Le morcellement des terres¹¹ et une distribution de plus en

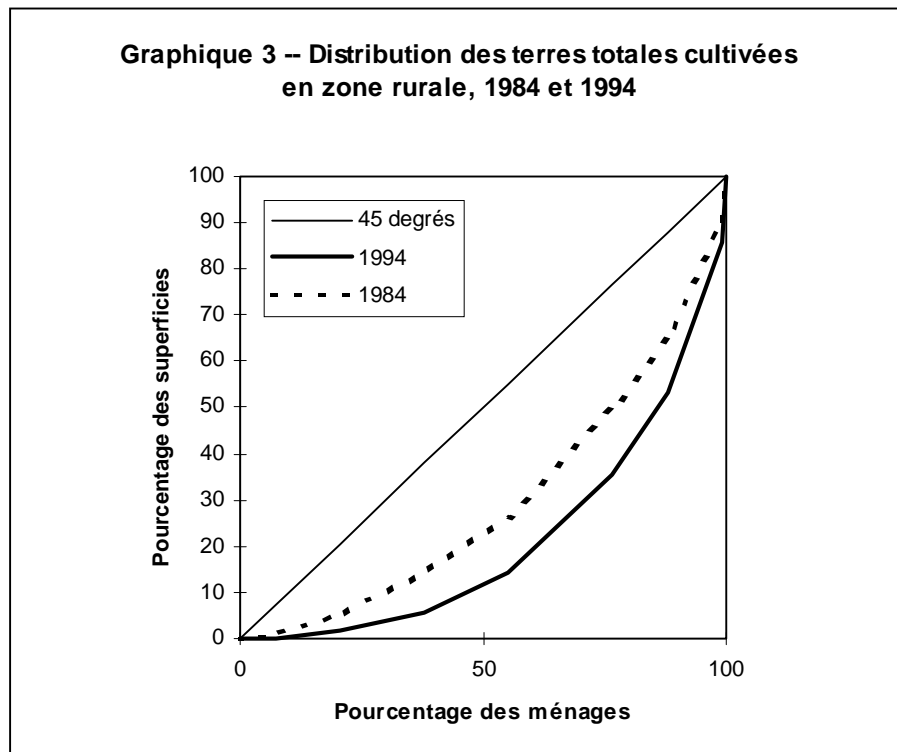
⁹ Voir, par exemple, les études participatives sur la pauvreté financées par la Banque mondiale (Razafindrakoto, 1993; Banque mondiale, 1996a) et aussi la série d'études sur les mécanismes amortisseurs des ménages vulnérables de Cornell et al. (1999), COMODE (1999), Galy (1999) et Lupo et Raveloarimamana (1999).

¹⁰ Les comparaisons historiques de l'évolution de l'incidence de la pauvreté ne sont pas parfaitement comparables à travers les décennies, en raison des différences de méthodes d'analyse et de sources de données. Pour une discussion des méthodes de calcul des seuils de pauvreté ainsi que des similitudes et des différences des calculs historiques à Madagascar, voir Ravillion (1992), Pryor (1984), Dorosh et al. (1990), Banque mondiale (1996), Nsah (1992) et Razafindravonona et al. (1999).

¹¹ Pour un témoignage récent dans le Vakinankaratra, voir IFPRI/FOFIFA (1998), Tableau 3.5.

plus inégale de ce moyen fondamental de production agricole (Graphique 3) ont entraîné une dégradation très nette et une polarisation de richesses de la population rurale (Tableaux a.2 et a.26).

Par contre, en milieu urbain les disparités, évaluées à travers le coefficient GINI, semblent s'être réduites (Tableau a.2). Cette tendance vers l'égalité vient peut-être de la baisse notable du niveau de vie de la classe moyenne urbaine et des fonctionnaires, qui ont vu leur revenu réel scindé en deux au cours des 30 dernières années (Banque mondiale, 1998). Cette compression du niveau de vie des classes autrefois aisées l'a faite se rapprocher de celui des urbains pauvres.



Source : Dorosh et al. (1998).

3. Autres indicateurs de bien-être

D'autres indicateurs confirment aussi la dégradation du niveau de vie des ménages malgaches depuis les années 1960. Le profil de la consommation des ménages montre une nette augmentation de la part des dépenses d'alimentation (Ravelosoa et Roubaud, 1997). La mortalité infantile s'est aggravée au cours des années 1980 avant de diminuer dans les années 1990. Il en est de même pour le taux net de scolarisation, qui est tombé de 75% en 1980 à 60% en 1993 avant de remonter légèrement à 68% en 1997 (Tableau a.2).

Par contre, certains des autres indicateurs témoignent d'une nette amélioration. L'espérance de vie, par exemple, s'est améliorée depuis les années 1960, si l'on excepte un recul pendant les années 1980 (Waltisperger et al., 1999).

E. Evolution récente

L'instabilité politique du début des années 1990 a contribué à une nette aggravation de la situation économique du pays. Vers le milieu de cette décennie, la mise en forme d'une nouvelle constitution et d'un gouvernement populaire a permis aux dirigeants de résoudre la crise politique pour s'occuper par la suite de la crise économique. Le retour à une stabilité politique a permis la mise en oeuvre d'une série de réformes économiques, présentées dans le Document Cadre de la Politique Economique de 1995, et qui seront discutées en détail au chapitre 3. Contentons nous seulement de noter que les réformes consécutives du système politique et économique ont contribué à une reprise de confiance de la part des investisseurs privés et des bailleurs de fonds, ce qui a déclenché une reprise économique perceptible. A partir de 1997, l'économie malgache a connu une croissance plus rapide que la population pendant trois années de suite, entraînant une hausse du revenu national par tête pour la première fois depuis une décennie (Graphique 2). Le retard du taux de croissance a diminué, mais presque imperceptiblement, entre 1993 et 1997 (Tableau a.2).

En milieu urbain, les indications préliminaires suggèrent que cette croissance macro-économique a apporté une amélioration du niveau de vie des ménages, y compris les ménages les plus pauvres. A Antananarivo, seule localité pour laquelle on dispose de données en série récentes, la création d'emploi dans le secteur privé formel a augmenté au rythme de 3,4% par an depuis 1995 (Tableau a.3). En même temps, le salaire des ouvriers a augmenté de 22% à 27% par an en termes nominaux, ce qui donne une appréciation réelle d'environ 10% par an. L'ampleur prise par le secteur informel, souvent interprétée comme un signe de malaise économique et de marasme du secteur formel, s'est renversée vers 1999 devant une croissance vigoureuse de l'emploi formel privé, surtout dans la Zone franche qui a vu ses effectifs augmenter de 13.000 emplois en 1995 à 32.000 en 1999. La consommation urbaine a aussi augmenté en termes réels (Ravelosoa, 1999), bien que les fonctionnaires paraissent y avoir gagné le plus.

En milieu rural, les indicateurs sont moins disponibles et moins clairs. Les indicateurs du pouvoir d'achat des ouvriers journaliers dans le faritany de Fianarantsoa et d'Antananarivo ont montré une légère amélioration du niveau de vie, due surtout à l'évolution favorable du prix du manioc (Graphiques 7 et 8). Par contre, les 4 villages des observatoires ruraux du Projet MaDIO – cas illustratifs mais pas représentatifs – suggèrent un marasme agricole (MaDIO, 1999). Il en est ainsi des 37 villages dans cinq zones rurales étudiées par IFPRI/FOFIFA (1998). Constatant une mobilité considérable dans les deux sens entre 1992 et 1997, l'ensemble des réponses dépeignent une tendance globale vers la baisse pendant cette période. L'inégalité semble avoir augmenté en même temps, avec des hausses de bien-être concentrées chez les plus riches et les baisses concentrées chez les plus pauvres (Tableau a.26). L'évolution à court terme en milieu

rural est en partie rendue compliquée par l'interférence d'événements ponctuels. En 1997, les pluies favorables ont donné lieu à une bonne récolte rizicole. Les prix du café et de la vanille sont également montés en 1998. Par contre, les invasions de criquets en 1998 et 1999, le cyclone Eline en 2000 et le retard des pluies en 2000 risquent de compromettre la prochaine récolte rizicole.

Dans l'ensemble, nous sentons depuis les cinq dernières années une nette reprise macro-économique. Ceci semble s'être traduit par une relance économique en milieu urbain. Par contre, la traduction de cette reprise en milieu rural s'avère plus difficile à cerner et moins sûre. Madagascar entre dans le deuxième millénaire en phase donc de relance de la croissance macro-économique mais avec une majorité de sa population vivant toujours dans la pauvreté.

F. Conséquences

La pauvreté généralisée représente un très grand danger pour Madagascar. Le gouffre croissant entre riches et pauvres s'élargit en liaison étroite avec la criminalité, l'insécurité et l'instabilité politique. Or, l'investissement privé - moteur important de la croissance économique - dépend justement de la sécurité et de la stabilité politique. La mise au travail des enfants pauvres entraîne leur déscolarisation, ce qui reproduit un cercle vicieux à travers lequel la pauvreté et la faiblesse de la productivité humaine se transmettent et s'aggravent d'une génération à l'autre. Le morcellement des terres, leur distribution de plus en plus inégale obligent les ménages démunis à couper la forêt et à monter sur des collines de plus en plus raides. L'érosion qui s'ensuit entraîne une baisse permanente de fertilité et de productivité des sols, ce qui diminue la capacité de l'agriculture à soutenir une population globale croissante.

Reconnaissant ce danger et ce défi, le gouvernement malgache a ciblé la réduction de la pauvreté comme objectif fondamental de la politique nationale depuis la présentation du Document Cadre de la Politique Economique en 1995. Les grands changements de politique économique instaurés depuis ont pour but d'amorcer la croissance économique et de diminuer l'incidence de la pauvreté.

Les ménages, ainsi que les pouvoirs publics, ont réagi devant ces pressions et ces exigences. Les deux prochains chapitres résumeront les témoignages disponibles, certes partiels, de la progression de ces tentatives de lutte contre la pauvreté. Ainsi, le chapitre 2 entame avec la réaction des individus et des ménages face aux pressions et aux opportunités récentes. Le chapitre 3 présente un résumé des principales actions menées par les autorités publiques, ainsi qu'une évaluation provisoire des impacts. Bien que les réformes soient récentes et que la bataille soit longue, il existe des éléments partiels qui nous permettent d'évaluer de façon provisoire l'impact de certaines de ces interventions. Le chapitre 4 résume les conclusions ainsi que leurs implications pour les travaux à venir.

2. STRATEGIES DES INDIVIDUS ET DES MENAGES

A. Chocs principaux

Les phases de reprise économique de la fin des années 1980 et de la fin des années 1990 ont ponctué une tendance séculaire vers la baisse depuis une génération au moins (Graphique 2). Devant cette baisse généralisée, les ménages pauvres en nombre toujours croissant ont subi divers chocs économiques. Parfois, les chocs ont été bénéfiques, comme la hausse du prix du café en 1987 et la bonne récolte rizicole de 1997. Mais le plus souvent, ils ont été néfastes, comme c'était le cas avec la sécheresse de 1992 à 1994, l'invasion acridienne de 1998 et 1999, la forte inflation de 1994 et 1995, et les cyclones Bonita en 1994 et Eline et Huda en 2000. A ces chocs d'ordre macro-économique et naturel s'ajoute, au niveau des ménages, la précarité de la santé et de la situation matrimoniale qui entraîne aussi des conséquences économiques considérables.

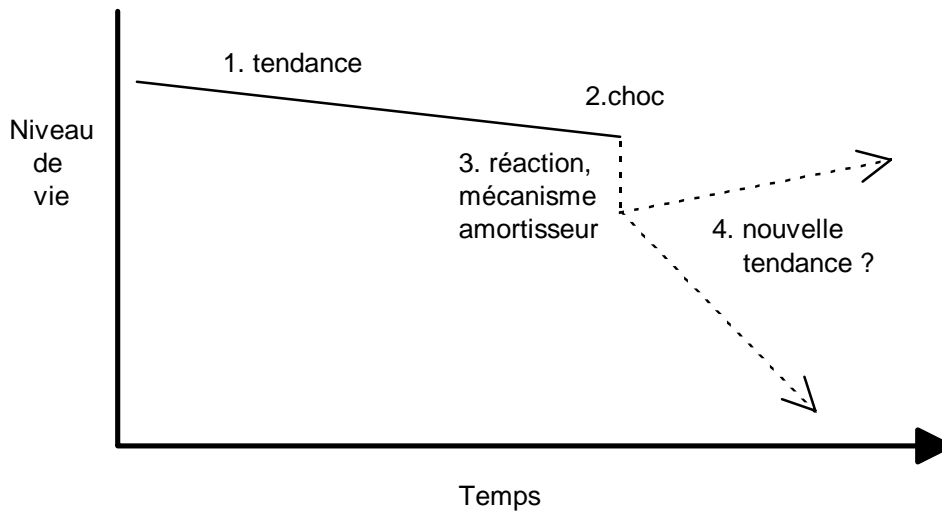
Suite à des chocs économiques, les ménages pauvres réagissent de plusieurs façons. Une série d'études récentes vise à comprendre ces réponses et dans quelles circonstances les réactions permettent de renverser la chute, dans quelles circonstances le sort des populations vulnérables s'aggrave (Graphique 4). Pour ce, il faut identifier préalablement les chocs principaux auxquels les ménages pauvres malgaches doivent faire face :

- *Chocs périodiques et réguliers (C1)*. En premier lieu, il s'agit des chocs réguliers et prévisibles – notamment la soudure, période difficile quand les vivres deviennent très chers. Variable selon les régions, la période de soudure a lieu généralement entre les mois de janvier et mars.

- *Chocs naturels (C2)*. Les cyclones, la sécheresse, les criquets, les inondations : ceux-là sont des chocs provisoires mais non prévisibles. Souvent néfastes, ces chocs ne le sont pas toujours. Les bonnes pluies de 1997 ont donné lieu à une très bonne récolte rizicole au niveau national. Cette catégorie de choc équivaut soit à un problème soit à une opportunité collective qui influent sur tous les ménages d'une région affectée.

- *Chocs macro-économiques (C3)*. Aux événements naturels s'ajoutent les phénomènes économiques - comme l'inflation, la récession, et la restructuration des entreprises publiques - qui influent en même temps sur un grand nombre d'ouvriers. Les cas positifs - comme la hausse des prix internationaux des exportations ou une augmentation concentrée des investissements dans la Zone franche et dans d'autres entreprises privées - peuvent améliorer d'un coup les opportunités pour un groupe déterminé de ménages.

Graphique 4 -- Impact des chocs auprès des ménages vulnérables



Source: Cornell et al. (1999)

• *Chocs biographiques (C4)*. Parfois, les ménages individuels doivent faire face à des chocs qui les touchent simultanément. Le décès, les maladies, la perte d'emploi, l'incendie, le vol, le divorce et la séparation peuvent s'abattre en même temps sur un ménage.

Parmi cet ensemble, certains chocs sont plus communs que d'autres. Mentionnons en premier lieu est la soudure, qui influe chaque année sur l'ensemble des ménages pauvres malgaches. La soudure est une donnée bien prévisible à laquelle les ménages vulnérables doivent faire face chaque année. En deuxième lieu viennent les chocs biographiques, les maladies, les décès ou encore le divorce, qui influent sur la quantité et la qualité de la main-d'œuvre à la disposition du ménage. Les maladies frappent, à un moment donné, plus de 20% des ménages les plus pauvres, un taux plus élevé de 50% par rapport aux ménages riches (INSTAT, 1999). Les maladies les plus communes en milieu rural sont le paludisme, les infections respiratoires et, chez les enfants, la diarrhée et la rougeole. En milieu urbain, les infections respiratoires et le paludisme prédominent (INSTAT, 2000). Aux maladies graves, qui entraînent le décès, s'ajoutent le divorce et la séparation, un ensemble de facteurs biographiques qui produit un groupe de 20% de ménages malgaches gérés par un parent unique (Dorosh et al., 1998 ; Encadré 1).¹²

¹² Une étude récente en milieu rural menée sur une période de cinq ans seulement, entre 1992 et 1997, a évalué à 15% le taux de dissolution des ménages en raison de chocs biographiques, surtout le décès et le divorce (IFPRI/FOFIFA, 1998).

Encadré 1. Une femme seule

Nous nous sommes séparés lorsque j'étais enceinte de trois mois. Je ne supportais plus son mépris et je l'ai quitté pour rentrer chez mes parents. Cependant, je n'ai pas de maison car ma maison d'autrefois a brûlé, et j'ai été logée chez ma grande-mère. J'ai emmené tous mes enfants avec moi.

En quittant mon foyer, je n'avais pas d'argent. C'était la saison des pluies et les gens étaient occupés par les travaux agricoles. Ma famille m'a donné une maison et une terre à cultiver. La terre avait une surface d'à peu près un demi hectare. Ma famille a assuré aussi les repas en attendant l'aide du père de mes enfants. Il prend en charge la nourriture et les médicaments quand les enfants sont malades. Lorsque je travaille aux champs, ma grande mère s'occupe des enfants.

Dès que le maïs est mûr je le vends. C'était avec les bénéfices que j'avais préparé mon accouchement. Cette année, j'ai essayé de cultiver plus pour gagner un peu plus d'argent.

Source : Lupo et Raveloarimanana (1999).

B. Réaction des ménages

1. Ajustement de la consommation

a. alimentaire

Devant une grande panoplie de chocs – périodiques, naturels, macro- économiques et biographiques – la première réaction des ménages pauvres est de se serrer la ceinture. Ils réduisent d'abord le nombre de repas journaliers de trois à deux. Dans des temps très difficiles, cela se réduit à un repas par jour (CARE, 1998; Razafindrakoto, 1993).

Les produits alimentaires secondaires deviennent de plus en plus importants pendant les périodes difficiles. Pendant la soudure, quand la consommation calorique connaît une baisse de 10 à 12%, les ménages se rabattent d'avantage sur le manioc, le maïs et les patates douces (Tableau a.9). La hausse marquée du prix du riz, et la baisse relative des prix des produits secondaires, induisent une substitution considérable entre ces denrées. Les ménages pauvres ruraux diminuent leur consommation de riz de l'ordre de 25% et augmentent de 20% leur consommation de manioc, de patate douce et de maïs (Dostie et al., 2000).

Devant une baisse de revenu (suite à une maladie ou perte d'emploi, par exemple), on assiste également à un regain d'importance des produits alimentaires secondaires. Les ménages pauvres urbains augmentent carrément leur consommation de manioc quand leur revenu baisse. Les ménages ruraux diminuent beaucoup leur consommation de riz et trois fois moins leur consommation de manioc, maïs et patates douces, ce qui fait que ces produits secondaires deviennent plus importants pour les ménages pauvres en temps de détresse (Ravelosoa et al., 1999). En temps de sécheresse, les cultivateurs de la région de Betroka et Bekily pratiquent une extension importante de leurs champs de manioc, afin

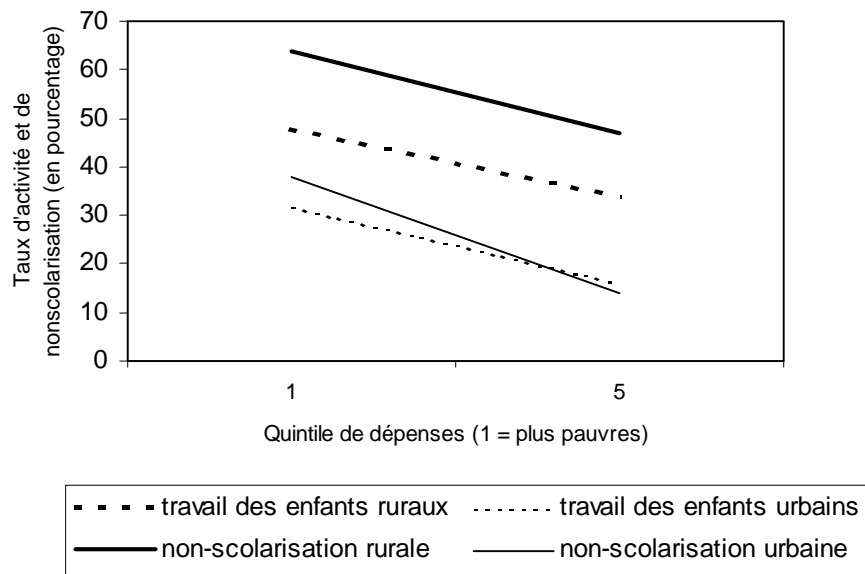
d’approvisionner le Sud et les autres zones déficitaires en riz. La circulation transrégionale de manioc sec connaît une augmentation importante en cette occasion (Dostie et al., 1999). Ces aliments secondaires viennent donc au secours des ménages, des saisons et des régions les plus vulnérables.

b. scolarité

Sous le poids des pressions économiques, les ménages pauvres retirent très souvent leurs enfants de l’école afin de simultanément réduire leurs dépenses et augmenter leurs revenus en faisant travailler ces enfants déscolarisés. Dans les écoles publiques, les frais monétaires sont faibles et se limitent essentiellement au coût des cahiers et aux 5.000 FMG frais d’assurance. Les coûts d’opportunité, le salaire perdu en scolarisant un enfant, en sont plus considérables. Ensemble ces deux catégories de coûts incitent les ménages à retirer leurs enfants de l’école. En fait, la scolarisation des enfants issus des ménages les plus pauvres s’avère très sensible aux coûts d’accès.¹³ En zone rurale, une hausse d’un pour cent des frais de scolarisation fait diminuer le taux de scolarisation de – 0,5% chez les ménages les plus pauvres. Par contre, l’élasticité-prix des ménages ruraux riches se trouve quasiment nulle (Tableau a.22). Les témoignages qualitatifs renforcent ces résultats. Lorsqu’on demande aux ménages urbains pauvres quels chocs ils craignent le plus, ils citent souvent la rentrée scolaire comme un des chocs difficiles auxquels ils doivent faire face (COMODE, 1999).

¹³ La qualité de l’éducation primaire et la distance à parcourir contribuent aussi très fortement à l’incitation de scolarisation des enfants pauvres, un sujet auquel nous reviendrons au chapitre 3. Voir aussi Glick, Razafindravonona et Randretsa (2000).

Graphique 5 -- Travail des enfants et non-scolarisation à Madagascar, 1993/94



Source : Dorosh et al. (1998).

Le lien étroit entre la pauvreté, le travail des enfants et la déscolarisation (Graphique 5), fait que la survie à court terme conduit souvent les ménages pauvres à retirer leurs enfants de l'école. Mais cette économie à court terme leur barre la route vers l'enseignement supérieur, où les gains en productivité et les rendements sont beaucoup plus nets (Tableau a.14). Les exigences de survie à court terme condamnent donc ces enfants à un avenir de pauvreté certaine pour la prochaine génération.

Selon une optique plus optimiste, le renversement de la pauvreté à court terme favorisera la scolarisation des enfants pauvres et augmentera leur productivité à long terme. C'est ainsi que dans le contexte de reprise économique ressentie en milieu urbain depuis 1994, l'amélioration des emplois et des salaires sur le marché du travail a entraîné une hausse du revenu réel des ménages pauvres urbains, une baisse du taux de travail des enfants et une hausse du taux de scolarisation (Rakotomanana et al., 1998). C'est ainsi qu'une croissance économique, ciblant les ménages pauvres, arrive à transformer un cercle vicieux en cercle vertueux.

c. santé

La santé et le traitement médical sont aussi sensibles aux pressions économiques. A l'occasion d'une maladie, un ménage pauvre est moins apte à chercher un traitement qu'un ménage riche ; le tiers des ménages les plus pauvres se soigne en cas de maladie contre 45% des plus riches (Glick et al. 2000). Et devant une hausse des prix, les ménages pauvres ont beaucoup moins de possibilité de se faire soigner. En milieu rural, une hausse de 1.000 FMG du coût de traitement diminuera de 24% la probabilité qu'un adulte pauvre aille se faire soigner (Tableau a.24). Pour un ménage riche, l'impact sera de beaucoup moindre ; la probabilité diminuera de 7% seulement. Encore une fois - comme dans le cas de l'alimentation et de l'éducation - le recours des ménages pauvres aux services de santé est beaucoup plus sensible aux prix d'accès que chez les ménages riches (Tableau a.10). Ce sont les pauvres qui sont les plus sensibles aux chocs de revenu et de prix¹⁴.

d. logement

La qualité et la taille du logement constitue souvent un bon indicateur du niveau de bien-être d'un ménage (MaCS INSTAT, 1999). En temps de croissance économique, les ménages investissent dans le toit, les murs et la taille de leurs cases. Par contre, en temps difficiles, il leur devient nécessaire de se passer de l'entretien de leur logement. Le tiers des ménages urbains, majoritairement pauvre (Dorosh et al., 1997), est composé de locataires.

Les chocs néfastes – surtout le décès, le divorce, les maladies et la perte d'emploi – occasionnent un déménagement et une diminution de la taille et de la qualité du logement. C'est ainsi que dans les quartiers les plus pauvres, la majorité des familles

¹⁴ La distance à parcourir influe aussi sur leur décisions, comme dans le cas de l'éducation (Glick, Razafindravonona et Randretsa, 2000).

habitent dans une seule pièce (Banque mondiale, 1996). Parfois les loyers sont si élevés par rapport aux moyens que les membres de la famille sont obligés de dormir à tour de rôle (CARE, 1998). Chez les plus démunis, l'expulsion hors de tout logement est l'aboutissement de ce processus d'appauvrissement - c'est le phénomène de 4-misation¹⁵ (Wing Kong et Tronchon, 1994). Concentrées en milieu urbain, et surtout dans la ville d'Antananarivo, les estimations récentes situent autour de 17.000 le nombre actuel de ménages sans toit (Razafimanantena, 2000).

2. Sources de revenu

Les ménages ne sont pas restés dans l'inertie face aux pressions économiques vécues au cours des 30 dernières années. Quand la stratégie de compression de leur niveau de consommation pour gérer les chocs économiques devient trop pénible, ils cherchent à manier leurs actifs économiques afin de rehausser leurs revenus. Ainsi, ils gèrent les actifs économiques dont ils disposent, c'est-à-dire principalement la main-d'œuvre non qualifiée et la terre.

a. mobilité du travail

- *Travail des enfants.* Dans les temps difficiles, les ménages pauvres font travailler leurs enfants (Coury et Roubaud, 1997), bien que les salaires gagnés soient faibles et représentent environ la moitié de ce que gagne un adulte (Tableau a.12). Par contre, en temps de reprise économique, le travail des enfants diminue et les taux de scolarisation augmentent, comme ce fut le cas pour Antananarivo entre 1994 et 1998 (Rakotomanana et al., 1998).

- *Recours au secteur informel.* Les ménages pauvres ont recours au secteur informel en période de détresse. Au début des années 1990, le gel des recrutements dans la fonction publique et le faible taux de croissance de l'emploi formel privé ont poussé les travailleurs dans le secteur informel. Employeur de derniers recours, le secteur informel connaît une hausse d'effectifs en période de difficultés économiques. Le taux de rémunération de la main-d'œuvre s'y trouve inférieur à celui du secteur formel (Tableau a.3; graphique 11). Mais faute de mieux, les ménages y trouvent refuge en temps de difficultés. En temps de reprise économique, par contre, on voit le poids du secteur informel se réduire, comme ce fut le cas à Antananarivo à partir de 1999 (Tableau a.3).

- *Migration.* Les migrations saisonnières et de longue durée existent à Madagascar. A Fianarantsoa, on assiste à un mouvement saisonnier vers la côte en période de récolte des cultures de rente, et vers Ambatondrazaka pendant la récolte

¹⁵ A Madagascar, les sans-abri sont désignés collectivement sous l'appellation de "4'Mi". Comme l'a expliqué D. Gault dans son livre sur le Père Pedro, "Violence, drogue, alcoolisme, prostitution sont les quatre mots qui dans la langue malgache commencent par "mi" et valent aux déshérités d'Antananarivo le nom de "4'Mi" (Gault, 1994).

rizicole. A Antsiranana, on trouve des communautés de migrants venues travailler pendant quelques années dans le café, le sucre et le cacao (ImaTeP, 1999b).

Mais la mobilité de la main-d'œuvre semble beaucoup plus importante chez les ménages riches que chez les pauvres. Environ 80% des ménages les plus pauvres n'ont jamais vécu qu'en un endroit, alors que chez les plus riches, la moitié d'entre eux ont déménagé au moins une fois dans leur vie (Tableau a.13). Les riches se déplacent la moitié du temps pour rechercher un travail plus rémunérateur. Par contre, les plus pauvres se déplacent moins souvent, et les trois-quarts du temps pour des raisons familiales (surtout de mariage). Bien que comportant des avantages éventuels, la migration s'avère aussi être une stratégie qui entraîne pas mal de coûts et de risques, qui aboutissent, par conséquent, souvent à l'échec (ImaTeP, 1999b). En général, donc, la migration bénéficie aux plus éduqués et aux ménages non-pauvres (voir Encadré 6). Elle ne constitue pas une voie majeure d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres.

• *Criminalité et mendicité.* Accablés de pressions diverses, les ménages pauvres se réorientent parfois vers les stratégies régressives de criminalité ou de mendicité¹⁶. Ces stratégies constituent un dernier recours pour les ménages pauvres qui se trouvent en difficulté (Tableau a.6). De cette façon, la pauvreté se rend visible et ses pressions se font sentir à travers l'ensemble de la société malgache.

b. la terre

Les pressions dues à la pauvreté et au phénomène de rétrécissement des parcelles de terre de génération en génération amènent souvent les ménages qui ne disposent pas de terres suffisantes, à couper la forêt ou à cultiver sur des pentes de plus en plus raides¹⁷. Ceci entraîne un lien fort entre la pauvreté, la dégradation environnementale et la diminution de fertilité des terres.

S'agissant des chocs naturels et des chocs ponctuels économiques comme les changements de prix, nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur le comportement des ménages agricoles.¹⁸ Les décisions, sans doute complexes, des cultivateurs méritent d'être mieux étudiées de façon à éclaircir ces interactions complexes entre la pauvreté, la productivité agricole et l'environnement.

En dernier recours, quand toute autre stratégie de survie a été épuisée, les ménages ruraux les plus pauvres sont obligés de vendre leurs terres (Tableau a.6). Une telle décapitalisation, à bannir à tout prix pour éviter la régression sociale qui y est associée, a lieu rarement. Mais en pratique, la fréquence de cette solution est nettement plus forte chez les plus pauvres (Tableau a.16).

¹⁶ Voir Cornell et al. (1999); COMODE (1999), Raveloarimanana et Lupo (1999), et Galy (1999).

¹⁷ Voir, par exemple, Club 2020 (1999) et Zeller et al (2000).

¹⁸ IFPRI/FOFIFA (1998) et Roubillard (1998) discutent de la pénurie des informations sur les élasticités de l'offre agricole.

c. les capitaux

Actif le plus rare chez les ménages pauvres, les capitaux financiers ne sont pas normalement à leur disposition, sauf à travers le marché informel du crédit. Environ 40% des ménages les plus pauvres empruntent de l'argent, provenant en quasi-totalité des familles et des voisins. Les plus riches, par contre, empruntent auprès des banques et des commerçants privés (Tableau a.18). La ligne de démarcation entre un prêt à taux élevé - que l'on dit nécessaire à l'égard d'un client indigent qui présente des risques de défaillance considérable - et l'usure, est souvent difficile à cerner (Encadré 2). La plupart des auteurs qui ont abordé la question déplorent des cas qui tournent à l'usure. (COMODE, 1999 ; Lupo et Raveloarimanana, 1999; Galy, 1999; Zeller, 1997).

Les capitaux sociaux - sous forme d'entraide, de transferts, de dons et de prêts - viennent-ils au secours des ménages vulnérables en cas de besoin ? Une série d'études récentes¹⁹ ont tenté d'explorer l'étendue des filets de sécurité privés que nous examinerons par la suite.

C. Réseaux de solidarité

1. Deuxième ligne de défense

Face aux exiguïtés économiques, les ménages vulnérables adoptent d'abord une série de stratégies de survie qui reposent sur leur action individuelle (Tableau a.6). Mais les ménages les plus pauvres n'arrivent pas toujours à s'en sortir par leurs propres moyens.

Pour éviter de tomber dans les stratégies individuelles régressives – comme la vente de terres et la déscolarisation des enfants, qui risquent de compromettre l'avenir pour sauvegarder le présent – ceux qui le peuvent ont recours aux mécanismes d'appui externes auxquels ils ont accès (Tableau a.7). Un ménage peut adopter simultanément ces deux types de stratégie – d'abord des réactions individuelles, ensuite le recours aux appuis institutionnels, car ils sont complémentaires.

2. Formes de soutien

Les chefs des ménages vulnérables ont recours, à des degrés différents, à trois catégories de soutien extérieur en cas d'urgence : l'entraide, les dons, et le crédit (Tableau a.7). L'entraide opère au sein des lignages et des communautés. Il s'agit des échanges réciproques de main-d'œuvre ou de biens matériels qui ont lieu au moment des travaux agricoles, des cérémonies funéraires, en cas d'accidents ou de malchance encourue par un ménage (vol, incendie, maladie).

¹⁹ Voir Cornell et al. (1999); COMODE (1999); Galy (1999) et Lupo et Raveloarimanana (1999).

Encadré 2. Proie de l'usure

J'ai été donc obligée d'emprunter une somme d'argent au début de 1998, en m'enfonçant ainsi dans les dettes. J'ai contracté une dette de 300.000 FMG auprès de Madame O, à laquelle il fallait restituer 450.000 FMG après un mois. Mais à cause des ennuis de notre ménage, je n'ai pu honorer cette dette qui s'accroît sans arrêt. Conséquence : j'essaie d'échapper à la dame qui m'a accordé le prêt. Mais récemment elle m'a rattrapée et m'a mise en garde, et on a fait de nouveau le calcul et la dette avec Madame O s'est montée à 900.000 FMG. Conséquence : la diminution de la quantité de notre nourriture quotidienne.

Source : Lupo et Raveloarimanana (1999).

Encadré 3. L'institutrice

Nous sommes dix frères et sœurs, nés du même père et de la même mère. Quatre seulement avons un emploi. Un frère travail à A, un autre à B et un troisième chez C. Quant à moi, je suis institutrice à l'Ecole Primaire Publique de D. Etant donné que je n'ai pas de foyer propre, j'habite ici, chez mon père, et je prends soin des autres frères et sœurs qui ne travaillent pas encore et de quelques autres membres de notre famille. Les autres frères m'aident bien dans les peines que me donnent ces nombreux membres de notre famille dont je m'occupe. Toutefois leur aide est trop modique et irrégulière. Les plus grosses sommes qu'ils me donnent sont de 20.000 FMG chacune. La raison pour laquelle ils me donnent cette somme c'est que, en m'occupant des enfants, je m'occupe aussi de notre père.

Je ne leur reproche toutefois pas de ne pas me donner une aide satisfaisante, parce qu'ils ont, eux aussi, des problèmes de ménage. Mais si, par hasard, il y a une difficulté grave, comme par exemple une maladie, ils se sacrifient aussi. Vers la fin de 1998, par exemple, notre père est tombé malade et a dû être hospitalisé. Mais comme la maladie s'aggravait nous l'avons porté à la clinique E. Ce sont mes trois grands frères qui l'ont pris en charge. Le séjour de notre père à la clinique s'est prolongé pendant un mois et 20 jours et le montant des soins s'est élevé à 6.000.000 FMG. En ce moment ils sont en train de se libérer de cette dette et ne peuvent pas m'aider

Source : Lupo et Raveloarimanana (1999).

Les dons - en provenance de la famille, de l'église ou des ONG - sont aussi disponibles dans certains cas (Encadré 3). En cas de divorce, séparation ou mort du mari, les femmes qui se trouvent subitement chef de ménage ont souvent recours aux emprunts de terres auprès de la famille (Encadré 1). Les ouvriers migrants, quant à eux, envoient de l'argent aux autres membres de leur famille (Dorosh et al., 1998 ; MaDIO, 1997). Les tentatives de quantification suggèrent que les transferts sont plus importants (en termes absolus et relatifs) en milieu urbain qu'en milieu rural . En zone rurale, les plus grands bénéficiaires de transferts nets sont les ménages ruraux les plus pauvres (Tableau a.17). Mais en milieu urbain les résultats sont contradictoires. Certains suggèrent qu'ils avantagent les plus riches (Tableau a.17), selon d'autres, par contre, les plus pauvres ainsi que les plus riches en bénéficient (MaDIO, 1997).

Les prêts sont aussi disponibles – provenant de la famille, des associations religieuses, des commerçants et des voisins. Les termes varient énormément selon les sources (COMODE, 1999 ; Lupo et Raveloarimanana, 1999 ; Zeller, 1997).

Ces institutions, qui fonctionnent souvent depuis des siècles, sont actuellement en pleine évolution. La pression croissante sur les terres, la migration vers les villes, et les sécheresses successives induisent une forte sollicitation des mécanismes traditionnels, provoquent des échecs et incitent aux adaptations. En milieu rural, les mécanismes communautaires d'entraide fonctionnent au ralenti et ils évoluent vers de nouvelles formes, surtout en ce qui concerne le crédit. En milieu urbain, nous assistons à l'éclatement des familles sous l'effet de cette pression, mais on assiste par contre à la naissance d'associations de solidarité de quartier (COMODE, 1999 ; Lupo et Raveloarimanana).

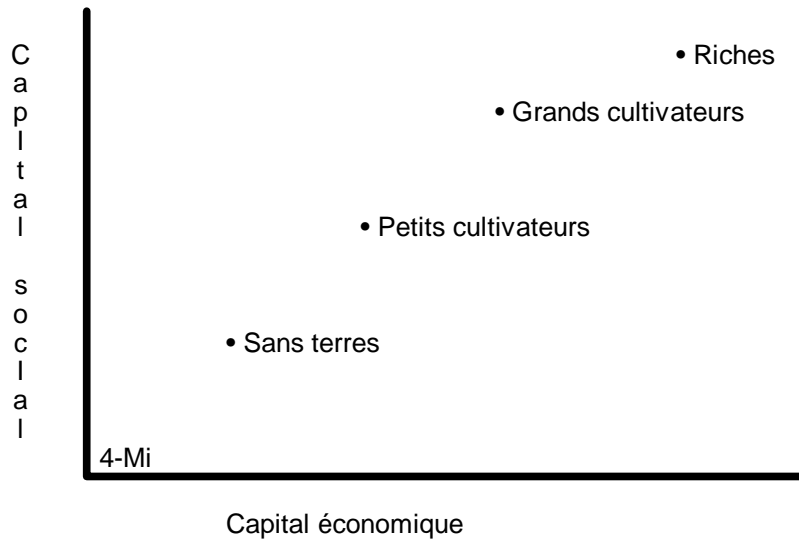
3. Lacunes

Les mécanismes à la disposition d'un ménage donné dépendent souvent de l'étendue du choc subi. Lorsqu'un ménage subit un contre-coup quelconque (décès, maladie, vol), ceci favorise un recours auprès d'autres ménages (dons, crédit, entraide) qui ne sont pas frappés par l'évènement. Donc, devant les chocs biographiques (C4) les filets de sécurité privés fonctionnent relativement bien. Par contre, les chocs qui frappent un ensemble de ménages tous en même temps - comme les catastrophes naturelles (C2) et le marasme macro-économique (C3) - favorisent une intervention externe car ils plongent tous les ménages simultanément dans la gêne. C'est surtout dans ces cas que les mécanismes amortisseurs risquent d'éclater complètement.

Certains groupes vulnérables - notamment le groupe des 4-Mi et les castes défavorisées - n'ont pas accès à la gamme entière de soutien. Les transferts privés favorisent surtout les riches urbains (Tableau a.7). Le marché informel du crédit favorise aussi les plus aisés. Les plus pauvres, qui présentent les plus grands risques devant les prêteurs, ne trouvent du crédit qu'à des taux d'intérêt élevés (Encadré 2).

En fait, il existe une corrélation positive entre capitaux économiques et sociaux (Graphique 6). Les ménages qui possèdent suffisamment de ressources peuvent contribuer aux cérémonies d'entraide. Une contribution en temps de disponibilité de ressources fonctionne comme une assurance informelle, plaçant le ménage en position de créancier qui peut faire appel aux aides à l'avenir à son tour, en cas de besoin. Les plus démunis - les 4-MI, les sans-terres et les castes défavorisées - qui sont principalement débiteurs sont les moins bien servis par ces réseaux de solidarité. Ces réseaux jouent un rôle important auprès des ménages moyens et pauvres, mais échouent en grande partie devant les exigences imposées à ceux qui sont extrêmement pauvres.

Graphique 6 -- Capitaux sociaux et économiques



Source: Cornell University et al. (1999).

D. Mobilité économique

1. Combien sont mobiles économiquement?

Les pauvres, à Madagascar comme ailleurs, se classent en deux groupes : le noyau dur de ceux qui sont nés et qui restent pauvres toute leur vie, et ceux qui passent par une phase transitoire de pauvreté. Dans l'état actuel de nos connaissances, il ne nous est pas possible de chiffrer ces proportions avec précision.

Cependant, la pauvreté semble être un phénomène récent pour un grand nombre de ménages malgaches. Si le taux de pauvreté a presque doublé depuis les années 1960, et si la détérioration économique globale s'est aggravée perceptiblement au cours des années 1980, nous supposons qu'approximativement la moitié des pauvres actuels ne sont pas nés pauvres mais qu'ils le sont en raison de l'évolution de leur historique de vie.²⁰ Ceci nous amène à supposer qu'environ la moitié des pauvres à Madagascar le sont devenus à titre provisoire et que l'autre moitié constitue le noyau dur de la pauvreté extrême et permanente.

La trajectoire économique des ménages pauvres est déterminée par un ensemble de facteurs, y compris l'environnement économique, les réactions des ménages et des

²⁰ Nous espérons que les données en panel des Enquêtes Prioritaires Auprès des Ménages (EPM) de 1997 et 1999 apporteront des précisions sur le montant et les causes de la mobilité économique à court terme. Une telle analyse est prévue mais elle devrait attendre l'apurement des données EPM 1999.

réseaux de solidarité (Graphique 4). Ces forces, ainsi que les réactions des individus et des groupes, donnent lieu à une évolution et à des mouvements au sein de la population pauvre.

Les recherches embryonnaires sur la dynamique de ces trajectoires nous permettent d'esquisser quelques hypothèses provisoires sur les facteurs déterminants de l'évolution du bien-être des ménages vulnérables.²¹ Grâce à une série d'études récentes, d'ordre qualitatif, nous pouvons avancer quelques hypothèses sur les facteurs déterminants de la mobilité économique des ménages, vers la baisse et vers la hausse. Les Encadrés 4 à 7 exposent quelques cas typiques qui ressortent de ces études.

2. Mobilité vers la baisse

La mobilité économique vers la baisse semble être due à plusieurs facteurs :

- *la pression démographique.* Au fil des générations, la pression démographique a entraîné un morcellement des terres héritées (Encadré 4), ce qui a précipité un déplacement vers les pentes raides et des terres de plus en plus infertiles. Du côté de la main-d'œuvre, la croissance démographique donne lieu à un fort ratio de dépendants par ouvrier. L'épargne et l'accumulation de l'actif économique devient impossible devant les pressions de consommation courante.

- *faible niveau d'instruction.* Il limite les opportunités, la flexibilité économique et la mobilité géographique. Une étude réalisée par l'ImaTeP (1999) a surtout souligné cet aspect comme facteur important de dégradation en milieu urbain.

- *décès, divorce et maladies.* L'ensemble des histoires de vie et des ménages en situation d'échec présente un très grand nombre de cas de maladies graves qui exigent des dépenses considérables et qui précipitent le ménage dans la décapitalisation.²² Le divorce et la séparation provoquent l'éclatement des ménages et sont à l'origine de la montée des ménages gérés par des femmes, souvent défavorisées, au moins initialement, par rapport à leur situation d'auparavant (ImaTeP, 1998).

- *perte d'emploi.* En milieu urbain, la perte d'emploi d'un travailleur principal cause le même genre de choc (Encadré 5). Ceci provient souvent de la conjoncture macro-économique qui reste hors du contrôle du ménage.

- *catastrophes naturelles.* Egalement hors du contrôle du ménage et difficilement prévisibles sont les chocs naturels comme les cyclones, la sécheresse et les invasions de criquets. Mais ils jouent néanmoins, parfois sérieusement, sur le bien-être des ménages. Une étude récente en milieu rural a trouvé que 20% des ménages ayant subi une baisse de

²¹ Voir, en particulier, ImaTeP (1998 et 1999) et Wing-Kong et Tronchon (1994).

²² En plus des études de l'ImaTeP (1998, 1999) et de Wing-Kong et Tronchon (1994), voir aussi les histoires de vie rapportés par Lupo et Raveloarimanana (1999) et CARE (1995).

bien-être au cours des dernières 5 années l'ont attribuée à des cataclysmes naturels (IFPRI/FOFIFA 1998 ; Tableau a.27).

Encadré 4. Pression démographique et santé précaire en milieu rural

Une famille dont l'arrière grand-père fonda le hameau où elle habite dans le Fivondron-ampokontany de Miarinarivo, possède plus d'une dizaine d'hectares de rizières et de tanety. La famille de 13 enfants pouvait dégager du surplus agricole jusque vers le début des années 90. Elle possédait alors une dizaine de bœufs. En 1992, le père de famille tomba malade et devait être évacué sur Antananarivo. Pour payer les frais médicaux, et les dépenses entraînées par le séjour dans la capitale, la famille commençait par vendre les réserves de produits agricoles, soit trois charretées de paddy et environ 300 kg de maïs. Jusqu'au retour du père de famille au village, elle devait vendre cinq bœufs. De là débutait l'appauvrissement de la famille. La force de travail est réduite de celle du père de famille. Le capital productif n'est plus constitué que de deux paires de bœufs lesquels sont insuffisants pour travailler l'ensemble des champs. La famille a tout fait pour ne pas vendre des terres. Toutefois, ce capital a diminué du fait que des parcelles ont été attribuées à quatre des enfants qui se sont mariés. Le nombre de personnes à nourrir au sein de la famille n'a pourtant pas changé, des petits-enfants y sont pris en charge. La famille arrive actuellement à peine à satisfaire ses besoins de survie, selon les dires du père de famille. Aucun des enfants d'âge scolaire ne peut être envoyé à l'école. Tous les membres de la famille doivent participer aux activités de production pour pouvoir survivre.

Source : ImaTeP (1998).

Encadré 5. Précarité de l'emploi en milieu urbain

Monsieur R est âgé de 34 ans. Il a quitté l'école en classe de 4^{ème}. Sa femme, Madame N, a 29 ans. Elle a abandonné l'école en classe de 3^{ème}. Le couple a 5 enfants âgés de 3 à 12 ans. Monsieur R travaille habituellement dans la briqueterie. En période de pluie, il pratique également la pêche. Sa femme exerçait, il y a deux ans, le métier de petit commerçant dans les environs du marché d'Analakely. Ce métier fournissait à la famille un revenu plus stable par rapport à celui du chef de ménage. Les recettes du couple suffisaient pour mener une vie normale.

Mais suite aux travaux d'assainissement du marché d'Analakely, la femme a perdu son emploi de petit commerçant. Elle s'est convertie en lessiveuse et pratique également le transport de briques. La situation du ménage s'est alors détériorée car les recettes sont aléatoires. De plus, le changement d'activité physique a entraîné une maladie chez la femme, occasionnant une dépense énorme pour la famille qui a dû ainsi vendre une partie de son héritage. Actuellement, le couple mène une vie difficile, mais il continue à envoyer leurs enfants à l'école dans le but de leur donner assez de chance pour sortir de la pauvreté.

Source : ImaTeP (1999).

3. Mobilité vers la hausse

Même dans un climat macro-économique difficile, certains ménages et individus réussissent à améliorer leur situation économique. Les Encadrés 6 et 7 en fournissent quelques exemples. Plusieurs facteurs paraissent favoriser une montée de la condition économique d'un ménage :

- *actif de base suffisant*. Une dotation initiale en terre, éducation, santé, favorise l'avancement des jeunes ménages, comme le montre l'Encadré 6.

- *peu de charges*. Moins on a d'enfants à charge, plus on peut économiser et investir. Encore une fois, l'étude de l'ImaTeP (1999) a souligné l'importance de ce facteur démographique qui favorise la mobilité économique vers la hausse en milieu urbain.

- *la chance*. La chance joue aussi, raison peut-être de la popularité des jeux de hasard parmi les pauvres (COMODE, 1999). Qu'il s'agisse d'une saison des pluies favorable à la récolte rizicole, d'une réussite de prospections d'or ou de saphirs, ou encore d'une spéculation favorable dans les culture de rentes, les ménages pauvres s'estiment parfois bénéficiaires d'un heureux coup du sort (ImaTeP, 1999). L'étude réalisée par IFPRI/FOFIFA est, à cet égard, importante. Selon ses conclusions, la moitié des ménages ayant connu une hausse de bien-être au cours des cinq dernières années l'ont attribuée à des mouvements favorables des prix des principales cultures de production (Tableau a.27).

- *qualités individuelles*. Les ménages qui ont réussi à sortir de la pauvreté insistent sur quatre qualités individuelles qui sont nécessaires à une réussite économique: a) la persévérance dans tout ce que l'on entreprend ; b) l'austérité ; c) l'autodiscipline dans l'utilisation des ressources ; et d) l'ambition (ImaTeP, 1999). Les Encadrés 6 et 7 en donnent de bons exemples.

Encadré 6. Succès économique des jeunes migrants, éduqués et ayant un fonds de départ

Un jeune couple d'Arivonimamo émigre dans la partie orientale de Miarinarivo, avec une certaine somme d'argent prêtée par ses frères, il y a huit ans. Tous deux ont fini le premier cycle de l'enseignement secondaire. Durant les deux premières années de leur établissement dans la localité, ils pratiquaient le métayage et le fermage. Ayant travaillé dur et mené une vie très austère, selon leurs dires, ils disposaient déjà d'une épargne assez importante dès la troisième année, qui leur permit d'acheter des terres. Plus tard ils ne se consacraient pas uniquement à la production agricole, mais commençaient à faire de la collecte de produits agricoles dans la localité même. Le volume de leur production de riz et de maïs, comme le volume des produits qu'ils collectent, ne cessent de croître. Ils sont actuellement propriétaires d'environ cinq hectares de rizières. Le ménage envisage de construire un grand silo – le rez-de-chaussée de sa maison ayant fait office de lieu de stockage jusqu'à maintenant – et d'ouvrir un magasin.

Source : ImaTeP (1998).

Encadré 7. Discipline et austérité

Ceux qui ont réussi à améliorer leur niveau de vie ne disposaient pas tous de fonds au départ. Certains étaient partis de rien, telle une femme dans le Fivondronampokontany de Moramanga. A la mort de son père en 1974, elle a dû cesser de fréquenter l'école, bien que n'ayant pas encore terminé les études primaires, et travailler pour aider sa mère. Elle pratiquait divers petits métiers (lavandière, domestique, « pileuse » de riz). Ces emplois étaient très mal rémunérés. Toutefois, après une dizaine d'années de dur labeur, elle a pu réaliser quelques épargnes et a décidé de travailler pour son propre compte. Le fonds dont elle disposait lui permet de pratiquer le petit commerce. Elle n'a pas de lieu fixe de vente ; elle s'informe sur toutes les manifestations ou fêtes qui ont lieu dans la région et s'y rend pour vendre des boissons, des beignets et des cacahuètes. Grâce à une économie forcée qu'elle s'est imposée durant deux ans, elle a pu amasser quelques 200.000 FMG. Lorsque la collecte et la vente du riz et du café furent libéralisées vers la fin des années 80, elle utilisa ce fonds dans la spéculation dans ces deux produits. Parallèlement, elle achète et revend des concombres. Dans ces activités, elle ne traite avec aucun intermédiaire, et ce, grâce surtout à la relative facilité de communication et de transport dont bénéficient les localités productrices de la région. Après une année de spéculation, elle a pu ouvrir un magasin qu'elle a développé petit à petit. Actuellement, elle possède une grande épicerie dotée de deux réfrigérateurs, et une maison en dur.

Source : ImaTeP (1998).

E. Externalités

Les effets de la pauvreté ne sont pas circonscrits autour des seuls ménages touchés dont ils érodent le niveau de vie. Les réactions de ces ménages pauvres aux conditions difficiles dans lesquelles ils se trouvent engendrent aussi souvent des externalités qui influent sur le bien-être de tous les Malgaches, qu'ils soient riches ou pauvres. A Madagascar, il existe de très fortes externalités qui rendent commun l'intérêt des riches et des pauvres et qui expliquent pourquoi ils ont tous avantage à se rallier autour d'une lutte contre la pauvreté.

- *Dégradation environnementale.* La pression foncière entraîne une extension des surfaces cultivées vers des pentes de plus en plus raides ainsi que la coupe des forêts vierges. Ceci entraîne une érosion rapide, une diminution de la fertilité des sols, et l'ensablement des fleuves et des ports.

- *Inégalité, criminalité, instabilité.* L'inégalité croissante excite des jalousies qui entraînent la criminalité, la mendicité et l'instabilité politique. Tous rendent le climat moins favorable à l'investissement privé, moteur principal de la reprise économique récente.

- *Déscolarisation et productivité de la main-d'œuvre.* La réaction commune de déscolarisation et de mise au travail des enfants des familles pauvres fait que la faible productivité se perpétue d'une génération à l'autre. Or le pays a besoin de capitaux humains de plus en plus productifs afin de favoriser la croissance économique et de continuer à attirer l'investissement privé. Une main-d'œuvre illettrée est difficilement adaptée aux conditions du travail moderne.

- *Santé et propagation des maladies.* Au moment où le choléra se propage à Madagascar, le lien entre la pauvreté, le manque d'eau propre, d'hygiène et de traitement médical, fait de la pauvreté une question courante de bien-être de tous les Malgaches.

Sur le plan moral, beaucoup sont motivés à intervenir afin de réduire le taux de pauvreté à Madagascar. Sur le plan pratique, de même, le pays aura besoin d'éradiquer la pauvreté par une lutte directe et efficace afin de permettre une croissance économique générale. Pour une fois, tout le monde, les riches et les pauvres, ont intérêt à lutter en faveur du développement des ménages les plus démunis. Sinon, la pauvreté risque de réduire à néant tout potentiel de croissance économique globale.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement s'est lancé dans une lutte acharnée contre la pauvreté. Les interventions des autorités publiques viennent donc s'ajouter aux efforts des ménages eux-mêmes. Le chapitre suivant esquissera le tableau général de ces interventions publiques et, dans la mesure du possible, de leurs impacts.

3. POLITIQUES ET PROGRAMMES

A. Quelles politiques sont en vigueur?

1. Cadre macro-économique : des CAS au SNLCP au CSLP

Devant un tel défi, Madagascar a explicité et codifié sa politique nationale de croissance économique et de combat contre la pauvreté dans une série de documents. Les grandes orientations des politiques actuellement en vigueur ont leurs origines dans les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel entrepris par le Gouvernement malgache depuis le début des années 1980.²³ Au début des années 1990, la rupture du système de politique interne, lors de la transition entre les Deuxième et Troisième Républiques, a causé également une rupture de politique économique et la cessation des accords de stabilisation macro-économique (FASR), entrepris en partenariat avec le Fonds Monétaire International (FMI) et d'une série de crédits à l'ajustement sectoriel (CAS) négociés avec la Banque mondiale. Le retour à la stabilité politique a permis, en 1996, la finalisation du Document Cadre de Politique Economique (DCPE), condition préalable de la remise en route des accords internationaux de la Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée (FASR) et du Crédit d'Ajustement Structurel (CAS), signés respectivement en fin 1996 et début 1997.

Le DCPE, qui résume les grandes lignes de la politique économique actuelle, sera bientôt suivi d'un autre document de remplacement. Dénommé Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP), ce nouveau document permettra la mise en route d'une nouvelle génération d'accords avec la Banque mondiale. Entre temps, depuis 1997 un grand travail de préparation d'une Stratégie Nationale de Lutte Contre la Pauvreté (SNLCP) aboutira bientôt à un document qui résumera les grandes lignes stratégiques de lutte à long terme contre la pauvreté (SNLCP, 2000). Sa préparation servira de fondation lors de la préparation du CSLP, qui orientera par la suite la politique économique de court et de moyen terme.

Dans ses grandes lignes, la politique macro-économique d'aujourd'hui suit les tendances principales initiées depuis la fin des années 1980. Les mesures prises ont pour but de libéraliser les échanges internationaux, de libéraliser parallèlement les marchés internes, de contrôler l'inflation et d'instituer une politique fiscale conservatrice. Chacun de ces éléments fait l'objet d'un développement, ainsi que les politiques sectorielles qui y sont associées.

a. libéralisation des échanges internationaux

²³ Voir Dorosh et al. (1990) pour une revue historique de l'évolution de la politique économique au cours des années 1980 et Banque mondiale (1998) pour une mise à jour pendant les années 1990.

Une réforme radicale du commerce international a été mise en route en 1987 avec une dévaluation massive de 73% du FMG, suivie, en janvier 1988, de l'élimination des restrictions quantitatives frappant l'importation. Afin d'attirer les investissements privés en provenance de l'étranger, un nouveau code des investissements a été mis en application. A partir de 1994, le gouvernement malgache a instauré une série de mesures qui reprenaient la voie réformiste notamment : le flottement du FMG à partir de mai 1994 ; le libre échange de devises par le truchement de l'établissement du Marché interbancaire de devises (MID) ; la suppression des taxes à l'exportation (en 1998) ; et la réduction annuelle des taxes et droits à l'importation.

b. privatisation et libéralisation des marchés internes

Le démantèlement des grandes sociétés d'Etat, qui contrôlaient le commerce agricole, a commencé avec la libéralisation du marché du riz en 1984. Après une pause, la privatisation et la réduction des subventions a continué à partir de 1996 avec la cessation des activités de la Régie Malgache des Monopoles Fiscaux et la mise en œuvre de la vérité des prix de la farine et du pétrole notamment. On assiste actuellement à la privatisation de l'ensemble des sociétés d'Etat, dont les plus importantes se trouvent dans le secteur pétrolier (SOLIMA), le transport aérien (Air Madagascar) et l'approvisionnement en eau et électricité (la JIRAMA). Cette transition a entraîné les hausses de prix perceptibles au moment du retrait des subventions, notamment sur le riz pendant les années 1980 et plus récemment sur le blé, les produits pétroliers et l'eau.

c. politique monétaire et contrôle de l'inflation

Le DCPE prévoit une politique monétaire rigoureusement axée sur la suppression de l'inflation, devenue galopante au cours des années de transition gouvernementale, surtout en 1994 et 1995. Donc, le gouvernement a défini des limites strictes aux dépenses publiques, au déficit budgétaire et à la création monétaire par les crédits bancaires.

d. fiscalité

La hausse des recettes fiscales est devenue un élément prioritaire du DCPE. A partir du minimum de 7% atteint en 1994, la politique nationale prévoit un taux de pression fiscale de 12% en 2000. Avec la baisse des taxes sur les échanges internationaux, qui comptaient autrefois pour plus de la moitié des recettes de l'Etat, une série de lois de finances vise, à partir de 1996, à combler le manque à gagner grâce à l'imposition d'une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une hausse perceptible du taux de recouvrement des impôts directs et indirects. A partir de l'an 2000, il est prévu également l'institution du nouvel Impôt Synthétique qui vise à «élargissement de l'assiette fiscale par l'intégration progressive du secteur informel», ce secteur était largement défiscalisé depuis l'abolition, en 1972, de l'Impôt Minimum Forfaitaire (IMF) et de la Taxe sur les Bovidés (Dissou et al, 1998 ; LF 2000).

En même temps, les dépenses publiques sont compressées rigoureusement, sauf le paiement des intérêts, lesquels constituaient jusqu'à 40% des dépenses courantes de l'Etat en 1995 et ont dépassé les salaires en tant que dépenses courantes les plus importantes entre 1994 et 1996. Depuis, 1990, le Gouvernement a imposé un gel sur le recrutement des fonctionnaires et a renégocié en 1997 la dette extérieure lors des assises du Club de Paris afin de réduire cette pression extraordinaire sur les dépenses de fonctionnement. Les dépenses prioritaires vers la hausse ciblent les investissements publics et, parmi les dépenses courantes, les services sociaux, notamment les dépenses sur l'éducation primaire et les services de santé de base (Tableau a.5).

2. Politiques sectorielles

a. agriculture et l'alimentation

Le nouveau Plan d'action de développement rural (PADR) marque une reconnaissance de la priorité accrue que devrait recevoir l'agriculture dans la lutte nationale contre la pauvreté (PADR, 1999). Pour le moment, il reste très général, précisant un processus d'orchestration des acteurs à mettre en route plutôt que des axes prioritaires d'intervention en milieu rural. Ces axes seront définis à l'issue des consultations prévues dans le cadre du PADR.

Au niveau de l'alimentation, la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (SECALINE, 1997) souligne l'importance des investissements dans la productivité agricole. Elle met en œuvre également une série d'interventions ponctuelles qui visent la création d'emploi par les PME, les programmes ciblés de vivres contre travail, de haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) et de nutrition communautaire. Ciblant au départ les régions de Toliary et d'Antananarivo, ces programmes ont pris, depuis 1995, une envergure nationale.

b. industries et services

Les réformes d'ajustement structurel ont pour but explicite de promouvoir l'investissement privé dans les entreprises des secteurs industriels et tertiaires. En fait, la part de l'investissement privé dans le PIB est passé de 3,7% en 1992 à 6,1% en 1999 (Tableau a.5). Le secteur informel non-agricole bénéficie également d'une série d'interventions, notamment en matière de micro-crédits, souvent gérés par les projets et les ONG.

c. secteurs sociaux

L'éducation primaire et les services de santé de base sont devenus des rubriques de dépenses prioritaires du nouveau régime fiscal. Une série de revues est en cours afin d'améliorer l'accès des ménages pauvres à ces services de base (STA, 1999).

B. Indications préalables des impacts

L'ensemble des réformes économiques entreprises successivement dans la deuxième moitié des années 1980 et 1990 a occasionné, chaque fois, une légère reprise macro-économique. En fait, depuis une génération la croissance globale économique a dépassé la croissance démographique seulement deux fois, de 1988 à 1989 et de 1997 à 1999 (Graphique 2).

Mais comment cette croissance globale a-t-elle été distribuée ? Quels ont été les impacts sur les pauvres ? Bien qu'il soit trop tôt pour pouvoir répondre définitivement, les témoignages et les analyses existants nous permettent de dresser un tableau partiel des conséquences des changements récents de la politique économique ciblant les pauvres.²⁴

a. libéralisation des échanges internationaux.

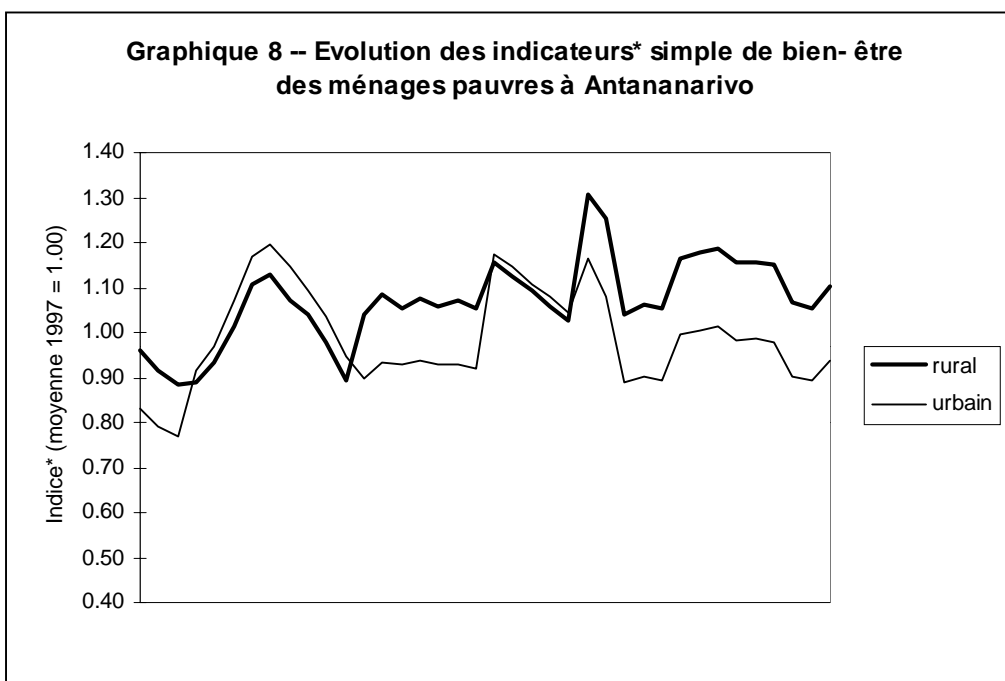
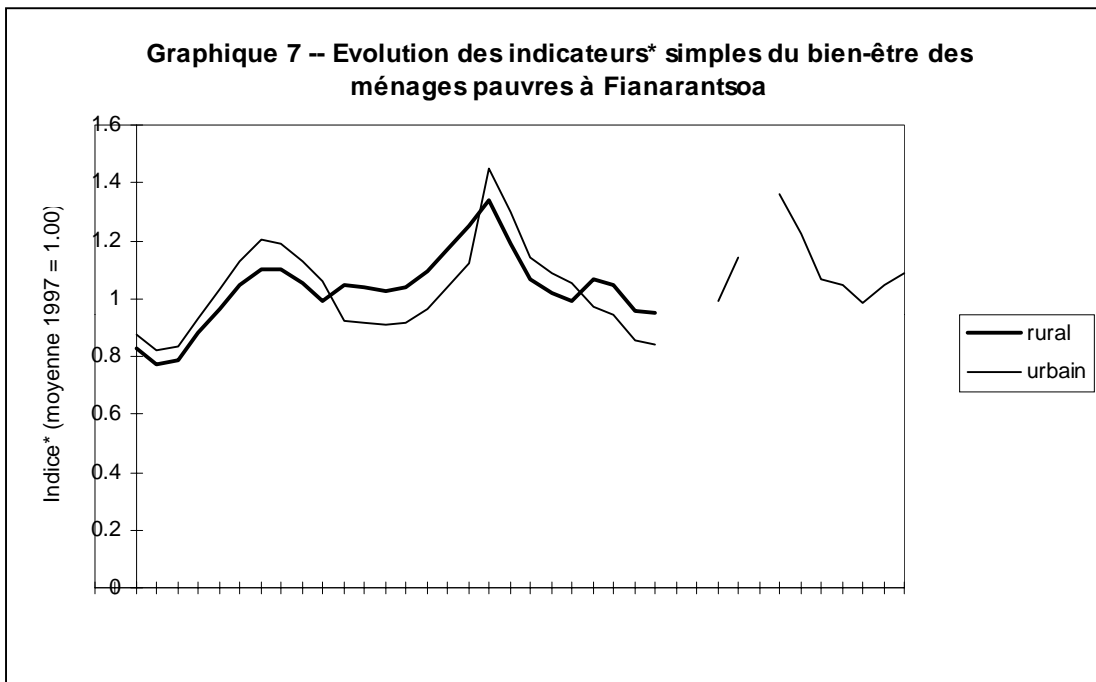
La libéralisation des échanges internationaux et la hausse de l'investissement privé de la fin des années 1980 ont été évaluées à partir des analyses formelles de modélisation afin d'isoler l'impact de ces réformes économiques clés. En général, les résultats suggèrent que l'abolition des quotas à l'importation et la dévaluation du FMG ont défavorisé plus les ménages urbains les plus riches, qui captaient auparavant des rentes considérables sous le régime contrôlé (Tableau a.25). Les petits cultivateurs et autres groupes de la population ont bénéficié des incitations à l'exportation et, avec d'autres groupes de la population, ils ont bénéficié de la redistribution de rentes auparavant accaparées par les ménages urbains riches. Par contre, tous les groupes de la population ont bénéficié des flux croissants d'investissements privés, notamment les ménages urbains riches qui dominent dans le secteur du BTP (Dorosh, 1990).

La reprise des mesures de libéralisation pendant les années 1990 ne peut être évaluée pour le moment que provisoirement à partir des données temporelles « avant et après ».²⁵ Globalement, les indicateurs disponibles suggèrent que la croissance globale ainsi déclenchée au cours des trois dernières années a touché plus le milieu urbain que rural et plus le secteur industriel qu'agricole. Incitatives à l'investissement privé, les

²⁴ Dans un avenir proche, la disponibilité d'une série de données nationales sur les ménages - les EPM de 1993, 1997 et 1999 - permettra une analyse dynamique plus détaillée. Comme complément nécessaire - afin de pouvoir séparer l'impact des changements de politique économique des tendances naturelles des marchés internationaux et des chocs naturels comme les cyclones, les sécheresses et les invasions de criquets - un travail de modélisation macro-économique sera bientôt possible, à partir des matrices de comptabilité sociale d'avant et après les grandes réformes des années 1990. Ces deux tâches, qui revêtent une importance capitale, seront prioritaires dans l'agenda analytique de l'INSTAT.

²⁵ Une comparaison "avant et après" une réforme quelconque peut donner une première impression des conséquences. Or, cette impression risque d'être erronée du fait que d'autres facteurs auraient changé en même temps, notamment les sécheresses, invasions de criquets, cyclones et les fortes variations des cours mondiaux comme ceux du pétrole, du café et de la vanille. Afin de pouvoir séparer rigoureusement l'impact des chocs naturels et internationaux des changements de politique économique, il faut compléter les comparaisons "avant et après" avec les analyses contrafactuelles de modélisation qui permettent d'isoler les changements induits purement par les changements de politique économique.

mesures facilitant les flux de devises ont alimenté une hausse perceptible dans la Zone franche, le tourisme et la construction, secteurs vedettes de la croissance récente (Tableau a.5). Il en est résulté une hausse de l'emploi formel en milieu urbain. La croissance de l'emploi urbain a favorisé toutes les couches de la population, y compris les pauvres du secteur informel (Tableau a.3). Mais puisque les gains ont été supérieurs dans la fonction publique et chez les ménages aisés, l'évolution paraît avoir aggravé en même temps les inégalités en milieu urbain (MaDIO 1998a et 1998b).



Source : Annexe Tableaux A.29 et A.30.

La croissance agricole, par contre, reste à 2% par an, et est ainsi inférieure aux performances du secteur secondaire (Tableau a.5). Les témoignages des quatre observatoires ruraux de l'INSTAT et du Projet MaDIO attestent d'un marasme rural depuis 1995 ; en contraste avec une croissance urbaine perceptible (MaDIO, 1998 ; Tableau a.3). De la même façon, une étude récente menée par IFPRI/FOFIFA dans cinq zones rurales révèle, parmi un remuement considérable, un marasme du moins une baisse légère du niveau de vie des ménages ruraux (IFPRI/FOFIFA, 1998). Les indicateurs simples de l'évolution du bien-être des travailleurs manuels suggèrent une évolution saisonnière très forte du niveau de vie mais par contre sa très légère amélioration depuis 1997, y compris en milieu rural, due essentiellement à la hausse des salaires journaliers par rapport au prix du manioc (Graphique 7 et 8; Tableaux A.29 et A.30).

b. La maîtrise de l'inflation.

L'inflation représente une taxe insidieuse ainsi qu'un choc craint par les pauvres (COMODE, 1999). Grâce aux mesures de contrôle imposées sur la masse monétaire, l'inflation est tombée de 50% en 1995 à 5% en 1998 et à 9% en 1999 (Tableau a.5). Ce contrôle a permis que la hausse nominale des salaires urbains se traduise par une hausse réelle. Bien que les fonctionnaires y aient gagné le plus, toutes les couches des ouvriers urbains, même celle des plus pauvres et du secteur informel, ont connu une hausse réelle des salaires (Tableau a.3).

c. privatisation et libéralisation des marchés internes.

Ici, les résultats varient selon le produit.

Riz. Le fait le plus important a été la libéralisation du marché du riz, à partir de 1983. Elle a favorisé les producteurs ruraux (Berg, 1989). Les ménages urbains, par contre, ont perdu perceptiblement avec la disparition de la subvention du prix urbain, qui comptait pour 15% des recettes de l'Etat et pour 20% de la valeur des dépenses des ménages urbains. Suite à cette suspension, les ménages urbains de toute catégorie ont souffert d'une baisse perceptible de leur niveau de vie. Néanmoins, les plus riches, qui consommaient 150 kilos de riz subventionné par tête, ont perdu plus que les ménages pauvres urbains, qui consommaient, en moyenne, 105 kg de riz subventionné par tête (Dorosh, 1990).

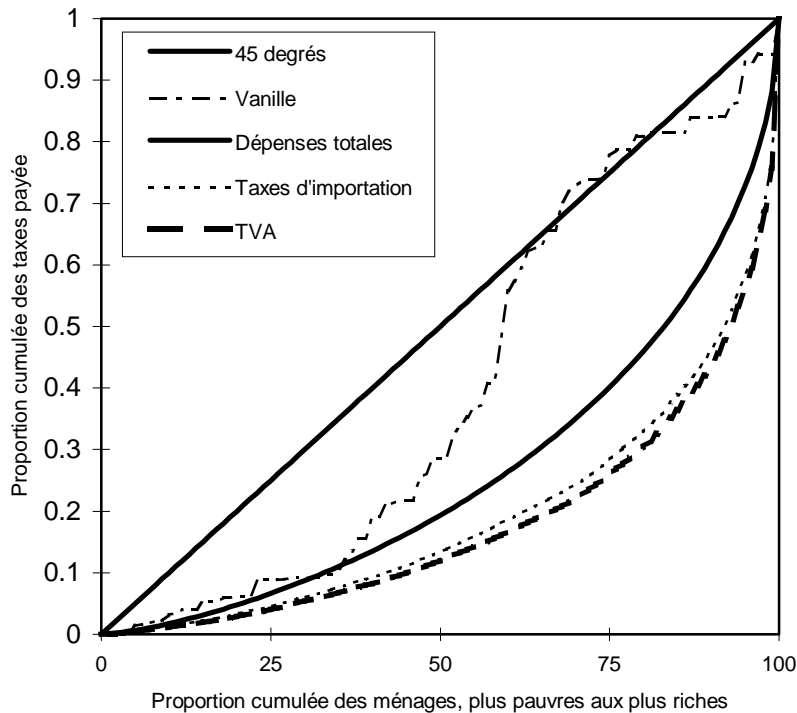
Vanille. Entamée à partir de 1994, la libéralisation des exportations et du commerce interne de la vanille semble favoriser la compétition, augmenter la part des producteurs dans le prix de vente, mais ne pas affaiblir le contrôle des grands exportateurs dans le marché (Metzler, 1999 ; Razafindrakoto, 1997).

Pétrole. La hausse du prix de pétrole, bien que sujette à controverse, compte pour seulement 3% à 5% des dépenses des ménages urbains (Dorosh et al., 1998). A priori,

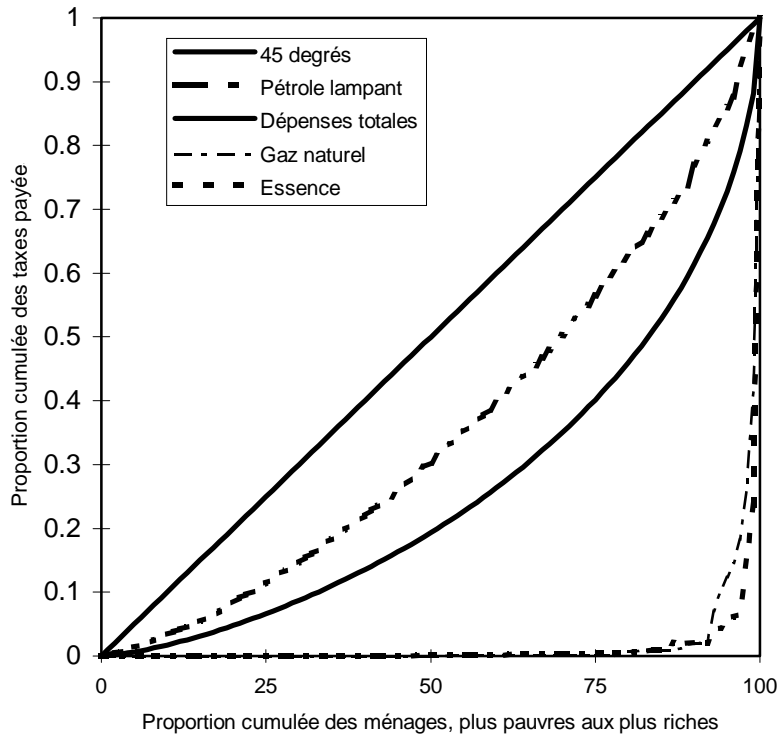
donc, les impacts directs devront être faibles. Néanmoins, pour connaître les effets indirects il sera nécessaire de faire une analyse complexe, laquelle n'a pas encore été entamée.

Eau. La politique de privatisation de l'eau entraîne une tarification des utilisateurs pauvres, auparavant servis gratuitement par des bornes-fontaines (Eau, 1998). Ceci entraînera sans doute une diminution de la quantité demandée à court terme – mais de combien, on l'ignore, en l'absence d'investigation explicite. Reste à voir si cette tarification permettra d'élargir l'accès à long terme par une expansion du réseau de distribution. La question sera très pertinente à l'avenir, et comporte des conséquences importantes pour la santé publique, surtout devant la parution du choléra.

Graphique 9 -- Incidence des taxes sur la valeur ajoutée (TVA), les importations et l'exportation de la vanille



Graphique 10 -- Incidence des taxes pétrolières



Source : Younger et al. (1999).

Encadré 8 – l'Impôt Synthétique

Quel sera l'impact du nouvel Impôt Synthétique sur les ménages urbains du secteur informel ? En moyenne, un ménage urbain dont le chef n'a pas de qualification, a gagné autour de 450.000 FMG par mois en 1999 et il consomme 50 kilogrammes de riz et 2,2 kilogrammes de viande par mois. L'élasticité de la demande de riz par rapport au revenu (η_{riz}) pour cette catégorie de ménage s'évalue autour de 0,5 et la demande de viande autour de 1,5 (Ravelosoa et al., 1999). Vu ces élasticités, quel sera l'impact du nouvel Impôt Synthétique (IS) sur la consommation de ces ménages?

Le taux de l'Impôt Synthétique (IS) a été fixé à 6% du chiffre d'affaires (CA) pour tout CA estimé inférieur à 12 millions de FMG par an. Pour les entreprises informelles, leur taux de valeur ajoutée moyenne de 33% (MaDIO, 1998) nous amène à un chiffre d'affaires annuel moyen de 16 millions de FMG ($450.000 \times 12 / 0,33$). Une taxe de 6% sur le CA implique donc un taux d'imposition de 18% sur le revenu de l'entrepreneur informel. Pour les travailleurs individuels, un taux de valeur ajoutée de 100% nous laisse supposer qu'un taux de 6% sur le CA donnera lieu au même taux d'imposition sur le revenu. Vu cette gamme et vu que les taux sur le CA supérieur à 12 millions ne sont pas encore sortis, nous appliquons une gamme de taux estimatifs. A titre d'exemple, si le taux de l'IS s'évalue à 6% du CA, soit 18% du revenu, l'imposition de l'IS aura l'impact suivant sur la consommation de riz:

$$\begin{aligned} \% \Delta \text{ de riz consommé} &= \eta_{\text{riz}} * \% \Delta \text{ revenu} \\ &= 0,5 * (-18\%) \\ &= -9\% \end{aligned}$$

La consommation de riz baisserait, donc, de 9,0 % par mois. La consommation de viande diminuerait trois fois plus à cause de son élasticité plus élevée. L'impact de l'IS sera, donc, plus sévère sur la consommation en protides que sur la consommation calorique.

Au titre de l'analyse de sensibilité, le tableau suivant évalue les différents impacts en fonction d'un éventail des taux possibles du futur Impôt Synthétique (IS) sur les ménages pauvres urbains.

Taux de l'Impôt Synthétique		Changement du revenu	Réduction des aliments consommés par un ménage urbain pauvre	
% CA	% Revenu		riz	viande
2%	6%	-6%	-3%	-9%
4%	12%	-12%	-6%	-18%
6%	18%	-18%	-9%	-27%
8%	24%	-24%	-12%	-36%

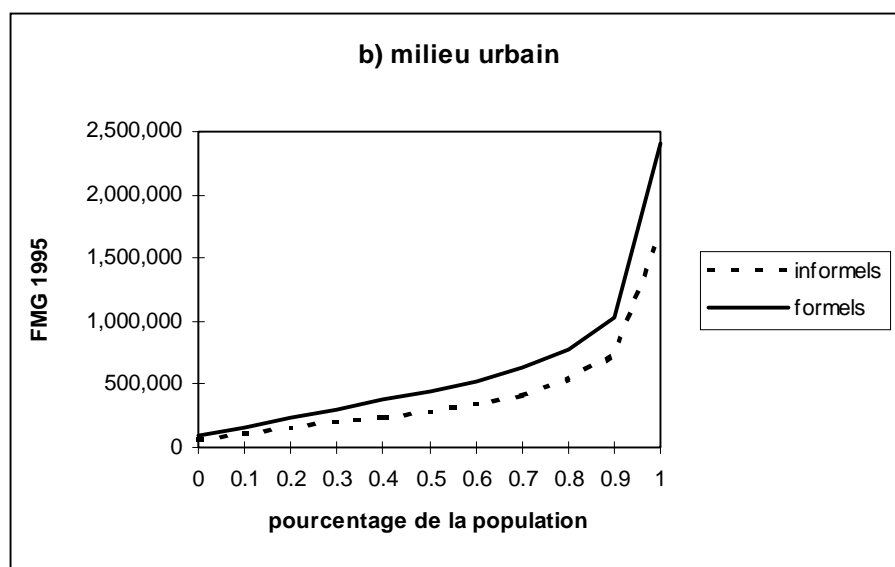
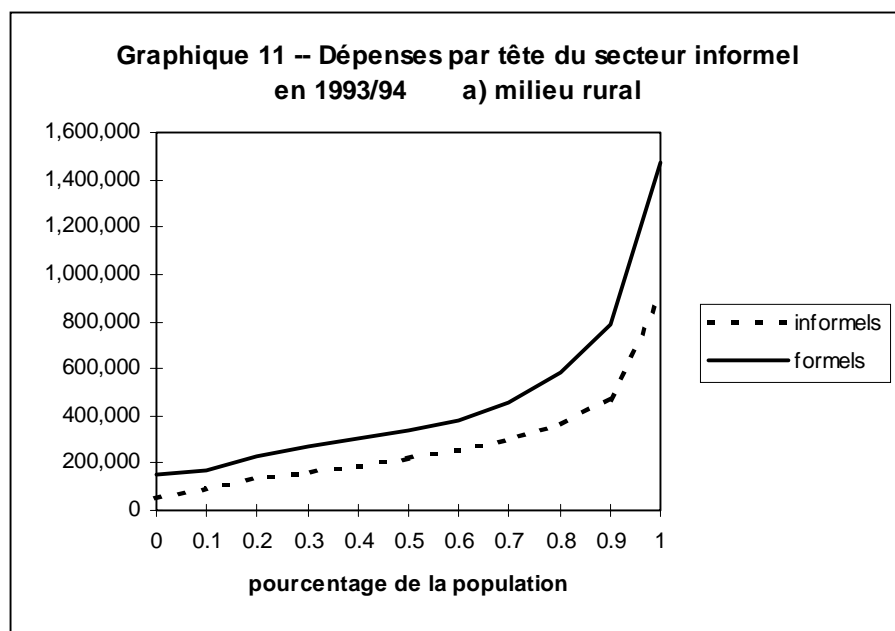
d. fiscalité

Le système fiscal à Madagascar s'avère généralement très progressif (Dissou et al., 1999 et Tableau a.20). Les principaux impôts indirects sont payés par les ménages urbains et riches. Seules la taxe sur le pétrole lampant et l'ancienne taxe à l'exportation sur la vanille s'avèrent nettement régressives (Graphiques 8 et 9). Les impôts directs frappent également les couches les plus riches de la population (Tableau a.9).

Parmi les changements en vue, seul l'Impôt Synthétique risque d'être sérieusement régressif. Ciblant explicitement les activités du secteur informel, cet impôt vise, en moyenne, les travailleurs ruraux et urbains les plus pauvres (Graphique 11). L'Encadré 8 démontre l'impact probable de l'Impôt Synthétique sur un ouvrier urbain du secteur informel. Le seul scénario dans lequel l'IS ne soit pas nettement défavorable aux pauvres

serait si, lors de son application, les collectivités chargées de sa collecte visent la couche aisée du secteur informel (la partie droite de la courbe du Graphique 11).

Du côté des dépenses publiques, les ménages pauvres restent aussi largement hors du système. Ils sont donc défiscalisés dans les deux sens. Il est vrai qu'ils ne paient presque pas d'impôts. En contrepartie, ils ne reçoivent presque aucun service public. La majorité des pauvres (plus de 60% en milieu rural) n'envoient pas leurs enfants à l'école primaire (Tableau a.11), et les services de santé sont utilisés dispro-portionnellement par les ménages riches (Tableau a.21).



Source : calculs propres à partir de l'EPM 1993/94.

2. Politiques sectorielles

a. agriculture

Les performances du secteur agricole n'ont pas progressé perceptiblement au cours des quatre dernières années. Au niveau global, l'agriculture a connu une croissance d'environ 2% par an (Tableau a.5). Bien qu'il y ait eu des réussites au niveau du développement des variétés résistantes à certaines maladies et des avancées sur l'intensification à très petite échelle, la productivité globale de la production rizicole traîne loin derrière la hausse démographique depuis plus de 30 ans (Roubaud, 1997 ; Club 2020; Razafimandimby, 1997). Avec le manioc, les réussites récentes au niveau du contrôle des maladies, qui permettent une hausse de productivité de 200% à 400% sans recours aux intrants modernes, restent pourtant à vulgariser (FOFIFA, 1999). Les tentatives d'amélioration des plantations caféières semblent avoir eu des impacts, au moins avant l'arrivée des cyclones récents de l'année 2000.

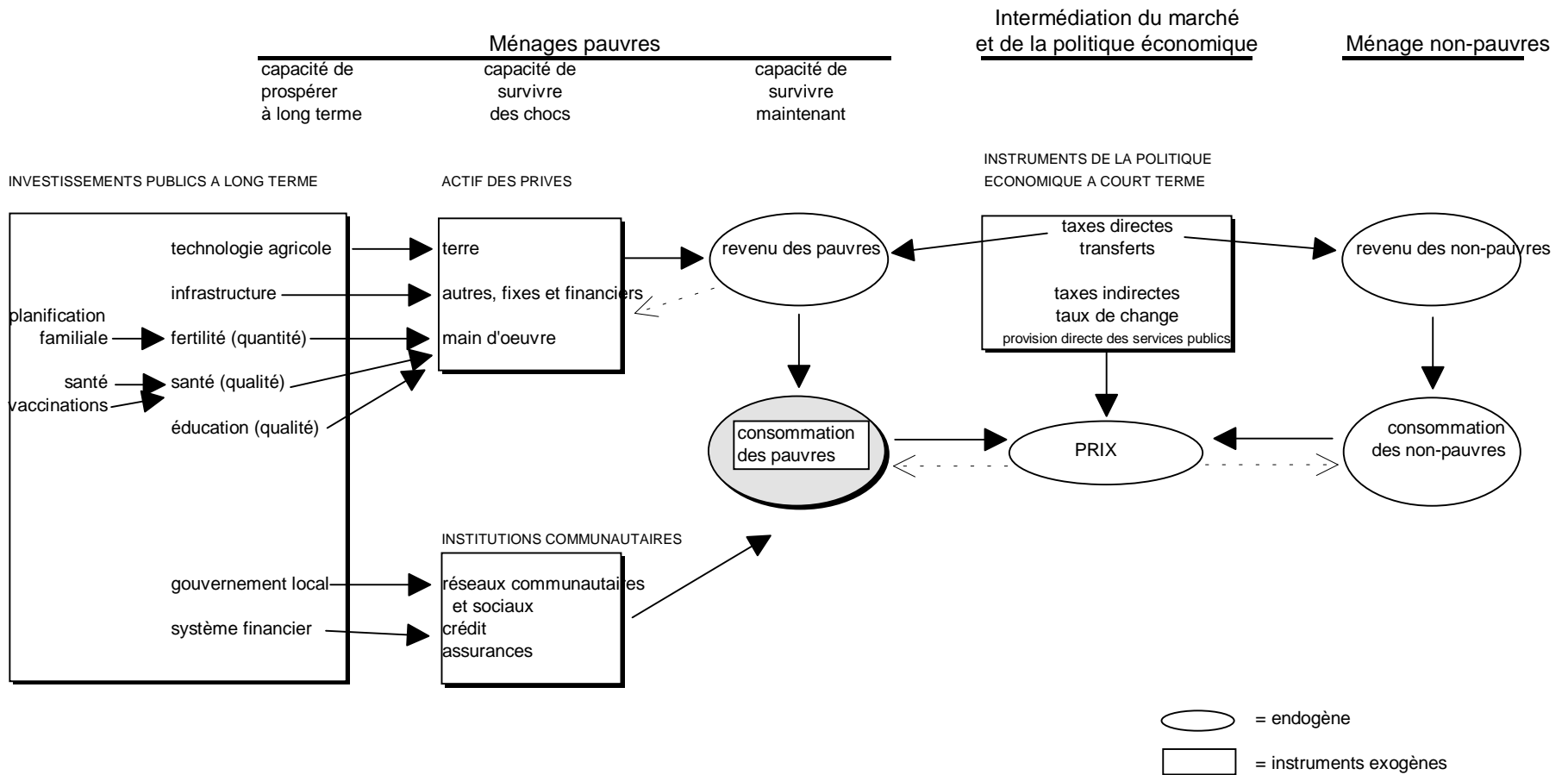
b. industrie

Les investissements privés ont augmenté depuis la mise en place des incitations aux investisseurs, des réformes du marché de devises et le retour à la stabilité politique. La reprise de l'investissement privé, à partir de 1994 témoigne de son impact. En conséquence, la Zone franche et le tourisme sont devenus les secteurs vedettes de la croissance économique globale (Tableau a.5).

c. secteurs sociaux

La priorité gouvernementale accordée à l'élargissement des services publics – de santé et d'éducation de base – vise à rectifier le déséquilibre d'accès entre riches et pauvres. S'agissant des services publics, essentiellement gratuits, l'expansion de l'accès des pauvres ne réside plus dans la subvention du prix mais plutôt dans la diminution de la distance à parcourir jusqu'au centre de services et dans la hausse de la qualité (Glick et al., 2000). Les investigations récentes soulignent l'importance de la distance et de la qualité comme facteurs d'incitation des utilisateurs pauvres (Tableaux a.23 et a.24). Les réformes en cours visent un ensemble de réformes structurelles de grande envergure (STA, 1999).

Graphique 12 -- Comment atteindre les pauvres



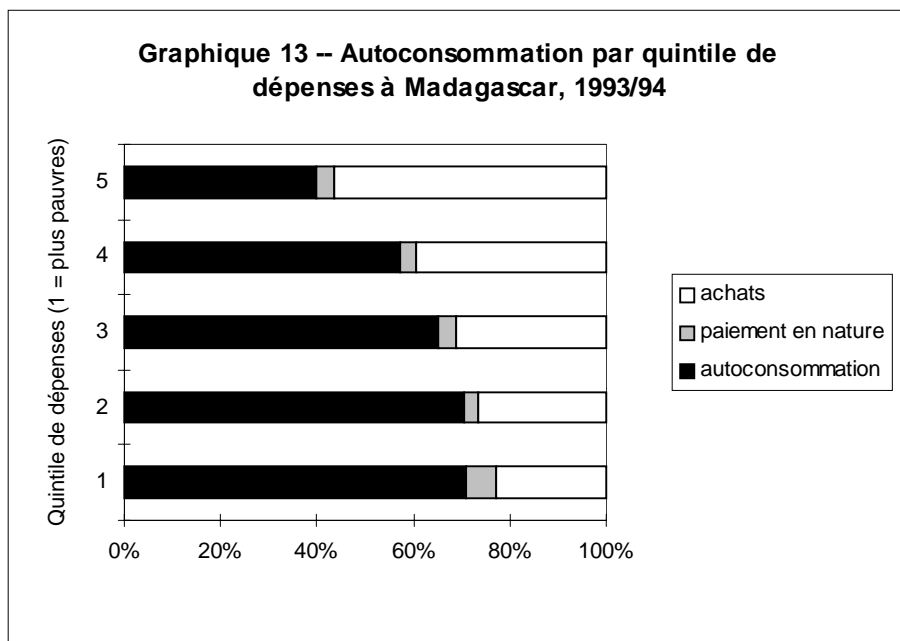
Source: Dorosh et al. (1998).

C. Leviers qui influent sur les pauvres

1. Court terme : consommation et revenus

La meilleure façon d'identifier les points efficaces d'intervention auprès des ménages pauvres (Graphique 12) est d'inventorier systématiquement leurs principales sources de revenu ainsi que leurs principaux postes de consommation. Un tel exercice amène au constat important suivant :

L'agriculture doit former un axe central dans la lutte contre la pauvreté. Elle emploie 85% des pauvres et absorbe deux-tiers des dépenses des ménages pauvres. Les sources caloriques principales – les céréales et les tubercules – comptent à eux seuls pour le tiers des dépenses des ménages pauvres urbains et pour la moitié chez les ménages ruraux pauvres (Tableau a.8). Donc, une hausse de la productivité agricole représente la seule intervention qui joue simultanément sur les deux versants de la pauvreté. Ciblée sur les cultures alimentaires, elle augmente le revenu des ménages en même temps qu'elle diminuera le prix des aliments de base. Vu le taux d'autoconsommation qui dépasse 70% chez les ménages les plus pauvres (Graphique 13), cet appui direct à la productivité de leurs cultures de base représente un des rares leviers qui puissent atteindre ces ménages pauvres situés largement hors des circuits monétaires.

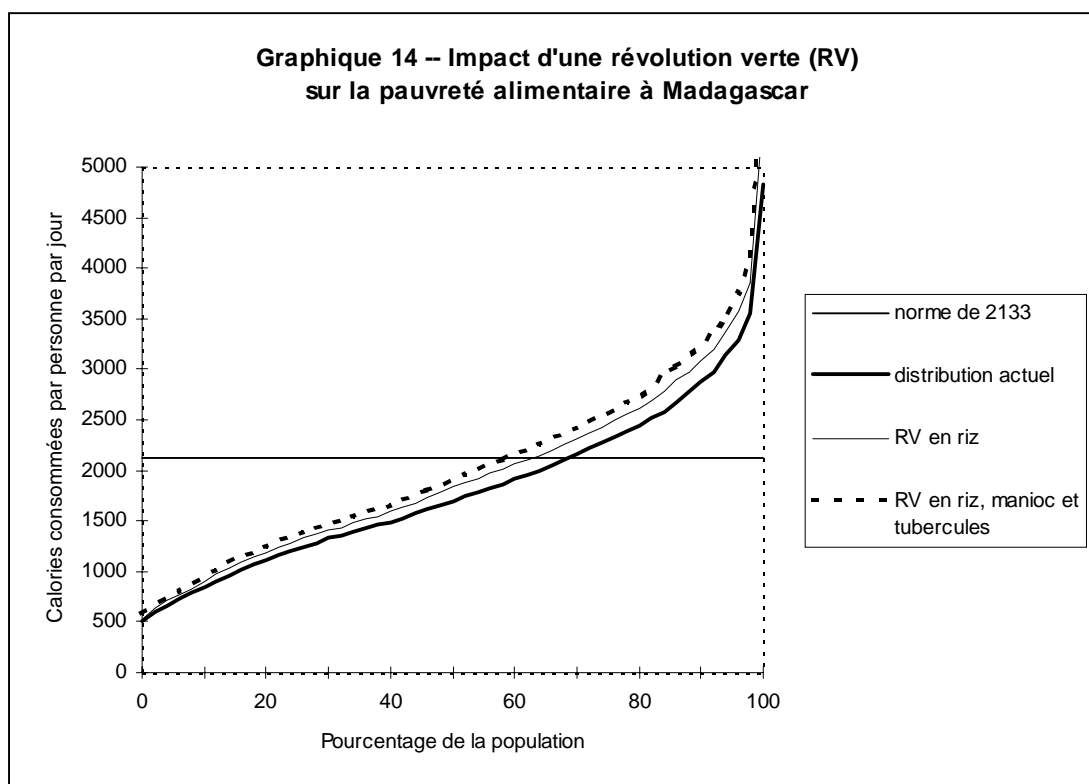


Source : calculs propres à partir de l'EPM 1993/94.

Les cultures secondaires, comme le manioc, les patates douces et le maïs paraissent particulièrement importantes dans l'alimentation des pauvres (Tableaux a.8 et a.32). Souvent ignorés dans une économie rizicole, ces aliments secondaires fournissent un appui important aux ménages pauvres, surtout pendant la période de soudure et en temps de sécheresse quand les ménages pauvres se rabattent sur le manioc et les autres cultures secondaires (Tableau a.9). A cause des différences de goûts alimentaires, et une préférence générale pour le riz, les interventions en faveur du manioc, de la patate douce et du maïs cibleront les ménages, les régions et les saisons les plus vulnérables (Ravelosoa et al., 1999 ; Dostie et al., 1999 et 2000).

Une hausse de la productivité agricole, ciblée vers les aliments de base, réduira sans doute la pauvreté (IFPRI/FOFIFA, 1998). Une hausse de 20% de la productivité du riz – moins de la moitié de ce qu'on a vu lors de la Révolution verte en Asie – diminuerait l'incidence de la pauvreté de 7% à Madagascar (Dostie et al, 2000). Avec une productivité élargie aux cultures secondaires comme le manioc, la pauvreté tombera de 15% (Graphique 14).

Mais vu la distribution très inégale de la terre et du revenu, même une Révolution verte (RV) n'éradiquera pas le noyau dur de l'extrême pauvreté à Madagascar. C'est pour cela qu'il faut porter l'attention sur les actifs à leur disposition, notamment la terre, puisque 85% des Malgaches pauvres travaillent dans l'agriculture. Ceci nous amène aux questions de long terme et à celle de savoir comment on peut rehausser le stock des actifs économiques sur lesquels dépendent le bien-être des ménages et leur assurance contre les chocs provisoires.



Source : Dostie et al. (2000).

2. Long terme : les actifs principaux – la terre et la main-d'œuvre

a. la terre

Le morcellement des terres et sa distribution de plus en plus inégale semblent être à la racine de cette extrême pauvreté, surtout en milieu rural. Facteurs déterminants du niveau de production en milieu rural (Tableau a.15), la quantité et la fertilité de la terre jouent énormément sur la capacité productive d'un ménage. Les sans-terres et les métayers sont nettement défavorisés.

L'insuffisance des terres propres chez les très pauvres ruraux induit une intensification de l'agriculture et la culture de pentes de plus en plus raides. Comme beaucoup de stratégies de survie de court terme, celle-ci entraîne des conséquences néfastes à long terme avec une accélération de l'érosion et une diminution de la fertilité des sols à long terme. Bien que ces relations soient complexes et mal comprises, il existe un lien étroit entre la pauvreté, l'insuffisance de terres propres, la pression environnementale et la diminution de la fertilité des sols à long terme. La résolution de cet ensemble d'interactions néfastes exigera une meilleure compréhension des interactions, mais impliquera probablement un accès accru et plus sûr des plus pauvres aux terres cultivables ainsi que l'apport d'investissement en technologie agricole qui augmentera la productivité et réduira la pression pour l'extension des superficies cultivées.

b. la main-d'œuvre

La main-d'œuvre et sa productivité contribuent aussi fortement au sort du niveau de vie des ménages (Tableau a.15). C'est pour cette raison que la maladie, le décès, et le divorce causent souvent un choc très néfaste compromettant le bien-être d'un ménage, auparavant satisfaisant. (voir Encadrés 1 et 2).

L'éducation, voie normale conduisant à la hausse de productivité de la main-d'œuvre, a souffert un contre-coup pendant les années 1980. La baisse sensible de la qualité de l'éducation pendant cette période a fait que l'éducation primaire des adultes actuels ne contribue que peu (parfois pas du tout) à la productivité de la main-d'œuvre (Tableaux a.14 et a.15). Or, l'accès des pauvres aux services d'éducation est semble-t-il très sensible au prix, à la distance et à la qualité de ces services (Tableau a.23).

Les services de santé de base sont moins souvent utilisés par les pauvres, particulièrement les pauvres ruraux. Or, pour les protéger contre les maladies infectieuses (surtout au moment de la parution du choléra), tout le monde a intérêt à augmenter le taux d'accès des ménages les plus pauvres à ces services de base. Ici,

comme pour l'éducation, une diminution de la distance à parcourir jusqu'au centre de services et une hausse de la qualité des services semblent nécessaires à un plus grand accès des ménages pauvres (Tableau a.24).

Enfin, en ce qui concerne la quantité de la main-d'œuvre, nous savons que les femmes pauvres ont plus d'enfants que les femmes riches. Les ménages pauvres ont par conséquent plus d'enfants que les ménages riches (6.5 contre 4.4). Les études sur la mobilité économique suggèrent que ceci ne réduit pas seulement le niveau de consommation par tête à court terme, mais compromet aussi la mobilité vers la hausse à l'avenir (ImaTeP, 1998b, 1999b). Pour cette raison, la planification familiale promet de contribuer à une réduction du niveau de pauvreté et à une accélération du taux de croissance économique des ménages pauvres.

4. CONCLUSIONS

A. Nécessité de la lutte contre la pauvreté

On constate souvent, et à juste titre, qu'une réduction perceptible de la pauvreté ne sera pas possible à Madagascar sans une croissance économique robuste et soutenue (DCPE, 1998 ; Sahn et al., 1996 ; Banque mondiale, 1996). Vu l'ampleur de la pauvreté, une politique purement redistributive ne sera pas suffisante ; il faut certainement augmenter la richesse globale du pays à travers la croissance économique. Une lutte effective contre la pauvreté ne sera pas possible sans une croissance économique robuste.

Mais on oublie souvent que l'inverse est également vrai. Une croissance économique durable ne sera probablement pas possible à Madagascar sans une réduction de la pauvreté. La pauvreté étendue de la population entrave sur plusieurs niveaux la croissance économique à long terme. Ce sont les familles pauvres, privées de terre propre, qui abattent les forêts et dégradent l'environnement dans la lutte à court terme qu'elles mènent pour survivre. Cependant, leurs actions emportent, à longue échéance, le précieux couvert terrestre qui fournit le sang vital à l'agriculture, laquelle emploie 80% de la population et constitue le pilier de l'économie. Ce sont les familles pauvres qui retirent leurs enfants de l'école pour les mettre au travail, diminuant ainsi les taux de fréquentation scolaire et grossissant les rangs des enfants travailleurs. Dans leur lutte pour survivre à court terme, ces familles mettent leurs enfants au travail. Mais à longue échéance, elles les condamnent à une vie de pauvreté accablante passée à accomplir un travail manuel très exigeant et peu productif. En même temps, le pays, qui a besoin d'investissements en capital humain pour soutenir la croissance de la productivité, se voit affaibli par cette déscolarisation des couches les plus vulnérables. C'est l'ampleur prise par le phénomène de paupérisation des familles par légions et l'inégalité croissante qui sont à l'origine des crimes de nécessité et les crimes de frustration et qui engendrent l'instabilité sociale et l'aggravation de l'insécurité, instabilité sociale et insécurité compromettent à leur tour la stabilité politique et la confiance sur lesquelles reposent l'investissement privé et la croissance économique. Sans une attaque de front de la pauvreté, Madagascar ne peut connaître une croissance durable à long terme. En conséquence, tout le peuple malgache, les riches comme les pauvres, partage un intérêt commun en s'attaquant à l'ennemi commun qui est la pauvreté qui persiste en son sein.

Sachant l'importance fondamentale de la réduction de la pauvreté, la politique économique du pays a été axé sur la lutte contre la pauvreté depuis la sortie officielle du DCPE, en 1995. En fait, la nouvelle version du Document Cadre de la Politique Economique (DCPE), en préparation actuellement, sera dorénavant renommée Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLCP). A travers le CSLP, qui oriente la politique économique à court et à moyen terme, et la Stratégie Nationale de la Lutte Contre Pauvreté (SNLCP), qui esquisse les grandes lignes de la politique économique de long terme, la réduction de la pauvreté devient l'objectif central de la politique économique malgache.

B. Priorités

Les stratégies globales de lutte contre la pauvreté ont été élaborées à plusieurs reprises, notamment à travers le DCPE et le SNLCP. A titre de contribution, au lieu de reprendre ce qui a déjà été dit auparavant, nous préférons souligner trois leçons principales qui ressortent des travaux analytiques récents.

1. Productivité agricole

La hausse de la productivité agricole sera primordiale à une conclusion favorable de la lutte contre la pauvreté à Madagascar. Quatre-vingt-cinq pour cent des Malgaches pauvres travaillent dans l'agriculture, et tous les ménages pauvres dépensent la majorité de leurs revenus à l'alimentation. Ciblée sur les cultures alimentaires, une hausse de la productivité agricole représentera la seule intervention capable d'attaquer la pauvreté sur deux versants simultanément. Elle augmentera le revenu des pauvres ruraux en même temps qu'elle diminuera les coûts des principaux postes alimentaires.

Les cultures secondaires comme le manioc, la patate douce et le maïs revêtent une importance particulière pour les pauvres. Souvent oubliées dans une économie rizicole, ces cultures secondaires sont celles qui ciblent le mieux les ménages, les saisons et les régions les plus vulnérables. Elles méritent donc une place privilégiée dans la lutte contre la pauvreté.

L'accès à la terre ainsi que le régime foncier seront également une priorité croissante. Vu la distribution de plus en plus inégale des terres et les problèmes qui y sont liés, à savoir les ménages sans terres, le métayage et l'extension des surfaces cultivées au dépens des forêts vierges, le régime foncier et la fertilité durable du sol exigeront une attention assidue afin d'assurer une croissance agricole durable à long terme.

2. Productivité de la main-d'œuvre

La plupart des ménages pauvres dépendent de la vente de leur main-d'œuvre – actif abondant mais peu qualifié – pour assurer leurs besoins quotidiens. Parce que la qualité et la productivité de cette main-d'œuvre déterminent largement leur niveau de vie, l'éducation et la santé de base deviennent des éléments essentiels à l'amélioration du niveau de vie des pauvres. Or, la majorité des pauvres à Madagascar n'envoient pas leurs enfants à l'école, même pas à l'école primaire. Ainsi, la pauvreté donne lieu au travail et à la déscolarisation des enfants pauvres, déclenchant un cercle vicieux à travers lequel la faible productivité et la pauvreté se sont transmises d'une génération à l'autre. De plus, les pauvres n'ont pas accès aux services de santé de base à quantité égale avec les riches. Bien que des études récentes concluent à une extrême sensibilité de la demande des services par rapport aux prix, l'accès généralement gratuit des services de scolarisation et de santé de base ne permet pas de considérer la réduction des frais comme un instrument

d'incitation des ménages pauvres aux efforts de scolarisation. A l'opposé, une réduction des distances et une amélioration de la qualité semblent être des conditions clés à l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux.

La planification familiale jouera aussi un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Les femmes pauvres mettent au monde plus d'enfants que les femmes riches. Des études de mobilité économique suggèrent que cette pression démographique entrave les ménages pauvres dans l'immédiat ainsi que dans l'avenir. Elle réduit le revenu par tête à court terme mais limite aussi la mobilité économique vers la hausse à long terme. Ainsi, la planification familiale promet d'apporter une contribution importante à la réduction de la pauvreté et à l'avancement économique des ménages vulnérables.

3. Opportunités et dangers fiscaux

Les pauvres à Madagascar fonctionnent généralement en dehors du système fiscal. Ils ne paient presque pas d'impôts. En contrepartie, ils ne reçoivent que très peu de services publics.

Pour cette raison, le système d'imposition fiscale s'avère très progressif à Madagascar. Seul l'impôt sur le pétrole lampant et l'ancienne taxe à l'exportation sur la vanille sont nettement régressifs.

Les tentatives actuelles d'élargissement du filet fiscal présentent un danger significatif. Le nouvel Impôt Synthétique (IS) vise spécifiquement une expansion vers le secteur informel, qui est plus rural et plus pauvre que l'ensemble de la population. Si ces tentatives ciblent le petit groupe d'entreprises informelles mais prospères, cet impôt pourrait être aussi progressif. Mais appliqué à l'adulte moyen du secteur informel, l'IS risque de devenir le premier impôt d'envergure qui soit nettement régressif depuis l'abolition de l'Impôt Minimum Forfaitaire en 1972.

Les pauvres n'ont pas souvent accès aux services publics de base tels que l'éducation primaire et les centres de santé de base. Même l'eau des bornes fontaines, auparavant distribuée gratuitement dans les quartiers pauvres, subira bientôt un frais d'accès. Par conséquent, les pauvres reçoivent actuellement que très peu sous forme de services publics. Or, les pauvres ont besoin d'eau propre, d'éducation primaire et de services de santé de base pour devenir en bonne santé, qualifiés et productifs, ingrédients nécessaires pour sortir de la pauvreté. Pour cette raison, Madagascar a un grand intérêt dans l'expansion de l'accès des pauvres aux services publics. Pour ce faire, il sera probablement nécessaire d'explicitement le lien entre l'extension des obligations fiscales et l'expansion des services publics de qualité afin de motiver les nouveaux contribuables. Leur acceptation favorisera l'augmentation des recettes publiques ainsi qu'une amélioration de l'état de santé et de productivité de la main-d'œuvre. Elle contribuera donc au développement du bien-être économique nécessaire pour sortir de la pauvreté.

C. Outils de suivi

L'ensemble des facteurs qui contribuent à la croissance économique des ménages pauvres reste vaste et, pour le moment, connu imparfaitement. Le délai entre intervention et impact étant long, le lien étant souvent indirect, et le coût du suivi étant élevé, notre compréhension reste incomplète et imparfaite. Afin d'améliorer notre compréhension et afin de mieux informer les décideurs tout au long du parcours, nous prévoyons une série d'indicateurs qui pourront informer et éclairer les débats sur l'évolution de la pauvreté et l'impact des différentes politiques de lutte contre la pauvreté.

Dans un premier temps, nous suggérons un suivi temporel de l'évolution de la pauvreté à travers les grandes enquêtes représentatives au niveau national. Dans un avenir proche, avec la sortie du rapport de l'EPM 1999, nous en saurons sûrement davantage sur l'évolution récente et les impacts des différentes interventions. La comparaison et la réconciliation des données sortant des méthodes de collecte en légère évolution à travers les trois enquêtes (1993, 1997 et 1999) exigeront un travail soigneux. Mais vu sa représentativité nationale, ce travail mérite d'être poursuivi en priorité.

Les séries temporelles donnent une idée des changements «avant et après»; elles sont nécessaires et utiles mais restent très imparfaites pour le suivi de la politique économique. Une évolution temporelle quelconque provient d'un ensemble de forces - y compris les changements de politique économique, les événements naturels, et l'évolution des marchés internationaux. Même si on constate un changement dans le niveau de bien-être chez un groupe particulier, il devient souvent difficile d'en identifier avec confiance la cause. Avec les criquets, les cyclones, le retard des pluies, la baisse puis la hausse des prix à l'exportation, la baisse puis la hausse rapide du cours mondial du pétrole – tous superposés sur une toile de fond de changements profonds de la politique économique, il devient impossible d'identifier la cause exact des changements constatés «avant et après». Afin d'isoler l'impact pur des changements de politique économique, il faut procéder à une analyse «sans et avec», ce que les économistes appellent les analyses contrafactuelles. Il s'agit d'un travail de modélisation qui essaie de garder constante «toute autre chose» et d'isoler l'impact pur des changements de politique économique et des chocs naturels et des marchés internationaux. Avec le modèle d'équilibre général (MAD-CGE) et une mise à jour des données de base (dans la matrice de comptabilité sociale) il sera possible de compléter les travaux temporels avec les analyses de modélisation. Il s'agit d'un travail complémentaire et nécessaire pour évaluer les progrès et l'efficacité de divers instruments d'intervention.

Enfin, dans nos travaux antérieurs, nous avons expérimenté avec des indicateurs simples de suivi. Après avoir testé plusieurs options, nous avons retenu l'évolution du salaire des ouvriers sans qualification (mesure du revenu des ménages pauvres) par rapport à l'évolution des prix des aliments de base (mesure du coût de la vie) (ImaTeP/INSTAT, 1999). Les résultats, illustrés par les Graphiques 7 et 8 suggèrent que cette méthode, simple et de faible coût, peut apporter un éclairage utile sur les tendances

générales du bien-être des ménages pauvres entre les grandes enquêtes nationales de type EPM. Les questions pratiques de pérennisation restent à résoudre.

La lutte pour la réduction de la pauvreté étant devenue un point focal de la politique économique malgache, la mise en œuvre de méthodes de suivi et d'évaluation de l'évolution du bien-être des ménages pauvres deviendra une tâche prioritaire pour les économistes et les statisticiens malgaches. Les enquêtes statistiques périodiques et représentatives auprès des ménages, les méthodes simples de suivi dans le temps, et les techniques d'analyse économique appliquées à la pauvreté deviendront des outils indispensables à l'orientation et au suivi de l'impact des différentes politiques adoptées en faveur des ménages pauvres.

REFERENCES

- Banque mondiale. 1998. Madagascar: un agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté: mémorandum économique. Washington, DC: Banque mondiale.
- Bert, Elliot. 1989. "The Liberalization of Rice Marketing in Madagascar." World Development, 17(5):719-728.
- Cabanes, R. 1975. « Les formes sociales de la production agricole dans la plaine de Tananarive. » Cahiers d'histoire juridique et politique 10/11.
- CARE. 1997. "Etude du marché de la filière plantes à tubercules." Antananarivo: Projet d'appui au développement des plantes à tubercules (PAPAT).
- CARE. 1998. "Antananarivo Urban Household Food and Livelihood Security Program." Antananarivo: CARE.
- Centre National de Recherches sur l'Environnement (CNRE). 1992. Enquête Nationale Démographique et Sanitaire, 1992. Antananarivo : Ministère de la Recherche Appliquée au Développement.
- Club 2020. 1999. « Synthèse des données recueillies par le Club 2020. » Antananarivo :LDI, Chemonics International.
- Condominas, G. 1991. « Fokonolona et collectivités rurales en Imerina » Antananarivo : ORSTOM.
- Conseil Malgache des ONG pour le Développement et l'Environnement (COMODE). 1999. Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables: cas d'Antananarivo-ville. Antananarivo: INSTAT.
- Cornell University; Groupe de Recherche pour la Connaissance du Sud (GReCS); Conseil Malgache des ONG pour le Développement et l'Environnement (COMODE); et Michel Galy. 1999. "Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables." (mimeo) Antananarivo: documentation de l'atelier du 1er juin 1999.
- Coury, Diane et Roubaud, François. 1997. « Le travail des enfants à Madagascar : un état des lieux. » Document No.9717/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Département de Philosophie, Université d'Antananarivo. 2000. « Pauvreté et sortie de la pauvreté à Madagascar. » Projet de recherche dans le cadre de FADES. Antananarivo : Université d'Antananarivo.

- Dissou, Yazid. 1998. Modèle d'équilibre général de Madagascar (MADCGE): documentation et références. Antananarivo: INSTAT.
- Dissou, Yazid ; Haggblade, Steven ; Andriamasy, Hery et al. 1998. Politique fiscale à Madagascar : options et impacts distributifs. Antananarivo : INSTAT.
- Dorosh, Paul A., Bernier, René E. et Sarris, Alexander H. 1990. Macroeconomic Adjustment and the Poor : The Case of Madagascar. CFNPP Monograph No. 9. Ithaca, NY : Cornell Food and Nutrition Policy Program.
- Dorosh, Paul A. 1994. Structural Adjustment, Growth and Poverty in Madagascar : A CGE Analysis. CFNPP Monograph No.17. Ithaca, NY : Cornell Food and Nutrition Policy Program.
- Dorosh, Paul ; Haggblade, Steven ; Rajemison, Harivelo ; Ralantoarilolona, Bodo ; et Simler, Kenneth. 1998. Structure et facteurs déterminants de la pauvreté à Madagascar. Antananarivo : INSTAT.
- Dostie, Benoît; Randriamamonjy, Josée; et Rabenasolo, Lala. 1999. La filière manioc: amortisseur oublié des vulnérables. Antananarivo: INSTAT.
- Dostie, Benoît; Haggblade, Steven ; et Randriamamonjy, Josée. 2000. Saisonnalité de la consommation alimentaire des ménages pauvres à Madagascar. Antananarivo: INSTAT.
- Droy, Isabelle. 1997. « Que sont les grenier à riz devenus ? Le désengagement de l'Etat sur les grands périmètres irrigués de Marovoay et du lac Alaotra » Economie de Madagascar. 63-88.
- Eau. 1998. « Projet de Loi No. 19/98 portant Code d'Eau. » Antananarivo : Assemblée Nationale.
- Faroux, E. 1970. « Les transformations d'une communauté malgache. » Antan-anarivo : ORSTOM.
- Galy, Michel. 1999. Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables: Tamatave et le Vakinankaratra. Antananarivo: INSTAT.
- Gault, D. 1994. Père Pedro ou les collines du courage. Paris: Albin Michel.
- Glick, Peter. 1999. Emploi et revenus à Madagascar. Antananarivo: INSTAT.
- Glick, Peter ; Razafindravonona, Jean et Randretsa, Iarivony. 2000. La demande des services de santé et d'éducation de base. Antananarivo : INSTAT.

- Iliffe, John. 1987. The African Poor. Cambridge: Cambridge University Press.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1998. Mobilité économique et pauvreté. Etude de cas no.1. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1998b. Accès à la terre et pauvreté. Etude de cas no.2. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1998c. Travail des enfants et pauvreté. Etude de cas no.3. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1999a. Femmes chefs de ménage et pauvreté. Etude de cas no.4. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1999b. Marché du travail et les pauvres en milieu rural. Etude de cas no.5. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1999c. Scolarisation et pauvreté. Etude de cas no.6. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1999d. Mobilité économique en milieu urbain. Etude de cas no.7. Antananarivo : ImaTeP.
- Institut Malgache des Techniques de Planification (ImaTeP). 1999e. "Indicateurs de pauvreté." (mimeo). Antananarivo : ImaTeP.
- Institut National de la Statistique (INSTAT). 2000. « Analyse de la filière médicament et de son environnement. » Antananarivo: INSTAT.
- Institut National de la Statistique (INSTAT). 1999. Enquête Prioritaire Auprès des Ménages 1997: Rapport Principal. Antananarivo: INSTAT.
- Institut National de la Statistique (INSTAT). 1997. Enquête Nationale Démographique et Sanitaire, 1997. Antananarivo : Ministère de la Recherche Appliquée au Développement.
- Institut National de la Statistique (INSTAT). 1995. Enquête Auprès des Ménages 1993/94: Rapport Principal. Antananarivo: INSTAT.
- Institut Supérieur de Philosophie et de Théologie de Madagascar (ISTA). 1996. "A Madagascar. Les églises face à l'escalvage." Collection ISTA No.6. Amba-toroka, Antananarivo: ISTA.
- International Food Policy Research Institute et le Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural (IFPRI/FOFIFA). 1998. "Analysis of Policy

Options for Income Growth and Poverty Alleviation." Structure and Conduct of Major Agricultural Input and Output Markets and Response to Reforms by Rural Households in Madagascar, Final Report, Part 5. Washington, DC et Antananarivo: IFPRI et FOFIFA.

Khan, M. Mahmud; Mock, Nancy B.; Jeannoda, Victor; and Baker, Shawn K. 1993. "Is Madagascar Becoming Increasingly Vulnerable to Food Crises?" Ecology of Food and Nutrition, 29:181-198.

Korns, Alex. 2000. « SPO Indicators : Interim Report. » (mimeo). Antananarivo : USAID.

Lapenu, Cécile; Zeller, Manfred; et Ralison, Eliane. 1998. "La consommation en calories et protéines et l'état nutritionnel des ménages ruraux malgaches." Cahier de la Recherche sur les Politiques Alimentaires No. 15. Antananarivo: International Food Policy Research Institute et FOFIFA, Central National de la Recherche Appliquée au Développement Rural.

Lupo, Pietro. 1997. « Pauvreté et/ou richesse du Sud ? » Talily (5/6) :117-121.

Lupo-Raveloarimanana, Monique. 1995. « Pauvreté et culture dans le faritany de Tuléar. » Talily (1) :91-100.

Lupo, Pietro et Raveloarimanana, Monique. 1999. Mécanismes amortisseurs qui jouent en faveur des ménages vulnérables: Sud de Madagascar. Antananarivo: INSTAT.

MaDIO. 1999a. « La dynamique de l'emploi dans l'agglomération d'Antananarivo au cours de la période 1995-1999 : des gains de pouvoir d'achat : une tendance à moyen terme. » Antananarivo : Projet MaDIO.

MaDIO. 1999b. L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo : premiers résultats de l'enquête emploi 1999. Antananarivo : Projet MaDIO.

MaDIO. 1998a. La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo. Antananarivo : Projet MaDIO.

MaDIO. 1998b. Le secteur informel dans l'agglomération d'Antananarivo : performances, insertion, perspectives. Antananarivo : Projet MaDIO.

MaDIO. 1998c. Un aperçu des campagnes malgaches en 1998. Antananarivo : Projet MaDIO.

- MaDIO. 1997a. « L'économie malgache de 1990 à 1998 : un retour fragile de la croissance suspendu aux efforts de réforme. » Document No.9754/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- MaDIO. 1997b. Transferts entre les ménages et réseaux de solidarité dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997 : premiers résultats de l'enquête SET 1997. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Metzel, Jeff. 1999. "Policital Economy of Reform in Madagascar." Boston: Associates in Rural Development (AIRD).
- Ministère de la Production Agricole et de la Recherche Agronomique (MPARA). 1985. Impact de la stratégie d'autosuffisance en riz. Antananarivo: MPARA and Associates in Rural Development.
- Minten, Bart. 1998. "Vivre avec des prix alimentaires variables: une analyse du marché des produits agricoles à Antananarivo." Economie de Madagascar. 2:129-151.
- Minten, Bart; Zeller, Manfred et Lapenu, Cécile. 1998. "Brief Description of Socioeconomic Situation of Rural Households and Changes in Indicators of Welfare During 1992-97." Chapitre 3 du "Structure and Conduct of Major Agricultural Input and Output Markets and Response to Reforms by Rural Households in Madagascar, Final Report, Part 4. Washington, DC et Antananarivo: IFPRI et FOFIFA.
- Minten, Bart; Randrianarisoa, Claude et Zeller, Manfred. 1998. "Les déterminants de dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux." Cahier de la Recherche sur les Politiques Alimentaires No.14. Antananarivo: IFPRI et FOFIFA.
- Minten, Bart; Randrianarisoa, Claude; Zeller, Manfred et Badiane, Ousmane. 1997. "L'accessibilité aux marchés et les prix agricoles." Cahier de la Recherche sur les Politiques Alimentaires No.5. Antananarivo: IFPRI et FOFIFA.
- Paillaud, Olivier; Rakotomanana, Faly et Roubaud, François. 1998. "La fiscalisation du secteur informel: le gisement existe-t-il et peut-il être exploité?" Economie de Madagascar 3:185-214.
- Plan d'Action de Développement Rural (PADR). 1999. « Situation de l'avancement du processus de préparation du PADR (mois de novembre 1999). » Antananarivo : Primature.
- Primature. 1997. Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté. Antananarivo: La Primature.

- Programme National de Surveillance Alimentaire et Nutritionnel (PNSAN). 1997. "Nutrition et sécurité alimentaire des enfants et des femmes à Madagascar." Antananarivo: PNSAN.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 1997. Rapport national sur le développement humain : Madagascar 1996. Antananarivo : PNUD.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). 1999. Deuxième rapport national sur le développement humain : Madagascar Edition 1999. Antananarivo : PNUD.
- Pryor, Frederick L. 1988. « Income Distribution and Economic Development in Madagascar : Some Historical Statistics. » World Bank Discussion Paper No.37 Washington, DC : The World Bank.
- Pryor, Frederick L. 1990. The Political Economy of Poverty, Equity and Growth : Economic Development and Income Distribution in Very Poor Nations : Malawi and Madagascar. Washington, DC : The World Bank.
- Rajemison, Harivelo et Younger, Steven. 2000. Incidence des impôts indirects à Madagascar : utilisation d'un tableau Entrée Sortie. Antananarivo : INSTAT.
- Rakoto, Ignace. 1996. L'esclavage à Madagascar: Aspects historiques et résurgences contemporaines. Actes du Colloque International sur l'Esclavage: Antananarivo, 24-28 Septembre 1996. Antananarivo: Institut de Civilisation - Musée d'Art et d'Archéologie.
- Rakotomalala, Andriamampianina et Ravelosoa, Rachel. 1999. « Pauvreté monétaire et pauvreté subjective : Les perceptions des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur leur niveau de vie et leur aisance financière. » Document de travail No.99/12^E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Rakotomanana, Faly ; Ramilison, Eric et Roubaud, François. 1998. « L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-1998 : la reprise se confirme. » Document No.9831/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Rakotondrafara, Charles A. et Randrianarison, Jean Gabriel. 1996. « Note de diagnostic sur la pauvreté à Madagascar. » Antananarivo : Programme des Nations Unies Pour le Développement.
- Ramilison, Eric Norbert. 1996. « Le travail des enfants dans l'agglomération d'Antananarivo : analyse à partir des enquêtes emploi 1995 et 1996. » Document No.9718/E. Antananarivo : Projet MaDIO.

- Randrianarisoa, Claude; Minten, Bart; Goletti, Francesco; et Zeller, Manfred. 1998. "The Determinants of Agricultural productivity." In IFPRI/FOFIFA Structure and Conduct of Major Agricultural Input and Output Markets and Response to Reforms by Rural Households in Madagascar, Final Report Volume 4. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Randrianarison, Jean Gabriel. 1997. « Note de diagnostic sur la pauvreté à Madagascar. » Document de travail No.9751/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Ratovoarinony, Raphaël ; Andriambeloso, Saminirina ; et Rasolofo Jaonarison, Patrick. 1999. « La reprise est-elle perceptible dans les campagnes ? premiers résultats des observatoires de Vakinankaratra et de Marovoay. » Document No.9917/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Ravelosoa, Julia Rachel; Haggblade, Steven; et Rajemison, Harivelo. 1999. Estimation des élasticités de la demande à Madagascar à partir d'un modèle AIDS." Antananarivo: INSTAT.
- Ravelosoa, Rachel et Roubaud, Francois. 1996. "Dynamique de la consommation dans l'agglomération d'Antananarivo sur longue période et les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise." Economie de Madagascar 1:9-40.
- Ravallion, Martin. 1994. Poverty Comparisons. Fundamentals of Pure and Applied Economics 56. Langhorne, Pennsylvania : Harwood Academic Publishers.
- Razafimandimby, Luc. 1997. "L'ajustement dans le secteur agricole." Economie de Madagascar. 2:13-36.
- Razafimanantena, Tiaray. 1999. « La mondialisation, est-ce une opportunité sociale ou une obligation économique pour Madagascar : revue de la littérature. » Antananarivo : INSTAT.
- Razafindrakoto, Lucien. 1993. Evaluation participative de la pauvreté : milieu urbain (Antananarivo). Antananarivo : Banque Mondiale.
- Razafindrakoto, Mireille. 1996. « Quel avenir pour la vanille malgache à l'heure de la libéralisation : une analyse à partir de l'observatoire d'Antalaha. » Economie de Madagascar 1: 218-249.
- Razafindrakoto, Mireille. 1997. « Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté : le cas de Madagascar. » Document No.9721/E. Antananarivo : Projet MaDIO.

- Razafindrakoto, Mireille et Roubaud, François. 1999. « Bilan macroéconomique 1998 et perspectives de l'économie malgache 1999-2001. » Document No.9908/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Razafindravonona, Jean ; Randretsa, Iarivony ; Razafimandimby, Jules ; Razafimanantena, Tiaray. 1999. « Poverty Profile, Benefit Incidence and Health/Education Demand Functions. » Antananarivo : INSTAT et African Economic Research Commission (AERC).
- Roubaud, François. 1997. « Ethnies et castes dans l'agglomération d'Antananarivo : facteur de division ou richesse culturelle ? » Document No.9733/E. Antananarivo : Projet MaDIO.
- Roubaud, François. 1997. « La question rizicole à Madagascar. » Economie de Madagascar. 2:37-61.
- Sahn, David E. 1994. Adjusting to Policy Failure in African Economies. Ithaca, New York: Cornell University Press.
- Sahn, David E. 1996. Economic Reform and the Poor in Africa. Oxford: Clarendon Press.
- Sahn, David E. et Younger, Stephen. 1998. "Incidence fiscale à Madagascar: une analyse de la progressivité des impôts et des dépenses sociales." Economie de Madagascar 3:133-154.
- SECALINE. 1997. La situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar: stratégie nationale de sécurité alimentaire et de nutrition. Antananarivo : Primature.
- SECALINE. 1996. Evaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle à Madagascar. Antananarivo : Primature.
- Secrétariat Technique à l'Ajustement (STA). 1999. Madagascar : Primary Education and Health, Helping the Poor : Review of Public Expenditures. Antananarivo : STA.
- Waast, Roland. 1967. « La parenté dans la plaine de Tananarive. » Antananarivo : ORSTOM.
- Waltisperger, Dominique; Cantrelle, Pierre; et Ralijaona, Osée. 1998. La mortalité à Antananarivo de 1984 à 1995. Document et Manuel du CEPED No. 7. Paris: Centre français sur la population et le développement.
- Wing-Kong, Léonce et Tronchon, Jacques. 1994. "Les Sans-abri à Antananarivo." Antananarivo: Association pour l'Accueil des Sans-Abri.

- World Bank. 1996a. Madagascar Poverty Assessment, Volume 1 : Abstract and Executive Summary. Washington, DC : The World Bank.
- World Bank. 1996b. Madagascar Poverty Assessment, Volume 2 : Main Report. Washington, DC : The World Bank.
- Wurtz, J. Peltre. 1990. « Structure foncière et rapports sociaux. » Antananarivo : ORSTOM. Retour à Ambodivoanjo, in Tropiques, Liens et Lieux, collectif.
- Younger, Stephen ; Sahn, David E. ; Haggblade, Steven et Dorosh, Paul A. 1999. « Tax Incidence in Madagascar : An Analysis Using Household Data. » World Bank Economic Review.
- Zeller, Manfred. 1997. "Les déterminants du rationnement du crédit: une étude des prêteurs informels et des groupements de crédit formel à Madagascar." Economie de Madagascar 2:175-199.
- Zeller, Manfred ; Lapenu, Cécile ; Minten, Bart ; Ralison, Eliane ; Randrianaivo, Désiré et Randrianarisoa, Claude. 2000. « Pathways of Rural Development in Madagascar : An Empirical Investigation of the Critical Triangle of Environmental Sustainability, Economic Growth and Poverty Alleviation. » FCND Discussion Paper No.82. Washington, DC : International Food Policy Research Institute.

ANNEXE A.

**TABLEAUX ET GRAPHIQUES
SUPPLEMENTAIRES**

Tableau A.1 -- Mesures de bien-être, Madagascar (1993/94 et 1992)

	Dépenses réelles par tête* (^{'000} FMG 1994 par an)	Consommation calorique par tête* (kcal/personne/jour)	Anthropométrie des enfants < 5 ans**	
			croissance retardée	insuffisance pondérale
National	363	2077	51.1%	39.1%
urbain	517	2071	44.0%	33.4%
rural	322	2079	52.3%	40.0%
Régions rurales				
Antsiranana	397	1976	32.6%	27.8%
Mahajanga	391	2031		
Fianarantsoa	323	2123	58.4%	47.1%
Toamasina	319	2028	51.1%	36.3%
Antananarivo	289	2162	61.4%	44.7%
Toliary	270	2060	39.9%	28.1%

* Source: Dorosh et al. (1998), tableau 1.

** Source: EDS (1992), tableau 10.5; pourcentages des enfants moins de 2 écarts types de la norme.

Tableau A.2 -- Dynamiques à long terme de la pauvreté à Madagascar

	National					Rural				Urbain			
	1962	1980	1993	1997	1999	1962	1980	1993	1997	1962	1980	1993	1997
PIB/tête (indice 1960 = 100)	100	92	65	63	65								
Incidence de pauvreté													
revenu*			70%					77%				47%	
alimentaire**	36%	42%	70%			36%	44%	70%		32%	38%	70%	
Inégalité (coefficient GINI)	39.6%	46.9%	43.6%	48.0%		20.0%	43.5%	40.0%		50.0%	48.7%	43.6%	
Indicateurs physiques													
retard de croissance des enfants moins de 3 ans***			49.0%	48.0%									
mortalité infantile	102	120	96	99				107	105			75	78
espérance vie	38	49	52	52									
Consommation													
alimentaire comme % des dépenses totales	38.7%	47.6%	50.0%										
Taux net de scolarisation		0.751	0.604	0.681									

Source: PNUD (1997, 1999), Pryor (1988); World Bank (1996); EDS (1992,1997),INSTAT (1999), Ravelosoa et Roubaud (1996).

* Source World Bank (1996). Noter que les calculs empiriques à travers les décennies sont difficilement comparables à cause des méthodes et des données différentes.

** Ces chiffres approximatifs sont calculés sous l'hypothèse que la distribution de revenus n'a pas changé et que les revenus (et la consommation calorique) de chaque groupe de ménage augmente de la même proportion en fonction de l'évolution du PIB réel national.

*** Les chiffres de 1992 sont corrigés afin de prendre en compte une faute de programmation dans l'analyse originelle et aussi de sortir les mêmes groupes d'âge dans les deux enquêtes.

Tableau A.3 -- Dynamiques à court terme de l'emploi à Antananarivo

	1995	1996	1997	1998	1999	Taux de croissance annuelle 1995-1999
Emploi à Antananarivo						
Effectifs totaux	415000	434000	455000	476000	475000	3.4%
Administration publique	45000	45000	45000	45000	44000	-0.6%
Entreprises publiques	18000	18000	18000	18000	18000	0.0%
Entreprises associatives	9000	9000	9000	9000	9000	0.0%
Secteur formel privé						
chiffres bruts	110805	111104	118755	133280	138225	
après reclassification*	119805	120104	127755	133280	138225	3.6%
dont Zone Franche	13000	19000	21000	26000	32000	25.3%
Secteur informel (par solde)						
effectifs	223195	241896	255245	270720	265775	4.5%
pourcentage du total	53.8%	55.7%	56.1%	56.9%	56.0%	
Taux de sous-emploi	59.5%	57.3%	53.8%	52.2%	42.8%	
Revenu mensuel moyen (milliers de FMG par ouvrier)						
Administration publique	180	237	272	342	395	21.7%
Entreprises publiques	209	259	372	435	534	26.4%
Secteur formel privé	126	166	232	262	277	21.8%
Secteur informel	69	105	125	152	182	27.4%

* Un changement du niveau d'application du registre du commerce a fait que 9.000 emplois, auparavant non enregistrés ont été enregistrés en 1998. Donc, les 9.000 de hausse des effectifs formels privés en 1998 proviennent d'une simple reclassification des entreprises auparavant classées comme informelles.

Source: Madio (1999); Korns (2000).

Tableau A.4 -- Evolution du pouvoir d'achat

	1982	1984	1986	1988	1990	1992	1994	1996
SMIG Privé Non Agricole	14,930	18,024	20,700	28,509	34,785	40,490	63,313	112,390
Prix (FMG/kg)								
Riz	132	228	358	428	569	810	1,238	1,534
Mais	241	258	350	237	257	467	669	957
Manioc	113	125	205	148	189	231	336	729
Pouvoir d'achat (kg/jour de travail)								
Riz	3.8	2.6	1.9	2.2	2.0	1.7	1.7	2.4
Mais	2.1	2.3	2.0	4.0	4.5	2.9	3.2	3.9
Manioc	4.4	4.8	3.4	6.4	6.1	5.8	6.3	5.1

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 41.

Tableau A.5 -- Evolution macro-économique à Madagascar depuis 1990

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Produit intérieur brut (PIB: taux de croissance)	3.1	-6.3	1.2	2.1	-0.1	1.7	2.1	3.7	3.9	4.7
primaire	2.1	0.5	1.7	3.2	-0.5	1.9	2.5	1.9	2.1	3.4
secondaire (zone franche)	-0.6	-0.4	-1.1	3.3	-1.1	1.8	2.0	4.7	5.3	4.2
tertiaire (tourisme)	3.9	-7.7	1.1	2.1	1.2	1.5	2.1	4.6	5.1	5.5
Inflation (taux de croissance annuelle)	11.5	12.9	14.4	12.1	41.7	45.1	17.8	7.3	8.4	9.8
Investissement privé (pourcentage du PIB)	6.9%	4.7%	3.7%	3.7%	4.7%	5.2%	5.0%	5.6%	5.6%	6.1%
Fiscalité (pourcentage du PIB)										
recettes fiscales	9.4%	6.9%	8.6%	8.2%	7.7%	8.3%	8.5%	9.4%	9.8%	11.0%
dépenses courantes de l'Etat	9.1%	9.9%	11.7%	12.1%	12.7%	11.3%	10.5%	10.9%	11.7%	11.1%
(santé)	0.6%	0.7%	0.8%	0.7%	0.6%	0.5%	0.4%	0.5%	0.6%	1.4%
(éducation)	2.2%	2.2%	2.2%	2.0%	1.6%	1.4%	1.2%	1.4%	1.7%	2.0%

Source: SPPM, STA, INSTAT.

Tableau A.6 -- Actions individuelles déployées par les ménages vulnérables pour amortir les chocs économiques

Actions amortisseurs	Groupes vulnérables						
	G1 petits cultivateurs	G2 sans terres	G3 ouvriers non-qualifiés	G4 parents uniques	G5 castes défavorisées	G6 4 Mi	G7 handicapés, âgés
<i>Mécanismes adaptatifs</i>							
1. Compression des dépenses	C*	C*	C*	C*	C*	C*	C*
2. Migration	C2	C2	C3	C2	C2	C3	—
3. Travailler davantage							
a. adultes	C34	C34	C34	C34	C34	C34	—
<i>Mécanismes régressifs</i>							
b. enfants (déscolarisation)	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4
4. Vols, mendicité	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4	C2-4
5. Mendicité	C*	C*	C*	C*	C*	C*	C*
6. Vente des actifs	C*	C*	C*	C*	C*	—	C*

* Classification des chocs

C1 = périodiques et réguliers (soudure)

C2 = naturels, imprévus (sécheresse, cyclones, criquets)

C3 = macro-économiques (hausse de prix, chômage)

C4 = biographiques (maladies, accidents, décès, séparation, divorce)

— = aucun

Source: Cornell et al. (1999).

Tableau A.7 -- Institutions amortisseurs à la disposition des ménages vulnérables

Institutions amortisseurs	Groupes vulnérables						
	G1 petits cultivateurs	G2 sans terres	G3 ouvriers non-qualifiés	G4 parents uniques	G5 castes défavorisées	G6 4 Mi	G7 handicapés, âgés
<i>Mécanismes adaptatifs</i>							
1. Entraide							
a. famille	C*	C*	C*	C*	C*	—	C*
b. communauté	C*	—	C*	C*	—	—	C*
2. Dons							
a. famille	C*	C*	C*	C*	C*	—	C*
b. associations, ONG	—	C*	C*	C*	C*	C*	C*
c. églises	—	C*	C*	C*	C*	C*	C*
3. Crédit							
a. famille	C*	C*	C*	C*	C*	—	C*
b. commerçants	C*	C1	C*	C*	C*	—	—
<i>Mécanismes régressifs</i>							
c. usure	C*	C*	C*	C*	C*	C*	C*
4. Décapitalisation	C*	C*	C*	C*	C*	—	C*

* Classification des chocs

C1 = périodiques et réguliers (soudure)

C2 = naturels, imprévus (sécheresse, cyclones, criquets)

C3 = macro-économiques (hausse de prix, chômage)

C4 = biographiques (maladies, accidents, décès, séparation, divorce)

— = aucun

Source: Cornell et al. (1999).

Tableau A.8 -- Consommation par produit et par groupe de ménages

	Ménages						
	Ensemble	Ruraux pauvres	Ruraux riches	Ruraux Sud	Urbain non-qualifiés	Urbains moyens	Urbains très qualifiés
<i>Structure des dépenses en valeur (pourcentage de chaque bien dans la consommation totale)</i>							
Riz	26.1	34.2	27.6	13.4	29.1	19.1	11.2
Café	1.0	1.2	1.1	0.5	1.1	0.7	0.3
Cultures industrielles	0.7	1.1	0.9	0.8	0.4	0.3	0.2
Manioc	4.7	6.7	5.8	9.7	2.9	1.0	0.2
Autres tubercules	2.7	4.6	1.9	3.9	1.9	1.0	0.6
Maïs	1.4	1.7	1.1	5.2	1.0	0.7	0.3
Légumineuses	1.5	1.6	1.5	2.0	1.8	1.4	0.9
Fruits	2.6	3.5	2.5	2.4	1.6	1.9	2.0
Légumes	2.7	2.6	2.2	1.8	3.4	3.6	3.1
Elevage	7.4	5.3	7.7	3.6	7.2	9.9	12.0
Pêche	2.4	2.4	2.5	1.5	3.1	2.5	2.1
Pain	0.9	0.3	0.5	0.0	1.4	2.0	1.8
Boissons	1.4	1.0	1.4	0.9	1.5	1.6	2.2
Huiles alimentaires	1.5	1.1	1.4	0.6	1.9	2.2	2.3
Tabac	2.5	2.3	2.6	1.6	3.1	3.0	2.5
Autres aliments	5.8	5.7	5.0	3.8	6.3	7.7	5.8
Nonalimentaire	34.8	24.8	34.3	48.3	32.3	41.5	52.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>Dépenses totales par tête ('000 FMG par an, valeurs 1994)</i>							
	241	157	289	178	278	453	820
<i>Consommation en quantité (kilo par tête par an)</i>							
riz		107	154	48	123	129	130
manioc		73	80	109	43	19	10
autres tubercules		53	41	38	26	18	15
maïs		12	13	50	8	7	5
autres aliments		149	298	309	232	469	722
total		394	587	555	431	643	883
<i>Calories (par tête par jour)</i>							
riz		1013	1468	462	1177	1233	1251
manioc		305	323	598	195	91	47
autres tubercules		202	170	158	89	61	45
maïs		118	131	493	77	70	53
autres aliments		282	519	538	424	706	1084
total		1920	2611	2251	1963	2159	2480
<i>Calories (pourcentage)</i>							
riz		53%	56%	21%	60%	57%	50%
manioc		16%	12%	27%	10%	4%	2%
autres tubercules		11%	7%	7%	5%	3%	2%
maïs		6%	5%	22%	4%	3%	2%
autres aliments		15%	20%	24%	22%	33%	44%
total		100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Ravelosoa, Haggblade et Rajemison (2000), tableau 3.

Tableau A.9 -- Substitutions alimentaires en saison de soudure, Madagascar 1995

Ménages	Calories totales consommées par saison			Changement de composition calorique (part soudure - récolte)			
	récolte	soudure	différence	riz	manioc	autres tubercules	mais
Ménages ruraux							
pauvres du Sud	1,979	1,790	-10.6%	-13.3%	7.2%	2.4%	6.5%
non-pauvres du Sud	2,975	2,810	-5.9%	-13.3%	6.6%	2.4%	4.8%
pauvres reste du pays	2,103	1,873	-12.3%	-8.4%	4.3%	4.1%	1.6%
non-pauvres reste du pays	2,804	2,540	-10.4%	-6.4%	2.6%	2.5%	1.2%
Ménages urbains							
pauvres	2,033	1,932	-5.2%	-1.4%	1.0%	0.8%	0.4%
non-pauvres	2,343	2,252	-4.0%	-1.3%	0.2%	0.4%	0.2%

Source: Dostie et al. (2000), tableau 1.

Tableau A.10 -- Sensibilité des pauvres aux changements de prix

	Changement de consommation face à une hausse de 1% du prix		Pauvres/ riches
	pauvres	riches	
Riz	-0.6	-0.5	1.3
Ecole primaire	-0.9	-0.1	17.6
Centres de santé de base	-0.2	-0.1	3.3

Source: Ravelosoa, Haggblade et Rajemison (1999) tableau 9;
Glick, Razafindravonona et Randretsa (2000), tableaux 6,12 et 24.

Tableau A.11 -- Travail des enfants et non-fréquentation scolaire (1993/94)

	Quintile de dépenses					Ensemble
	1 pauvres	2	3	4	5 riches	
Taux d'activité économique des enfants (7 à 18 ans)						
rural	48	50	45	37	34	46
urbain	32	38	27	19	16	26
Taux de non-scolarisation des enfants (7 à 15 ans)						
rural	64	55	50	48	47	50
urbain	38	24	14	13	14	23

Source: Dorosh et al. (1998), tableaux 12 et 22.

Tableau A.12 - Taux de salaire moyen journalier, par quintile de dépenses
(en francs courants de 1994)

Quintile de dépenses	Adultes		Enfants	
	rural	urbain	rural	urbain
1 (pauvres)	1,822	2,078	1,338	1,335
2	2,039	2,595	1,746	1,544
3	2,450	3,262	1,549	1,788
4	3,036	4,070	1,252	1,194
5 (riches)	3,346	4,861	1,358	1,544
Ensemble	2,753	3,418	1,477	1,455

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 20.

Tableau A.13 -- Mobilité de la main d'oeuvre en milieux urbain et rural

Mobilité	Quintile de dépenses					ensemble
	1 (plus pauvres)	2	3	4	5 (plus riches)	
Milieu rural						
<i>Jamais vécu ailleurs</i>	79%	74%	71%	67%	54%	71%
<i>Raison du déplacement parmi ceux qui ont déménagé</i>						
recherche de travail	5%	8%	8%	10%	13%	9%
transféré par employeur	2%	1%	4%	7%	9%	4%
cherche une meilleure vie	11%	14%	19%	19%	19%	16%
éducation	1%	1%	3%	2%	2%	2%
mariage	22%	22%	18%	18%	14%	19%
autre raison familiale	54%	42%	41%	36%	30%	41%
autre	4%	12%	6%	8%	13%	9%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Milieu urbain						
<i>Jamais vécu ailleurs</i>	70%	62%	54%	48%	42%	51%
<i>Raison du déplacement parmi ceux qui ont déménagé</i>						
recherche de travail	8%	11%	9%	10%	14%	11%
transféré par employeur	2%	7%	6%	9%	11%	9%
cherche une meilleure vie	10%	24%	21%	20%	18%	19%
éducation	4%	2%	4%	11%	10%	8%
mariage	12%	10%	10%	9%	9%	10%
autre raison familiale	54%	37%	36%	31%	28%	33%
autre	11%	9%	15%	10%	9%	10%
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: Dorosh et al. (1998), tableau a.12.

Tableau A.14 -- Déterminants des revenus horaires chez les employés salariés en milieu urbain, 1993/94

Variable	Secteur/Employeur					
	Secteur public		Entreprises		Ménages/individus	
	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
Expérience professionnelle	0.062***	0.061***	0.08***	0.069***	0.01**	0.056***
(Expérience) ²	-0.001***	-0.001*	-0.002***	-0.001*	-----	-0.001***
Instruction: années accomplies						
Primaire	-0.002	0.071	0.06**	0.012	0.024	0.03
Secondaire	0.098***	0.16***	0.095***	0.124***	0.115***	0.068**
Universitaire	0.121***	0.09***	0.067***	0.144***	0.044	-0.023
Nombre d'observation:	282	163	528	255	348	359
R. ajustés ²	0.4783	0.3687	0.3432	0.3923	0.2478	0.1323

Note: La variable dépendante est le log de la compensation horaire. Les régressions sont corrigées pour la sélection de l'échantillon. Les modèles incluent également les contrôles de Faritany et de mois.

- * significatif à un niveau de 10%
- ** significatif à un niveau de 5%
- *** significatif à un niveau de 1%

Source: Glick (1999), tableau 7.

Tableau A.15 -- Facteurs déterminant le niveau de consommation des ménages à Madagascar

Mesures de vulnérabilité	Zones Rurales		Zones Urbaines	
	Dépenses par tête (000 FMG par an)	Consommation calorique par tête	Dépenses par tête (000 FMG par an)	Consommation calorique par tête
Facteurs explicatifs	coefficient	coefficient	coefficient	coefficient
Terres (ha/capita)				
paddy irrigué possédés	113.1 ***	576 ***	44.1	622 ***
autres terres possédées	56.1 ***	144 ***	88.4 *	205 **
paddy irrigué, gratuit	6.4	-11	244.1	791 ***
autres terres gratuit	34.6 ***	99 **	-219.1 **	342 *
cultivées en métayage ou en location	-7.5	38	-77.7	62
Main d'oeuvre adulte (nombre/capita)				
hommes	411.0 ***	1,088 ***	439.7 ***	935 ***
femmes	105.5 ***	520 ***	359.3 ***	660 ***
Education (années)				
hommes	4.7 ***	-10	19.2 ***	6
femmes	8.5 ***	-18 **	24.8 ***	20 ***
Effectifs en cheptel (nombre/capita)				
animaux de traits	11.2	148 **	-132.0	299 **
boeufs	11.6 ***	29 ***	61.0 ***	67
ovins,caprins,porcins	8.2 **	-17	33.1 *	81 **
volailles	8.3 ***	46 ***	0.2	24
Transferts reçus ('000 FMG/capita)				
Femme chef de ménage (vble tampon = 1)	1.4 ***	3 ***	0.65 ***	0.8 ***
Dummies régionales (Antananarivo = 0)				
Antsiranana	69.4 ***	-345 ***	136.6 ***	230 ***
Mahajanga	82.5 ***	-247 ***	11.6	3
Fianarantsoa	55.6 ***	-42	-108.3 ***	54
Toamasina	25.8 *	-253 ***	37.3	-13
Toliary	-16.4	-198 ***	-43.7	-17
Constante de régression				
	64.2 ***	1,729 ***	62.3 **	1,419 ***
R2, ajusté				
	0.25	0.13	0.21	0.13

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 2.

*** Significatif à 99%

** Significatif à 95%

* Significatif à 90%

Tableau A.16 -- Ventes de terres en milieu rural au cours des cinq dernières années

Quintile de dépenses	Pourcentage des ménages ruraux qui ont vendu des terres
1 (plus pauvre)	5.3%
2	3.2%
3	2.5%
4	2.3%
5 (plus riche)	0.6%
tous	2.9%

Source: Dorosh et al. (1998), tableau a.8.

Tableau A.17 -- Impact distributionnel des transferts à Madagascar, 1993/94

	Tous	Rural	Urbain
1. Transferts par personne par an (FMG)			
transferts reçus	15,085	10,710	31,782
transferts émis	6,359	5,469	9,765
transferts nets reçus	8,726	5,242	22,018
2. Transferts nets reçus par personne, par quintile de dépenses			
quintile 1 (plus pauvres)	3,978	4,127	3,909
quintile 2	4,042	3,543	11,467
quintile 3	5,919	5,108	15,561
quintile 4	9,204	3,513	22,147
quintile 5 (plus riches)	20,625	9,926	58,436
3. Transferts nets reçus comme pourcentage des dépenses			
moyenne nationale	2.6%	2.3%	3.9%
quintile 1 (plus pauvres)	3.3%	3.6%	2.6%
quintile 2	2.2%	2.0%	4.2%
quintile 3	2.3%	2.2%	3.9%
quintile 4	2.4%	1.1%	3.9%
quintile 5 (plus riches)	2.9%	2.4%	5.2%

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 30.

Tableau A.18 -- Accès au crédit à Madagascar, 1993/94

	Tout Madagascar	Quintiles de dépenses				
		1	2	3	4	5
Sources des emprunts						
aucun emprunt	61.3%	59.6%	59.9%	59.9%	61.6%	64.8%
banques et autres crédits formel	1.7%	0.6%	1.4%	2.1%	1.6%	2.8%
famille/voisin	27.6%	32.3%	30.9%	26.0%	27.2%	22.6%
commerçants	5.9%	4.5%	5.5%	7.4%	5.5%	6.9%
autres privés	2.1%	2.2%	1.5%	3.3%	2.2%	1.6%
églises et autres inst.	1.3%	0.8%	0.9%	1.4%	1.9%	1.3%
total des ménages	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
Montant moyen emprunté (FMG/personne)	8,392	1,848	3,423	4,406	7,021	25,308

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 25.

Tableau A.19 -- Incidence des impôts directs

	Impôts directs	
	FMG par ménage	comme proportion des dépenses totales
<i>Quintiles de dépenses</i>		
1 (plus pauvres)	368	0.0%
2	485	0.1%
3	940	0.1%
4	2,134	0.1%
5 (plus riches)	11,528	0.2%
<i>Quintiles ruraux</i>		
1	338	0.0%
2	507	0.1%
3	501	0.0%
4	1,981	0.1%
5	4,119	0.1%
<i>Quintiles Urbains</i>		
1	612	0.1%
2	343	0.0%
3	2,977	0.2%
4	2,613	0.1%
5	23,769	0.4%

Source: Dorosh et al. (1998), tableau 33.

Tableau A.20 -- Simulations des impacts d'une hausse de recettes fiscales à travers différents instruments

	Simulations						
	TM	TD	TVA	TPP	IBS	IGR	IS
Choc qui lance la simulation							
Taxe à augmenter	Taxes à l'importation	Taxes domestiques	Taxe sur la valeur ajoutée	Taxe sur les produits pétroliers	Impôt sur le bénéfice des sociétés*	Impôt sur revenu ménages IGR actuel	Impôt synthétique**
Variation du taux de collecte effectif							
valeur de base	13.9%	3.7%	4.5%	23.1%	0.8%	1.4%	0%
nouvelle valeur	16.8%	5.1%	5.4%	50.4%	1.9%	2.7%	24.000 FMG
taux d'augmentation	21%	37%	22%	118%	135%	100%	24.000 FMG par personne
Impacts (changements en pourcentage sur la valeur de base)							
1. Recettes du gouvernement central	10%	10%	10%	10%	10%	10%	10%
2. Bien-être réel des ménages***							
urbains - qualifiés	-1.0%	-1.3%	-1.1%	-1.2%	-1.8%	-1.1%	0.2%
urbains - moyens	-1.0%	-1.1%	-1.1%	-1.4%	-1.0%	-0.5%	0.1%
urbains - non-qualifiés	-0.8%	-0.9%	-0.9%	-1.2%	-0.7%	-0.4%	-0.2%
ruraux - petits cultivateurs	-0.8%	-0.6%	-0.7%	-1.4%	0.1%	-0.5%	-2.1%
ruraux - grands cultivateurs	-0.9%	-0.7%	-0.8%	-1.4%	0.0%	-0.8%	-1.6%
ruraux non-agricoles, pauvres	-0.9%	-0.6%	-0.8%	-1.4%	0.0%	-0.4%	-2.0%
ruraux non-agricoles, riches	-1.0%	-0.8%	-0.9%	-1.5%	-0.2%	-1.3%	-1.0%
3. Epargne totale nationale (en % du PIB)	0.8%	0.8%	0.8%	0.8%	0.9%	0.8%	0.8%
4. Balance commerciale							
importations	-1.0%	0.3%	-0.4%	0.0%	0.2%	0.2%	0.4%
exportations	-1.2%	0.3%	-0.5%	0.0%	0.2%	0.3%	0.5%
5. Taux de change réel	-0.5%	-0.1%	-0.3%	-0.6%	0.2%	0.3%	0.6%

* Valeur de base de l'IBS exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises formelles.

** Valeur en FMG de 1995. Vu la hausse des prix et du taux de pression fiscale, une augmentation de 10% des recettes fiscales en 1998 à travers l'Impôt Synthétique exigera un taux de 42.000 FMG par contribuable.

*** Mesuré par la variation équivalente, changement en revenu réel (mesuré en prix de base) nécessaire pour permettre au ménage d'atteindre le nouveau niveau d'utilité auquel il est amené après le choc.

Source: Dissou et al. (1999), tableau 4.

Tableau A.21 -- Accès aux services publics

	Education: subvention per capita (FMG)		Santé : subvention per capita	
	tous niveaux	primaire seulement	FMG	distribution
<i>Quintiles de dépenses</i>				
1 (plus pauvres)	4,472	4,138	1,851	12%
2	8,287	6,050	2,826	19%
3	7,847	5,254	2,066	14%
4	11,675	5,666	3,970	26%
5 (plus riches)	22,571	3,545	4,514	30%
				100%
<i>Quintiles ruraux</i>				
1 (plus pauvres)	4,115	3,917	1,846	13%
2	7,129	5,691	2,795	20%
3	6,734	4,944	1,957	14%
4	9,680	5,404	3,998	29%
5 (plus riches)	8,196	3,792	3,321	24%
				100%
<i>Quintiles Urbains</i>				
1 (plus pauvres)	8,817	6,825	1,919	11%
2	15,751	8,366	3,029	17%
3	13,337	6,781	2,596	15%
4	18,128	6,514	3,929	23%
5 (plus riches)	39,822	3,249	5,947	34%
				100%

Source: World Bank (1996), Tome II, Tableaux D9, D16.

Tableau A.22 -- Elasticité par rapport au prix de la demande pour l'école primaire, Madagascar 1993/94

Quartile	Ecole publique primaire		Ecole
	Publique (n=1784)	Publique et privée (n=504)	primaire privée
1 (plus pauvre)	-0.51	-0.88	-1.14
2	-0.22	-0.37	-0.77
3	-0.12	-0.19	-0.41
4 (plus riche)	-0.03	-0.05	0.34
Tous	-0.27	-0.38	-0.41

Source: Glick, Razafindravonona et Randretsa (2000), tableau 13.

Tableau A.23 -- Simulation de changements dans la probabilité de scolarisation à l'école primaire

Quartiles	Ecole publique primaire			Ecole privée			Toutes écoles primaires		
	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment
Suite à l'institution de frais de scolarité de 5.000 FMG dans les écoles publiques primaires									
Q1 (plus pauvre)	35.8%	-0.112	-31.4%	5.2%	0.010	18.9%	41.1%	-0.103	-25.0%
Q2	45.5%	-0.054	-11.8%	5.9%	0.006	9.8%	51.4%	-0.048	-9.3%
Q3	48.0%	-0.035	-7.3%	6.0%	0.005	8.5%	54.0%	-0.030	-5.5%
Q4 (plus riche)	51.7%	-0.005	-0.9%	17.5%	0.001	0.8%	69.1%	-0.003	-0.5%
Tous	43.5%	-0.064	-14.6%	7.3%	0.006	8.8%	50.8%	-0.057	-11.3%
Suite à l'élimination des classes mixtes dans les écoles publiques primaires									
Q1 (plus pauvre)	35.8%	0.075	20.9%	5.2%	-0.007	-12.9%	41.1%	0.068	16.6%
Q2	45.5%	0.089	19.6%	5.9%	-0.011	-18.7%	51.4%	0.078	15.2%
Q3	48.0%	0.087	18.1%	6.0%	-0.012	-19.4%	54.0%	0.075	13.9%
Q4 (plus riche)	51.7%	0.063	12.2%	17.5%	-0.012	-7.0%	69.1%	0.051	7.3%
Tous	43.5%	0.08	18.4%	7.3%	-0.01	-13.4%	50.8%	0.07	13.8%
Suite à l'amélioration de la condition des fenêtres dans les écoles publiques									
Q1 (plus pauvre)	35.8%	0.075	20.9%	5.2%	-0.007	-12.9%	41.1%	0.068	16.6%
Q2	45.5%	0.089	19.6%	5.9%	-0.011	-18.7%	51.4%	0.078	15.2%
Q3	48.0%	0.087	18.1%	6.0%	-0.012	-19.4%	54.0%	0.075	13.9%
Q4 (plus riche)	51.7%	0.063	12.2%	17.5%	-0.012	-7.0%	69.1%	0.051	7.3%
Tous	43.5%	0.080	18.4%	7.3%	-0.010	-13.4%	50.8%	0.070	13.8%

Source: Glick, Razafindravonona et Randretsa (2000), tableaux 15,16,17.

Tableau A.24 -- Adultes: simulation des changements dans la probabilité de consultation suite à une hausse de 1000 FMG du coût par visite dans les centres de santé de base

Quartile	Hôpital			Centres de santé de base			Centre privés formels			Tous fournisseurs formels		
	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment	Probabilité initiale	Change-ment	% change-ment
1	1.4%	0.0008	6.0%	1.5%	-0.0102	-69.0%	0.7%	0.0007	9.6%	3.6%	-0.0086	-24.1%
2	1.1%	0.0010	9.6%	1.9%	-0.0097	-52.1%	0.8%	0.0008	9.7%	3.7%	-0.0079	-21.1%
3	1.0%	0.0006	6.1%	2.0%	-0.0078	-39.4%	1.2%	0.0009	8.0%	4.1%	-0.0063	-15.3%
4	1.3%	0.0005	3.4%	3.0%	-0.0050	-16.8%	1.6%	0.0006	3.4%	5.9%	-0.0040	-6.7%
Toutes	1.2%	0.0008	6.3%	2.1%	-0.0087	-42.1%	1.1%	0.0008	7.3%	4.4%	-0.0072	-16.4%

Source: Glick, Razafindravovona et Randretsa (2000), tableau 12.

**Tableau A.25 -- Impact distributif de la libéralisation de la fin des années
1980 à Madagascar**

	Libéralisation du commerce extérieur	Hausse d'épargne extérieur
GDP réel	2.8	0.1
Investissement privé	29.2	0.9
Recettes gouvernementales	9.3	-0.1
Revenu des ménages		
Urbain riches	-11.5	1.3
Urbain moyens	4.5	0.3
Urbain pauvres	2.0	0.2
Petits cultivateurs, Haut Plateau	2.8	0.1
Petits cultivateurs, Est	4.3	0.1
Petits cultivateurs, Sud et Ouest	2.8	0.1
Grands cultivateurs et ruraux rich	4.2	0.3
Ruraux non-cultivateur pauvres	2.6	0.3

* Changement en pourcentage par rapport à l'année de base, 1984.

Source: Dorosh (1994), tableaux 8 et 9.

Tableau A.26 -- Changements de la quantité des aliments consommés au cours des cinq dernières années, par quartile de richesses possédées en 1992

Changement de la consommation alimentaire entre 1997 et 1992	Quartile de richesse des ménages			
	plus pauvres	pauvres	moyens	riches
Détérioré	56%	50%	32%	25%
Inchangé	26%	33%	29%	29%
Amélioré	17%	17%	39%	47%

Source: IFPRI/FOFIFA (1998), tome 4, tableau 3.13.1.

Tableau A.27-- Causes des changements de quantité d'alimentation consommée en milieu rural entre 1997 et 1992

Cause	Dégradation N=195	Amélioration N=142
Chocs biographiques négatifs (décès, etc.)	33%	
Marchés et prix défavorables	30%	
Catastrophes naturelles	20%	
Hausse des dépenses sociales ou d'écolage	3%	
Autres facteurs adverses	14%	
Mouvement favorables des marchés et des prix		51%
Chocs biographiques positifs (plus d'ouvriers, etc)		31%
Transferts privés reçus		3%
Transferts publics reçus		2%
Autres facteurs favorables		13%

Source: IFPRI/FOFIFA (1998), tome 4, tableau 3.11.

Tableau A.28 -- Autoconsommation par quintile de dépenses, Madagascar 1993/94

	Quintiles de dépense par tête				
	1 plus pauvres	2	3	4	5 plus riches
Consommation calorique					
<i>Zones rurales</i>					
autoconsommation	74%	75%	72%	68%	56%
paiement en nature	6%	3%	4%	3%	5%
achats	19%	23%	24%	29%	39%
	100%	100%	100%	100%	100%
total calorique	1,317	1,745	2,161	2,592	3,076
<i>Zones urbaines</i>					
autoconsommation	41%	42%	27%	20%	12%
paiement en nature	3%	3%	2%	3%	2%
achats	57%	55%	71%	77%	86%
	100%	100%	100%	100%	100%
total calorique	1,129	1,548	1,775	2,082	2,683
<i>Ensemble national</i>					
autoconsommation	71%	71%	65%	57%	40%
paiement en nature	6%	3%	3%	3%	4%
achats	23%	27%	31%	40%	56%
	100%	100%	100%	100%	100%
total calorique	1,297	1,718	2,092	2,462	2,915
Valeur des dépenses totales par tête					
<i>Zones rurales</i>					
autoconsommation	57%	57%	54%	49%	39%
paiement en nature	5%	3%	3%	3%	8%
achats	37%	40%	42%	48%	53%
	100%	100%	100%	100%	100%
dépenses totales par tête	61,544	98,136	135,223	189,611	348,959
<i>Zones urbaines</i>					
autoconsommation	25%	27%	16%	11%	6%
paiement en nature	2%	2%	1%	2%	6%
achats	73%	70%	83%	87%	88%
	100%	100%	100%	100%	100%
dépenses totales par tête	87,014	130,842	174,862	241,961	468,913
<i>Ensemble national</i>					
autoconsommation	53%	52%	46%	38%	23%
paiement en nature	5%	3%	3%	3%	7%
achats	43%	46%	51%	60%	70%
	100%	100%	100%	100%	100%
dépenses totales par tête	64,263	102,600	142,320	203,017	398,015

Source: calculs propres à partir de l'EPM 1993/94.

Tableau A.29 -- Indicateurs simple de l'évolution du bien être de ménages pauvres, Fianarantsoa

Mois	Donnees brutes			Salaire reel (kg/jour)						Indices						
	Prix			Salaire journalier		Rural riz	Rural		Urbain		prix			Salaire		
	Riz	Manioc	Maïs	urbain	rural		manioc	riz	manioc	riz	riz	manioc	maïs	rural	urbain	rural
										poids rural	0.8	0.16	0.04			
										poids urbain	0.88	0.09	0.03			
1996	Novembre	1817	458	1172	5000	2500	1.38	5.46	2.75	10.92	1.15	1.09	0.93	1.13	1.14	0.94
	Décembre	1933	500	1240	5000	2500	1.29	5.00	2.59	10.00	1.23	1.19	0.99	1.21	1.22	0.94
1997	Janvier	1917	486	1192	5000	2500	1.30	5.14	2.61	10.29	1.22	1.15	0.95	1.20	1.20	0.94
	Février	1708	417	1200	5000	2500	1.46	6.00	2.93	11.99	1.08	0.99	0.96	1.06	1.07	0.94
	Mars	1513	413	1400	5000	2500	1.65	6.05	3.30	12.11	0.96	0.98	1.12	0.97	0.97	0.94
	Avril	1363	425	1340	5000	2500	1.83	5.88	3.67	11.76	0.87	1.01	1.07	0.90	0.88	0.94
	Mai	1271	433	1236	5000	2500	1.97	5.77	3.93	11.55	0.81	1.03	0.99	0.85	0.83	0.94
	Juin	1300	400	1180	5000	2500	1.92	6.25	3.85	12.50	0.83	0.95	0.94	0.85	0.84	0.94
	Juillet	1392	383	1232	5000	2500	1.80	6.53	3.59	13.05	0.88	0.91	0.98	0.89	0.89	0.94
	Août	1479	396	1292	5000	2500	1.69	6.31	3.38	12.63	0.94	0.94	1.03	0.94	0.94	0.94
	Septembre	1733	414	1240	5000	3000	1.73	7.25	2.89	12.08	1.10	0.98	0.99	1.08	1.09	1.13
	Octobre	1746	413	1232	5000	3000	1.72	7.26	2.86	12.11	1.11	0.98	0.98	1.08	1.09	1.13
	Novembre	1754	433	1252	5000	3000	1.71	6.93	2.85	11.55	1.11	1.03	1.00	1.10	1.10	1.13
	Décembre	1725	442	1252	5000	3000	1.74	6.79	2.90	11.31	1.10	1.05	1.00	1.08	1.09	1.13
1998	Janvier	1642	408	1220	5000	3000	1.83	7.35	3.05	12.25	1.04	0.97	0.97	1.03	1.03	1.13
	Février	1513	404	1308	5000	3000	1.98	7.43	3.30	12.38	0.96	0.96	1.04	0.96	0.96	1.13
	Mars	1388	383	1468	5000	3000	2.16	7.83	3.60	13.05	0.88	0.91	1.17	0.90	0.89	1.13
	Avril	1271	400	1268	6000	3000	2.36	7.50	4.72	15.00	0.81	0.95	1.01	0.84	0.83	1.13
	Mai	1413	488	1252	6000	3000	2.12	6.15	4.25	12.30	0.90	1.16	1.00	0.94	0.92	1.13
	Juin	1656	467	1180	6000	3000	1.81	6.42	3.62	12.85	1.05	1.11	0.94	1.06	1.05	1.13
	Juillet	1733	467	1552	6000	3000	1.73	6.42	3.46	12.85	1.10	1.11	1.24	1.11	1.11	1.13
	Août	1808	429	1560	6000	3000	1.66	6.99	3.32	13.99	1.15	1.02	1.24	1.13	1.14	1.13
	Septembre	1975	467	1500	6000	3500	1.77	7.49	3.04	12.85	1.25	1.11	1.20	1.23	1.24	1.31
	Octobre	2038	458	1452	6000	3500	1.72	7.64	2.94	13.10	1.29	1.09	1.16	1.26	1.27	1.31
	Novembre	2283	425	1650	6000	3500	1.53	8.24	2.63	14.12	1.45	1.01	1.32	1.37	1.41	1.31
	Décembre	2321	406	1656	6000	3500	1.51	8.62	2.59	14.78	1.47	0.96	1.32	1.39	1.42	1.31
1999	Janvier															
	Février															
	Mars	1988	375	963	6000				3.02	16.00	1.26	0.89	0.77	1.18	1.21	
	Avril	1713	350	786	6000				3.50	17.14	1.09	0.83	0.63	1.03	1.05	
	Mai															
	Juin	1775	438	688	7500				4.23	17.12	1.13	1.04	0.55	1.09	1.10	
	Juillet	2000	413	725	7500				3.75	18.16	1.27	0.98	0.58	1.20	1.22	
	Août	1988	413	700	6500				3.27	15.74	1.26	0.98	0.56	1.19	1.22	
	Septembre	2025	450	700	6500				3.21	14.44	1.29	1.07	0.56	1.22	1.24	
	Octobre	2137	500	750	6500				3.04	13.00	1.36	1.19	0.60	1.30	1.32	
	Novembre	2150	537	850	7000				3.26	13.04	1.37	1.27	0.68	1.32	1.34	
	Décembre	2075	500	987	7000				3.37	14.00	1.32	1.19	0.79	1.28	1.29	

Source: IMaTeP/INSTAT (1999).

Tableau A.31 -- Incidence de pauvreté par groupe socio économique

Groupes socio économiques	Pourcentage qui sont pauvre
Petits cultivateurs	82%
Grands cultivateurs	77%
Ouvriers non qualifiés	63%
Eleveurs/pêcheurs	61%
Retraités/handicapés	51%
Petits entrepreneurs	44%
Commerçants/artisans	40%
Employés	40%

Source: World Bank (1996), tableau 3.5.

Tableau A.32 -- Consommation du manioc parmi les sans abri d'Antananarivo

Consommation journalière (grammes par personne par jour)	Groupe de ménage			
	Sans abri	pauvre	moyen	riche
manioc	31	24	10	5
riz	41	67	71	71
Rapport riz/manioc	1.3	2.9	6.8	13.0

Source: Razafimanantena, 2000.